

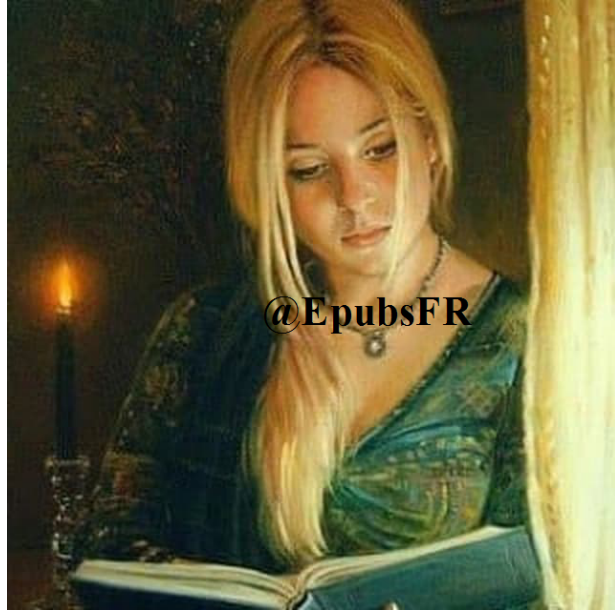
seydou
badian'

*les
dirigeants africains
face à leur peuple*



*cahiers
libres
65*

FRANÇOIS
MASPERO



seydou badian

**les dirigeants d'afrique
noire face à leur peuple**

FRANÇOIS MASPERO
1, place Paul Painlevé - V^e
PARIS
1964

Sommaire

Couverture

Page de titre

I

1 - Le poids du passé précolonial

2 - Traits du passé colonial

3 - Les forces en présence : le choix

4 - Le socialisme

5 - Nécessité politique de la voie socialiste

6 - Nécessité économique de la voie socialiste

7 - Difficultés de la construction socialiste en Afrique Noire

II

1 - Créer le militant

2 - A propos du parti

3 - Quelques déviations du parti unique

4 - Propres voies

Conclusion

À propos de l'auteur

Copyright d'origine

Achevé de numériser

I

Tant que le peuple ne se sent pas libéré, tant qu'il ne se sent pas chez lui maître de son destin, une révolution est à faire.

MODIBO KEITA.

« Si tous les Etres, et les plus humbles n'entrent pas dans la cité, je reste dehors. »

MICHELET.

Les guerres coloniales de libération qui ont, après le deuxième conflit mondial, occupé la scène internationale ont beaucoup agi sur l'ensemble des rapports métropole-colonie. Elles ont été à la base de l'attitude de « compréhension » des colonisateurs vis-à-vis des mouvements coloniaux d'émancipation politique. Elles ont imposé la solution de l'Indépendance Nationale quand on imaginait maints subterfuges dont la visée commune était le maintien de la colonie dans le giron de l'ancien dominateur.

La guerre du Viet-Nam aboutit à Dien-Bien-Phu. Le soulèvement Mau-Mau inquiéta les économistes. La guerre d'Algérie, se développa contre toute attente et prit une tournure qui surprit et effraya beaucoup de jusqu'au-boutistes en matière de domination coloniale. Ces grands événements ont influencé le destin de l'Afrique Noire. Ainsi l'un des facteurs de l'indépendance était virtuellement acquis, le facteur extérieur. En effet, les métropoles, peu à peu, entrevoyaient des solutions de sagesse : mieux vaut l'indépendance « à l'amiable » qu'une guerre ruineuse et qui risque par surcroît de compromettre à jamais les rapports futurs, admit-on dans plus d'un milieu compétent.

Enfin pour l'Afrique Noire le facteur interne s'affirma avec l'action politique vigoureuse du Dr N'Krumah, action qui devait aboutir en 1957 à l'indépendance du Ghana. Le rôle historique du Dr N'Krumah dans le destin de l'Afrique Noire sera mieux précisé avec un recul suffisant. Mais d'ores et déjà on peut dire qu'il fut très important. N'Krumah a relevé d'une manière capitale le défi que les racistes avaient lancé au continent et à l'homme africain. Son action créa beaucoup d'enthousiasme notamment dans les milieux intellectuels africains, rassura et raffermi les leaders inquiets et hésitants et traça au peuple africain la voie que devait suivre notre histoire politique de ces dernières années.

Pour l'Afrique Noire d'expression française, le Général de Gaulle fut ce facteur extérieur déterminant. Il tira la politique française de l'ornière où l'avaient engagée le chauvinisme, l'étroitesse de vue et la puissance des groupes coloniaux. Ainsi la France dont la politique coloniale était la plus accrocheuse, la plus intégrationniste, accorda l'indépendance à 13 Etats Noirs d'Afrique.

Depuis l'émergence du Ghana libre, on peut dire que chaque année a vu paraître au niveau de notre continent un ou deux nouveaux États indépendants (c'est-à-dire avec nom, drapeau, hymne et ambassades). On est en droit de se poser cette question : s'agit-il d'une souveraineté réelle, ou simplement d'une mise en scène destinée à sauver les apparences ? S'agit-il d'une indépendance véritable ou d'une indépendance fiction, purement formelle, à l'abri de laquelle le régime colonial devenu soudainement politique, intelligent, voire subtil, mène son jeu en toute liberté et avec cette fois-ci la bénédiction même des autochtones, tout au moins des dirigeants ?

Pour certains, « souveraineté réelle ou pas », la puissance coloniale doit être tenue pour quitte. Elle y était, elle n'y est plus. On lui a réclamé l'indépendance, elle l'a donnée. Le pays s'est choisi ses propres institutions, ses dirigeants, sa voie, ou du moins s'il ne l'a pas fait il en a eu toutes les possibilités. L'indépendance était la même pour tous. Si certains États ont connu désordre ou stagnation, et y vivent encore, seuls les dirigeants et leurs peuples en sont responsables : c'est leur affaire... Dans cette voie, du reste, on s'en prend beaucoup plus aux dirigeants qu'aux populations. L'indépendance vaut ce que valent ou ce que veulent les dirigeants. Elle a la même valeur théorique pour tous, offre les mêmes possibilités, les mêmes potentialités à tous : l'usage que les uns et les autres en font dépend d'eux-mêmes. Les peuples, particulièrement les peuples africains en raison de leur niveau de conscience politique, ne sont nullement en cause. Telle est en général l'opinion de la jeunesse africaine dans sa majorité, plus particulièrement de la jeunesse intellectuelle et syndicale. Le fait que certains voyageurs, après un rapide coup d'œil sur quelques États, condamnent d'emblée l'Afrique, choque cette fraction de nos populations qui estime que, dans leur hâte de « dire quelque chose », ils n'ont pas su distinguer les peuples africains de cette couche de fonctionnaires, de clercs que les événements ont placée à leur tête, et qui se trouve par endroit perdue et fort embarrassée devant l'indépendance.

Pour beaucoup d'États africains l'indépendance est arrivée comme une pluie dans un ciel d'été. Elle est tombée sans qu'on sache qu'en faire, sans

structure d'accueil, et certains responsables ont manipulé la souveraineté comme l'on ferait d'un ballon de basket qu'on reçoit et qu'on renvoie immédiatement : la souveraineté reçue a été retransférée à l'ancienne métropole ou à d'autres puissances, si bien qu'au niveau de ces pays c'est la même danse qui continue, c'est une tutelle qui demeure ; les peuples sont restés pour la plupart en dehors de la scène, tout au moins en apparence.

Au niveau de ces États, les gouverneurs sont partis, mais les structures sont celles-là mêmes que le régime colonial avait laissées, l'orientation est la même que celle que le régime colonial avait imprimée. Et le peuple est dans la même situation : ignoré ou trompé. Voilà l'INDÉPENDANCE : il s'agit d'une question de couleur, substituer aux dirigeants locaux blancs des dirigeants noirs et un point c'est tout ; quand on aborde ces régimes avec une notion créatrice, novatrice de l'indépendance, on ne peut parler le même langage que ceux qui sont en place. Là est la source du malentendu : quant à juger ces pays, ce sont les dirigeants qui doivent l'être. Les peuples sont absents du jeu, et quand ils font leur entrée sur la scène les choses prennent une tournure inhabituelle. Qui aurait pu imaginer de sitôt les événements qui ont provoqué la chute du gouvernement de M. Youlou à Brazzaville ? Une foule déchaînée du jour au lendemain, foule apparemment passive hier, aujourd'hui bravant les soldats en armes, se ruant sur la prison et cernant un palais qu'elle regardait encore la veille avec une peur quasi religieuse.

La souveraineté telle que la concevait le régime Youlou n'était pas celle que voulaient les éléments moteurs de la population de Brazzaville, ni les forces progressistes du monde entier. Ici se situe le divorce, dans quelques États, entre les dirigeants d'une part, la jeunesse, les syndicats de l'autre, même si l'appareil de répression dont disposent les premiers intimide et freine pour le moment les seconds. Cet état de choses prend en partie sa source assez loin ; il était en germe dans le caractère de certaines formations politiques et aussi dans la façon dont l'indépendance a été acquise.

Si l'on suit dans leur cheminement jusqu'à l'indépendance la plupart des « partis dominants » à travers les États africains d'expression française par exemple, il s'avère que les formations politiques constituées sur des bases diverses (nous verrons cela plus loin) avaient leurs activités centrées surtout sur des sièges parlementaires à occuper : campagne, promesses électorales

puis sommeil. Il s'agissait de promettre et de revendiquer ensuite auprès de la « Mère Patrie » puits, écoles, routes, travaux agricoles, justice, égalité, tout y était. Mais voilà qu'à l'indépendance ces mêmes hommes qui prêtaient bonne oreille à toutes les doléances, les suscitaient quelquefois, se trouvent nantis de tous les pouvoirs face à ce même peuple chez qui ils avaient créé une certaine conscience. C'est une situation inattendue et fort inconfortable.

Bien que nombre de dirigeants n'aient peut-être pas vu le problème sous cet angle, l'indépendance n'est pas seulement la restitution aux nationaux de leurs droits sur leur pays, mais aussi pour toutes les catégories de la population une promesse de bien-être, de justice sociale, la possibilité enfin de construire le pays selon les légitimes et profondes aspirations nationales. La souveraineté engage le dirigeant. Sa signification va bien au-delà d'une simple réparation juridique, métaphysique ou morale.

D'une manière ou d'une autre, le responsable a pris un engagement. Quand, pendant la période d'électoratisme, en vue de sièges au parlement français, tel ou tel responsable parcourait les campagnes en promettant puits, écoles, dispensaires, routes, justice, etc... il créait en face de lui cette conscience qui, aujourd'hui, l'observe, le juge et l'attend.

Dans certains États africains cette situation est d'autant plus explosive que les structures coloniales étant en place, le peuple doit subir par ailleurs des blessures dans son orgueil national ; certains fonctionnaires et notables européens ayant acquis la conviction, de par les déclarations doucereuses de responsables politiques, qu'ils sont indispensables ne manquent aucune occasion pour le faire savoir autour d'eux.

Le problème africain vu sous cet angle devient complexe. L'Afrique Noire, au moins pour la majorité de ses États, a eu la chance d'accéder à l'indépendance, nous l'avons souligné, presque sans difficultés mais aussi dans la confusion ; les mouvements d'indépendance ont été des mouvements électoraux. L'indépendance est moins venue de la base que du sommet. Elle a été, on peut le dire, octroyée, pour ne pas dire imposée, à certains dirigeants qui l'avaient récusée et cherchaient plutôt à s'intégrer davantage dans le monde du colonisateur. Partant de ce principe, certains

responsables peuvent peut-être imaginer que les peuples n'ayant rien réclamé, l'indépendance « gagnée » par eux est aussi acquise pour eux. Ce qui reviendrait à dire que le régime colonial continue. Cette fois-ci l'exploitation des peuples africains est organisée au su et au vu de l'opinion internationale, dont l'action est devenue plus difficile par la présence d'un drapeau, d'un hymne et des ambassades, et réalisée par les puissances extérieures s'appuyant sur des éléments autochtones ; et cette situation, n'était la présence des troubles-fêtes de la jeunesse et des syndicats, aurait pu durer encore longtemps en raison des conditions spécifiques, économiques et sociologiques, aux peuples de l'Afrique Noire.

L'exploitation coloniale dans la plus grande partie de l'Afrique Noire se situait à un niveau tel que les peuples la percevaient moins intensément, la sentaient moins précisément qu'ailleurs. Si l'Afrique Noire avait été une colonie de peuplement, si les problèmes agraires s'y étaient développés, la paysannerie aurait depuis longtemps dit son mot, comme ce fut le cas dans certains pays (Kenya). Mais c'est à un autre niveau que se situait le régime d'exploitation. La paysannerie n'a pas été frustrée du moyen de production auquel elle lie son existence, la terre. Ici c'était surtout au niveau de la sphère de circulation des biens que se situait l'exploitation. Il faut avoir une vision extérieure pour pouvoir déceler et comprendre le mécanisme de l'exploitation axée sur le commerce.

Il y a eu cependant jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale dans les colonies françaises un régime forcé de réquisition auquel ont été soumises les masses rurales africaines. Ce régime de pillage organisé leur faisait ainsi toucher du doigt l'exploitation coloniale dans ses aspects les plus barbares. Les paysans étaient contraints à livrer produits agricoles, vivriers et industriels ; ils étaient conduits de force sur les chantiers publics et privés, et cette œuvre civilisatrice s'accompagnait d'humiliations et de tortures que leur faisaient subir les sbires coloniaux. Les élus africains à l'Assemblée Nationale française ont mené, presque unis, une bataille pour mettre fin à ce monde. Ils pensaient qu'une fois aboli le régime de l'indigénat qui légalisait ces pratiques, la forme inhumaine et grossière de la domination coloniale prenait fin du même coup. Les paysans se retrouvaient dans les mêmes conditions que leurs ancêtres : la terre est à eux, ils en vendent les produits. Bien sûr, le commandant blanc, les commis et les

gardes africains les rançonnaient de temps en temps, mais c'était menu fretin.

Ainsi les consciences se sont éveillées très tard, là où il y eut éveil, et l'éveil s'inscrit en grande partie à l'actif de dirigeants populaires de par leur origine ou leur idéologie, qui ont mis à nu aux yeux de leurs peuples le mécanisme de l'exploitation moderne. Ils sont arrivés ainsi, par une éducation patiente, qui ne fut pas du tout aisée (ayant souvent à la fois à combattre les traditions féodales et la puissance de l'administration coloniale), à créer un élan révolutionnaire qui dans certains territoires s'est converti en un véritable raz de marée. Ces peuples formés aux notions de liberté, de justice sociale, d'égalité, pouvaient difficilement accepter qu'un responsable quel qu'il soit et quel que soit le glorieux passé dont il se réclame continue en toute quiétude le jeu des colonisateurs.

L'agitation politique organisée par ces dirigeants, épaulée et soutenue par les éléments jeunes, les syndicalistes, etc... a été déterminante. Elle a élevé le niveau politique des masses rurales, elle a transformé ces masses ; on en voit aujourd'hui les résultats dans le degré de prise de conscience à travers les différents États. Une chose intéressante est à signaler sur ce plan : le résultat d'une telle lutte a été une relative clarification de la situation politique au sein des territoires. En effet, une action d'inspiration anticolonialiste a trouvé tout de suite face à elle le régime colonial, son appareil administratif, policier et ses dociles valets parmi les chefs traditionnels. Le colonisateur s'est aussitôt posé en défenseur de la tradition, en garant de la continuité de l'Afrique, de la pérennité des coutumes. Les dirigeants anticolonialistes étaient sacrilèges. L'administration coloniale, pour les besoins de la cause, prisonnière de son faux légalisme, s'est servie d'un parti qu'elle a créé ou mis en vedette à l'aide des burlesques truquages électoraux dont elle avait les secrets, parti « plus africain », dirigé par un sage, un réaliste, un modéré, etc... Ces partis administratifs étaient des fabriques d'interlocuteurs valables !...

Plus le mouvement se développait, plus le clivage s'accroissait. Cependant, dans les partis administratifs d'alors militaient des cadres sains qui, par subjectivisme (fidélité personnelle, fidélité à la parole donnée), sont restés dans ces formations politiques avec lesquelles ils n'étaient pas idéologiquement d'accord. Les partis anticolonialistes ont gardé également

dans leurs rangs des cadres arrivistes à côté de militants éprouvés, idéologiquement, acquis à une transformation radicale des structures économiques et sociales existantes ; ici l'affrontement des partis reflétait, à un très faible degré il est vrai, deux visions opposés de la vie. En gros la structuration des forces en présence était la suivante : d'un côté, l'appareil administratif colonial, les chefs à sa dévotion, les fonctionnaires retenus par un incompréhensible sentiment d'honneur, « fidélité à la parole donnée », des éléments opportunistes, exploités ou timorés, et, de l'autre, les masses rurales et les citoyens conscients, les cadres nationalistes clairvoyants mêlés de cadres opportunistes et aventuriers...

Si, à l'origine, comme on le verra plus loin, les partis ne sont pas nés des clivages idéologiques, sur le plan pratique, au cours du développement de certaines formations politiques, des antagonismes d'intérêts se sont manifestés et ont quelque peu cristallisé les groupes. Ainsi au niveau des territoires qui ont connu ce phénomène un problème s'est posé. Si le parti administratif l'emportait et recevait les clés au départ du colonisateur, le problème restait entier ; si c'était l'autre, l'indépendance prenait une signification ; elle ne saurait plus être la continuation d'un régime d'exploitation du type colonial..., la logique impose un certain bouleversement des aspects qui avaient été dénoncés comme néfastes et dont la malfaisance avait été saisie au niveau de la conscience du peuple.

C'est un peu la démarche, jusqu'en 1950, du Rassemblement Démocratique Africain qui contrôlait la plus grande partie de l'Afrique Noire Française. Ce mouvement, au départ, a été essentiellement un mouvement de masse, un mouvement des peuples. Après 1950, seules deux sections ont continué leur progression sur des bases anticolonialistes : le Parti Démocratique de Guinée et l'Union Soudanaise R.D.A. de la République du Mali. Les autres sections se sont métamorphosées pour rejoindre l'autre type de parti que l'Afrique avait héritée de la métropole : simple rassemblement autour de certaines personnalités. Ici le jeu a été celui de la démocratie parlementaire bourgeoise. Aucun problème fondamental n'était débattu ; il s'agissait purement et simplement d'être pour ou contre untel. Alors tous les éléments de la population qui représentaient un certain potentiel électoral étaient recrutés quelle que fût

leur position sociale et quelles que fussent leurs conceptions propres dans le domaine politique, social ou autre. Une sorte de marché s'établissait entre le grand électeur et le postulant. Ce dernier déboursait ou alors s'engageait à arranger une situation particulière, moyennant quoi l'autre mettait à sa disposition les voix qu'il contrôlait.

Cependant le tableau peu reluisant qu'offrent certains États Africains trouve une autre explication, ou une excuse, auprès d'une partie de l'opinion africaine et internationale. Ici c'est la puissance coloniale qui revient au banc des accusés. L'impérialisme, dit-on, ne quitte jamais de gaieté de cœur une terre qu'il domine. Si les événements intérieurs ou extérieurs le forcent à s'en aller, il laisse toujours des germes qui favoriseront sa mainmise économique et autre : voyez le Congo. Peut-on imaginer qu'après des décennies de colonisation, on n'ait pu favoriser l'éclosion d'une élite valable ? Voyez le pourcentage d'analphabètes, le taux de mortalité, l'absence d'infrastructure, etc... Les dirigeants africains se trouvent écrasés à l'indépendance par ce passif effrayant que leur a ménagé l'impérialisme. Comment, en un ou deux ans, arriveraient-ils à guérir tous les maux que le colonisateur s'est ingénié à cultiver chez eux pendant de longues années ! Il faut leur en laisser le temps : aidons-les car ils ont fort à faire !

Ceux qui les accablent devraient considérer l'Europe d'hier et même d'aujourd'hui. Certains États européens, qui pourtant n'ont pas connu le sort de l'Afrique semblent encore de nos jours incapables d'abolir des structures datant du Moyen-Age. Après les révolutions bourgeoises européennes, plus précisément après les mouvements de libération et d'unification, combien de temps a-t-il fallu aux ancêtres des « juges » de l'Afrique pour « trouver leur équilibre » ? Combien de temps faut-il de nos jours à un pays « moderne » après l'occupation étrangère et la guerre pour reprendre un bon départ ? En ce domaine l'Afrique n'a pas une position singulière, elle n'a pas de leçon à recevoir. La gabegie, la confusion qui ont accompagné et suivi la dernière guerre mondiale dans les pays colonisateurs sont-elles déjà oubliées ? Les excès sont peut-être plus voyants en Afrique, en raison de la grande misère dont souffre la majorité des habitants.

Cependant les deux courants d'opinions semblent se rejoindre sur un point : quel que soit l'angle sous lequel on aborde le problème, il apparaît que l'indépendance impose aux dirigeants africains la mission d'édifier pour leur peuple une vie plus conforme à celle de l'homme de notre temps, une vie qui réponde aux aspirations réelles de tout homme. Aucune étude socio-économique ne peut donner avec des chiffres l'état de dénuement dans lequel se trouvent les populations africaines, les masses rurales. Car durant toute la période coloniale, l'action du colonisateur a accentué le décalage entre les villes occupées par les fonctionnaires africains, rouages de l'administration coloniale, et les populations rurales presque abandonnées à elles-mêmes, vivant leur vie de toujours aggravée par le déséquilibre du mercantilisme colonial.

Il faut voir dans certains villages 95 % de la population frappée de cécité : onchocercose. Ne parlons pas de l'analphabétisme. Les famines, les épidémies qui tuent ou mutilent derrière le rideau muet de la brousse, et ces cases humides, obscures, à l'atmosphère insalubre, dans lesquelles s'entassent pêle-mêle enfants et parents. Jamais description ne peut donner à un étranger à l'Afrique l'image des conditions dans lesquelles vivent les populations africaines, sans commune mesure avec les conditions de vie des citadins, a fortiori des Européens. Laissons les problèmes de niveau de vie et de chiffres. Diminué par la malnutrition, la maladie du sommeil, grattant un sol difficile avec la daba de ses ancêtres, entouré de sa famille, angoissé par les périodes de soudure, perdant un enfant sur deux, devant se saigner pour payer l'impôt, voyant passer l'infirmier de santé une fois tous les six mois, vivant à 40 km au moins de l'école, l'Africain rural vit dans un autre monde, dans des siècles dont le souvenir petit à petit s'efface dans l'esprit même de l'Africain modernisé. Il faut imaginer aussi les flambées de variole, de méningite cérébro-spinale, voir ces populations portant comme un stigmate ethnique le goitre de la malnutrition. Aucun chiffre, encore une fois aucune étude, aucun tableau comparatif ne peut vraiment éveiller dans la conscience de celui qui ne connaît pas l'Afrique une idée valable de la misère de l'Africain.

Devant les tâches considérables dont l'accomplissement devient pour nous un impératif de survie, l'immobilisme est stérilisant et pour les dirigeants et pour les peuples. Les réformettes sont illusoire d'abord,

mortelles ensuite. L'Afrique nécessairement doit affronter la révolution que l'histoire lui impose. Non une révolution purement économique — ce qui n'existe pas d'ailleurs contrairement à ce que pensent certains — mais une révolution universelle partant de l'homme pour aboutir à lui. Un bouleversement uniquement économique a fatalement des répercussions sur le contexte social et humain, et ne peut s'imaginer sans aucun contrôle politique avec tous les risques qu'il comporte. C'est pour cela qu'il est impérieux qu'une pensée globale préside à cette renaissance, qui seule peut garantir la dignité de l'Afrique en assurant efficacement la promotion de ses fils ; puisqu'il s'agit de l'homme, il est nécessaire de l'observer en premier lieu dans le cadre précolonial, puis dans le cadre colonial, afin d'évaluer les transformations heureuses ou malheureuses opérées en lui par l'impact européen. Ceci l'aidera à percevoir l'étendue de ses chances, la somme des efforts qu'il doit fournir soit pour « se mettre à jour » en acquérant des éléments nouveaux, soit pour se libérer de certaines tares d'importation. Le but étant de lui créer le maximum de chances pour la grandiose aventure à laquelle il est convié.

Le poids du passé précolonial

L'Afrique précoloniale est dominée par l'idée de la communauté. En effet l'organisation de la société africaine reposait, non sur l'individu, mais sur le groupe. La cellule en était la famille du type patriarcal qui s'élargissait ensuite avec diverses variantes possibles pour constituer le village, union de plusieurs familles. La famille ici n'est pas du type occidental. Elle se compose également des collatéraux, des descendants et de leur famille, groupés autour du plus ancien. Lorsque se posaient les problèmes du village, ce n'était nullement à l'individu qu'on s'adressait, mais au représentant de chaque famille qui parlait au nom de sa petite cellule. Ainsi comme on l'a dit, l'expression politique était collective. L'opinion exprimée par un membre de la collectivité était celle de son groupe.

Le chef de famille organisait le travail, la production, et dirigeait la répartition. Il était le centre de la vie. A lui les membres devaient obéissance ; il était chargé de la survie et du développement du groupe. La terre, principal moyen de production, était propriété commune. La famille étroite ou étendue en avait seulement le droit d'usage. L'idée de la vendre n'effleurait aucun esprit. Elle était un peu le lien sacré qui unissait les générations, une sorte d'autel qui était « rempli » de l'ancêtre.

Si la famille pouvait avoir un certain droit particulier sur la terre, les arbres fruitiers qui entouraient le village appartenaient à l'ensemble de la communauté villageoise. Au sein de ces structures, il n'y avait aucune place pour le parasitisme. De même la notion de revenu personnel était peu connue. Il ne serait jamais venu à l'idée d'un homme de vouloir faire son bonheur en dehors de la communauté. L'unicité de destin existait tant sur le plan politique qu'économique. Tous les bras valides étaient voués à la production, collective comme la consommation.

L'irruption du salariat, avec l'idée de revenu personnel, a fait éclater ces structures ; l'homme qui est rémunéré pour un travail qu'il accomplit seul a tendance à rompre avec la communauté ; les gestes naturels que l'individu doit au groupe sont devenus pour lui des exigences intolérables ; des incompréhensions puis des conflits de toutes sortes ont commencé à se faire jour. La conscience individualiste véhiculée par le salariat s'est violemment opposée à la loi du groupe. La régularité du salaire a impressionné la parenté agraire dont la conscience, depuis des siècles, est formée à l'incertitude du revenu agricole, que les moindres aléas naturels réduisaient à néant. C'est vers le salarié privilégié que s'est alors orienté le groupe. Mais celui-ci connaissait déjà des besoins nouveaux créés par l'influence occidentale ; les exigences matérielles de sa vie d' « occidentalisé »... Alors l'esprit de communauté a dégénéré. Cette liquéfaction dans le désordre moderne où dominent des éléments que la société précoloniale ignorait (sous-emploi, sous-productivité, impôt en argent, individualisme), a créé une situation que beaucoup d'étrangers ont exploitée contre les traditions africaines.

Le jeune fonctionnaire de la ville reçoit toute sa parenté, chaque fin de mois les mains se tendent, alors qu'il n'a plus la possibilité d'organiser la production comme cela se faisait dans une société de type patriarcal, d'utiliser les uns et les autres à des postes de production au profit de tous. Autrement dit ce qu'il gagne est le revenu commun, mais les structures modernes ne lui permettent plus d'organiser cette organisation collective de la production. Celle-ci est devenue individuelle tandis que la consommation est restée conçue sur les bases de la communauté ; d'où une profonde contradiction dont la jeunesse a fait les frais ; ces habitudes sont devenues un facteur de stagnation. L'homme qui travaille pour un ensemble de bouches qu'il considère comme inutiles est tenté de s'accrocher lui-même à un autre puisque son travail à lui n'a pas la portée économique qu'il aurait dû avoir... Celui qui vient de la brousse, également, est tenté de ne plus rien faire parce qu'il a découvert une source à laquelle il peut puiser sans difficulté. Si bien que d'un côté comme de l'autre, l'initiative se trouve freinée, ce qui est une tare dans un pays sous-développé.

D'un autre côté cette vie solidariste a certainement sauvé beaucoup de vies humaines et a épargné à l'Afrique le spectacle de clochards encombrant les rues et les places publiques, ainsi que le recours à une politique de secours forcément insuffisante étant donnée l'étendue des besoins. Sur le plan de l'organisation du travail aussi bien que sur celui de la propriété, on retrouve la tradition matérielle de cette idée de communauté, de solidarité, par des équipes de travail au niveau des villages, chez les femmes (traitement en commun du karité, de certains produits de cueillette), chez les jeunes (organisation de classes d'âge), dans l'artisanat (travail en commun du coton, de la laine, etc...), propriété commune des arbres fruitiers entourant le village, propriété commune d'un champ dont le produit est destiné à la soudure.

Cette organisation est quasi universelle en Afrique Noire, elle est la réalité originelle sur laquelle se sont greffées, par le jeu des forces extérieures, d'autres structures apparaissant ainsi comme des épiphénomènes ; par exemple une certaine chefferie, et l'État.

Après le village communautaire apparaît la chefferie qui primitivement correspondait à plusieurs villages parents, dirigés par la plus ancienne branche familiale. C'était le clan, dont le ressort territorial se situait au niveau du canton actuel ; ici non plus il n'y avait pas d'exploitation de l'homme par l'homme, la chefferie n'était autre qu'une organisation supérieure qui réunissait les hommes de qualité de la communauté villageoise, tout au moins « la chefferie de sang ». Mais ces structures ont subi des altérations, sous l'influence de phénomènes extérieurs (Islam ou esclavage) et la chefferie constituée par le jeu des armes devient alors absolutiste et prépare la naissance de l'État. C'est la « chefferie de guerre ».

L'État en Afrique Noire, comme l'ont mille fois souligné ceux qui se sont occupés de nous, n'a pas eu longue vie et n'a pas reflété cette organisation démocratique qui était pourtant authentiquement africaine. Les grands empires qui figurent dans le passé du continent ont pour la plupart été animés par l'idéologie de l'Islam, ou en tous cas fortement influencés par elle (Empires de Savane). Dans le Sud côtier, ce sont généralement les mouvements déclenchés par les esclavagistes européens qui ont été à la

base de la « transformation » des chefferies en État du type féodal ; l'État, ce fut la guerre, une chefferie attaquant une autre chefferie, ou alors tout simplement un homme « d'initiative », religieux ou non, mettant son sabre au service de la vérité éternelle.

Jusqu'ici dans le passé de l'Afrique Noire, le pouvoir temporel a presque toujours été accompagné du pouvoir divin. Au niveau du clan la plus ancienne branche familiale très proche de l'ancêtre était censée être en constante communion avec lui. On gérait, on organisait le groupe au nom de l'ancêtre. Il s'agissait de veiller à ce que toute la parenté demeure dans la pure ligne léguée par les vénérés disparus. La chefferie de guerre aussi bien que l'État n'ont pas échappé à cette loi. Dans la chefferie de guerre le clan dominant restait avec son Dieu et ses ancêtres à qui il devait la victoire ; ainsi les cadres dirigeants étant tous du même clan obéissant au même pouvoir spirituel, au niveau de l'État constitué par un homme « politique et guerrier ». Le conquérant a été lui-même « saint » ou alors né d'un père ou d'une mère considérés comme tel (Samory, El Hadi Omar, Mamadou Lamine, Rabah, etc...).

On ne peut pas dire qu'au niveau des États de l'Afrique précoloniale la démocratie ait existé. Certes, l'organisation du village était toute imprégnée de démocratie du type égalitaire et de démocratie du type participation. Mais sitôt que l'on s'élevait aux structures verticales, c'était l'absolutisme. Déjà au niveau de certains cantons, amorce de la chefferie de guerre, le chef était maître et cela était admis. Le chef pouvait tout. Il décidait, il ordonnait, les populations n'avaient qu'à se conformer à ce qu'il voulait. Les tenants du pouvoir étaient au-dessus de toutes les lois, de toutes les règles auxquelles les autres pouvaient être astreints. Ils avaient tous les droits, ils étaient le Droit. Ils pouvaient être bons, ou mauvais, ils étaient au-dessus de la justice. Ce que l'Afrique traditionnelle a toujours exigé, c'est justice et égalité parmi les égaux.

Cette attitude à l'égard du pouvoir se retrouve aujourd'hui dans les structures modernes de partis qui ont pourtant lutté avec des slogans démocratiques. Aux yeux du militant qui s'est battu pendant des années, pour arriver à la victoire avec son parti, ceux de l'opposition doivent être

dépossédés de tous leurs droits. Il existe pratiquement deux mondes : le monde du vainqueur, et celui des vaincus. « Malheur aux vaincus ». On admet difficilement que celui qui vous a combattu hier ait aujourd'hui les mêmes droits que vous. Les membres du parti triomphant sont au-dessus de la masse des autres citoyens, ils sont du pouvoir. Il ne s'agit nullement d'une supériorité morale toute platonique, mais la démarcation doit exister partout où l'État est présent : tribunal, école, dispensaire, contributions directes, etc... La mentalité africaine du type pseudo-féodale est naturellement prédisposés au népotisme. On est d'abord au pouvoir pour les parents et les amis. Il faut que le sort de chacun porte le sceau de l'ascension du fils, du cousin, du neveu ou de l'ami d'enfance. Pour peu que « l'élus » en question se montre réticent devant certaines exigences, il est aussitôt traîné dans la boue, avec l'anathème de toute la parenté. Pour ceux qui connaissent la mystique des liens familiaux africains, on devine aisément le dilemme devant lequel se trouve à chaque pas le responsable politique. Le terme « mauvais fils » dans nos pays est un argument électoral qui pèse très lourd. Il faut se résoudre le plus souvent à accepter d'être un paria pour pouvoir servir le pays, la conscience d'homme et de militant que l'on est censé porter.

Dans le parti, certains vieux militants pensent avoir droit à tout, surtout au passe-droit. Ces tendances mettent souvent le responsable à dure épreuve. Elles s'expliquent par le fait que les bases idéologiques font défaut aux partis en raison même de leur point de départ et de leur caractère.

On trouve chez les occidentalisés l'attitude inverse. Autant les masses traditionnelles admettent tout de la part du pouvoir, qu'elles dissocient difficilement du féodalisme, autant les occidentalisés, hypersensibilisés à la démocratie, versent dans l'égalitarisme grossier. Un dirigeant africain doit être l'esclave des autres : « C'est nous qui vous avons mis là ». Aucun avantage matériel ne doit lui être attribué, même la voiture est un scandale. Sa maison qui jadis était occupée par le chef de service blanc est une honte, etc... Il doit être astreint aux conditions matérielles qui étaient les siennes avant d'accéder aux responsabilités sinon on crie, à l' « injustice » !

En Afrique Noire on est ainsi tiraillé entre ces deux courants dont la conciliation est souvent extrêmement difficile. Cependant la conception

népotiste du pouvoir se rencontre aussi chez les « évolués » quand leur propre intérêt est en jeu. C'est là qu'on découvre démagogie et immoralité. Ils n'admettent plus alors que les lois les freinent, les limitent. Ils revendiquent leur ancienneté dans le parti, les services qu'ils ont rendus et qui leur donnent le droit de passer à travers les lois et règlements érigés pour tous et chacun. « Rends-moi ce service, personne ne le saura ». « Souviens-toi, c'est nous qui vous avons mis là ». Le ton monte : « Souviens-toi ; le Congrès du Parti aura lieu bientôt ». C'est la menace ; si alors vous êtes prêt à vendre votre conscience pour être populaire et acclamé, vous céderez, sinon au prochain congrès une meute se déchaînera contre vous ; déjà avant, dans les clubs, vous serez disséqué ; une campagne systématique sera déclenchée, utilisant toutes les calomnies qui peuvent porter.

L'idée d'un pouvoir abstrait est quasi étrangère à l'Afrique. Le pouvoir, c'est une personne, et généralement pas comme les autres. On trouvera dans la vie de celui qui l'exerce, ou dans celle de son ascendance, des éléments de prédestination qui peuvent alimenter l'imagination des masses, et cela quelles que soient les voies par lesquelles cet homme a accédé aux responsabilités : guerrier ayant forgé un empire par les armes, ou simplement homme politique du type moderne élu par ses concitoyens. Le résultat, la personnalisation et la sacralisation, est le même. Le pouvoir abstrait et laïc n'est pas encore installé dans la conscience africaine. Bien sûr toutes les sociétés humaines ont connu au cours de leur développement ce stade politique que vit l'Afrique d'aujourd'hui. Certaines y reviennent. Cependant, ailleurs, l'épanouissement de l'esprit critique, les révolutions républicaines et démocratiques, ont donné aux responsabilités politiques une signification qui n'est pas encore celle de l'Afrique d'aujourd'hui. Ceci constitue une réalité de notre temps.

Dans le contexte psychologique de l'Afrique actuelle, vu le niveau politique des citoyens, il est à souligner que ce phénomène sert considérablement les régimes populaires. Ainsi, pour les masses, les erreurs, voire les exactions que peuvent commettre les cadres n'engagent que leur seule responsabilité. Le régime est lié au leader, et tant que celui-ci demeure l'exemple de vie qu'on aime voir en lui, l'adhésion des

populations est acquise aux institutions. Et l'humble militant n'hésite pas à saisir directement le chef de l'État pour se plaindre du comportement de tel ou tel responsable local qui, dans l'isolement de l'arrière-pays rural, a laissé de côté les principes démocratiques grâce auxquels il a été hissé au poste qu'il occupe, pour des attitudes féodales que lui dictent son instinct de potentat, sa volonté de puissance. Ainsi les régimes populaires peuvent échapper, quant à leur sort, au comportement des cadres intermédiaires inconséquents vis-à-vis des principes de justice, de démocratie et surtout d'intégrité grâce auxquels cependant ils sont parvenus à des responsabilités.

La personnalisation du pouvoir se réalise essentiellement par deux voies. C'est un leader qui, une fois au sommet des responsabilités, fait volontairement le vide autour de lui, brise les structures politiques qui lui ont servi de tremplin, met en avant l'appareil militaire et policier, se trouve finalement seul, enfin seul, face au pays. Une propagande intensive est alors mise en action afin de mobiliser en faveur du surhomme l'imagination des masses. C'est la formule la plus générale. La politique est conçue par le manitou seul. La vie de la nation, c'est lui qui l'élabore, la dirige, l'anime, etc...

Ou alors, il s'agit d'un dirigeant qui, de par ses qualités humaines, sa fidélité intransigeante au peuple et aux principes pour lesquels il s'est battu, domine naturellement son entourage et devient par ses mérites d'homme et de militant un espoir vivant pour les masses. L'idée qu'il est le responsable, le guide, rassure ; quelles que soient les difficultés que peut traverser le pays, on est confiant et on sait que tôt ou tard il en triomphera. Il faut noter du reste que de plus en plus dans certains milieux, particulièrement chez les jeunes, la personnalisation et la sacralisation ne sont plus liées. Si le premier phénomène est un fait quasi universel, le second dépend beaucoup du dirigeant, de son comportement, de ses qualités et défauts. Ainsi tout le régime est condamné dans la mesure où le leader a démerité. En Afrique Noire plus que partout ailleurs, de plus en plus, les peuples cessent de suivre quand ils n'ont plus l'occasion d'admirer. On voit l'importance qu'a aujourd'hui, pour l'ensemble de notre continent, le rôle historique de l'individu. Le leader auréolé a ainsi une responsabilité considérable. C'est lui qui est jugé, c'est lui qui sera jugé. Cette conscience est nette de part et d'autre.

Partant de là, il apparaît nettement que le leader, pour qu'existent les règles de démocratie et de collégialité au sein de son équipe, doit avoir une idéologie solidement centrée sur ces principes. Tout l'incite au pouvoir personnel, et très peu de dirigeants ont pu résister à cette tentation. D'un autre côté, il est dangereux, sous prétexte de fidélité à la démocratie et à la collégialité, de se laisser orienter ou freiner par des éléments qui ont des objectifs contraires aux intérêts fondamentaux du peuple.

L'attachement du peuple au guide méritant ne s'arrête nullement à la période de ses activités politiques ; il passe à la légende après son départ de la scène. Les principes qu'il a avancés, la politique qu'il a incarnée deviennent alors sacrés et s'insèrent dans le patrimoine inaltérable du peuple, cruelles que soient les éclipses que ses compagnons peuvent lui faire subir dans l'immédiat. Il rejoint les héros, voire les dieux, qui nourrissent la secrète imagination des foules. C'est pour cela que l'assassinat politique, à long terme, sert plutôt les idées contre lesquelles s'élèvent les mains criminelles. La génération de dirigeants actuels donnera à l'Afrique de demain ses prophètes et ses démons.

Les multiples manifestations de la personnalisation du pouvoir sont, là encore, source de conflit avec les modernistes ; pour eux l'idée abstraite du pouvoir est la seule valable, et en cela certains vont même au-delà de ce que l'Occidental conçoit. Tant qu'on n'en attend pas quelque chose, le moindre geste de déférence à l'égard d'un responsable est jugé humiliant. Mais ce phénomène s'explique par les séquelles quasi inexpugnables du complexe d'infériorité.

Le tribalisme était également un trait courant de l'Afrique précoloniale. Des groupes ethniques isolés vivant un peu en autarcie, constituaient la base humaine d'une grande partie de l'Afrique antique. L'idée de Nation n'existait pas en général ; ou alors se limitait à la grande famille, la tribu, et là où l'organisation tribale avait disparu, où les hommes étaient en système « d'anarchie », comme diraient les ethnologues, les liens existaient seulement entre ceux qui avaient le même parler, les mêmes noms, les mêmes mœurs. L'État en général a été formé sur ces bases ; c'est un clan en

subjuguant un autre, une tribu dominant d'autres tribus. Ces groupes étaient souvent hostiles les uns aux autres et cet état de fait du reste a énormément facilité la tâche à la colonisation : opposition des uns aux autres, exploitation du moindre différend.

Cependant, certaines régions ont connu la paix et la coopération fraternelle entre groupes ethniques différents ; dans le passé de l'Afrique plusieurs de ces groupes ont appartenu à un même territoire, sous l'autorité d'un État. Il n'en reste pas moins que le tribalisme est un des points faibles hérité de l'Afrique précoloniale et que les antagonismes qu'il engendre ont été à la base de certains remous sanglants que notre continent a connus.

La limitation de l'individu à sa tribu trouve un peu une de ses bases dans les conceptions mystiques qui ont encore cours dans beaucoup de nos régions. Le culte de l'ancêtre qui, s'il n'a pas atteint les formes trop poussées qui constituent un des éléments de la réalité de certains peuples asiatiques, a quand même vécu chez nous et continue de se maintenir dans beaucoup d'esprits. On pourrait même parler « d'ancétrisme » qui pousse l'individu à situer toutes ses activités dans le cadre élaboré par l'ancêtre. Cette attitude mentale peut avoir quelques aspects positifs dans la mesure où l'ancêtre représente une morale, pour ne pas dire la Morale ; ainsi l'individu trouve en naissant une somme de valeurs à laquelle il est tenu d'adhérer, ce qui peut le mettre à l'abri de certains égarements.

Les aspects négatifs cependant ont été assez nombreux, il n'est pas rare d'entendre par exemple des ruraux vous dire : « Je ne pratiquerai jamais la pêche, parce que mon ancêtre n'a pas pêché, je trouve déshonorant de le faire ». Dans un pays sous-développé de tels freins psychologiques deviennent mortels. Le règne des ancêtres peut être une bonne chose dans la mesure où il s'agit de créer actuellement un climat d'émulation poussant l'individu à un certain dépassement. Mais développé jusqu'à un certain point, il conduit nécessairement au passéisme : l'univers est limité à ce qui a été fait, l'élan créateur est exclu du présent. Or il n'est plus possible à l'Afrique de demeurer telle qu'elle était, à moins qu'elle veuille disparaître. Les vertus de dévouement, de courage et l'esprit d'abnégation trouvés dans l'héritage ancestral sont des compagnes précieuses sur le chemin de l'avenir, mais les interdits irrationnels sont de nature à freiner le progrès des peuples.

Un travail d'actualisation psychologique est indispensable si l'on veut l'avènement dans toute l'acception du mot en Afrique de l'homme de notre siècle. Le culte de l'ancêtre est également de nature à compromettre l'unité nationale dont la recherche est vitale pour le progrès du continent. L'exaltation du passé d'un groupe ethnique risque justement de réveiller des sentiments d'hostilité et de conduire à des frictions que personne ne recherche à l'heure actuelle. C'est à ce titre que si l'histoire est intéressante pour redonner à l'Africain le sentiment de dignité dont il avait été frustré par le régime colonial, il faudrait cependant ne jamais perdre de vue l'idée que l'exaltation d'un certain passé étroit peut conduire à la xénophobie et à la discorde.

On ne saurait évoquer la vie de l'Afrique précoloniale sans faire mention des conditions dans lesquelles se trouvait la femme africaine. Ce problème aujourd'hui est universellement reconnu, quoiqu'il ait été aggravé par le régime colonial... Tous les dirigeants africains sérieux sont préoccupés par le problème de l'évolution de la femme et sont persuadés que sans elle il n'y aura pas d'évolution du tout. Mais il n'y a pas de solution particulière à ce problème. L'émancipation de la femme sera liée à la nouvelle société que l'on veut bâtir. Si l'on maintient les structures pseudo-féodales et coloniales actuelles, les femmes dans leur écrasante majorité resteront ce qu'elles sont. Les décrets et lois n'y feront rien. Si au contraire on s'engage résolument dans la voie de l'édification d'un monde nouveau, avec entre les hommes de nouveaux rapports qui ne seront pas ceux de subordination, de soumission et d'exploitation mais d'égalité et de coopération fraternelle, alors la femme trouvera une place de dignité et de liberté véritables. Il faut donc pour cela que l'Africaine des villes qui a eu accès aux problèmes modernes puisse s'insérer dans la lutte commune et renoncer ne serait-ce que pour un temps à cette vie artificielle centrée sur le luxe et l'insouciance. Son destin est entre ses propres mains.

Sur ce monde africain tel que nous l'avons vu à gros traits est venu se plaquer l'Occident — avec sa vie, ses visions et ses ambitions — qu'en est-il résulté ?

Traits du passé colonial

A l'égard de l'ensemble du passé africain la colonisation a eu avant tout une attitude fondamentale, globale, l'attitude dictée par son souci de s'implanter et de créer le colonisé tel qu'elle le concevait. Il s'agissait de faire admettre la colonisation comme démarche humanitaire, mission de civilisation. Il fallait que le terrain devant lequel on se trouvait en ait un besoin certain. Partant de là toutes les valeurs africaines ont été décrétées nulles. On s'est efforcé de tirer un trait sur tout ce qui pouvait tant soit peu donner naissance à une personnalité africaine qui demain fatalement entrerait en conflit avec le colonisateur et son système. Ce travail a donc été entrepris, et la détribalisation dont on a tant parlé a été au fond beaucoup plus morale que physique.

L'école coloniale a conduit l'Africain à renier son monde, à en avoir honte, à avoir du mépris pour ses pères. La civilisation était européenne, la morale était européenne comme la technique. Tout ce qui est valable vient des bagages du colonisateur. On demande à l'Afrique de la reconnaissance ! « Ouvrez les mains et vous recevrez ». Alors la jeunesse coloniale s'est ruée sur ce qu'on lui proposait : l'individualisme, l'alcool, les western... Tout était bon qui portait la marque du maître. On s'est trouvé en face d'un être démoralisé, psychologiquement détruit, prêt à tout pourvu qu'il soit dans la ligne des nouvelles valeurs. L'ancêtre a été bafoué, la communauté villageoise maudite ; chacun pour soi. Ce fut la liquidation culturelle de l'Afrique dans l'espoir que jamais le moindre germe de nationalisme n'y puisse pousser.

On a dit que la colonisation a apporté le centralisme. Des groupes ethniques jadis hostiles ont été réunis dans un même territoire, mais d'autres qui auparavant étaient liés se sont trouvés divisés. Soulignons que le rôle unificateur de la colonisation a été beaucoup exagéré ; en fait, il est

plus apparent que réel. Le régime colonial agit comme s'il dressait une clôture autour des ethnies qui gardent à l'intérieur toute leur individualité, voire leur hostilité les unes à l'égard des autres. Il ne fait rien pour provoquer cette fusion qui crée la nation. Bien au contraire il en a peur et volontiers entretient ou suscite des contradictions sur lesquelles il édifie sa puissance. Comme l'a fait remarquer Jean-Paul Sartre : « Le gouvernement atomise les colonisés et les unifie de l'extérieur ». Le fait que le polyethnisme demeure un danger pour l'Unité Nationale après le départ du colonisateur prouvent éloquemment du reste que l'unification n'était qu'une simple contention dans le meilleur des cas. Certes, la colonisation à un niveau donné a laissé un certain esprit commun, une langue commune, une monnaie, autant de facteurs qui contribuent à former une nation...

Du fait du développement des échanges, l'horizon de l'Africain, de l'homme du clan, de la tribu, s'est trouvé élargi et précisément l'élargissement de cet horizon a été un des facteurs déterminants dans la lutte contre la colonisation. L'introduction de la technique a été un facteur positif. Bien sûr, l'Afrique comme d'autres pays aurait pu maîtriser la technique sans subir le joug de l'Occident, mais les faits sont là : la colonisation a été la porte d'entrée de la technique, d'un certain progrès, et a créé la volonté de progrès, autant de faits qui sont désormais liés ; également l'émergence d'une catégorie de travailleurs : travail de l'administration courante des choses, travail de régularité, d'ordre et de soin. Mais la création la plus colossale de la colonisation, c'est justement le colonisé, agent et auxiliaire du régime colonial. Nous le verrons en détail plus loin.

Nous avons ainsi en face de nous l'Afrique actuelle où cohabitent des éléments d'âges différents, de mondes différents. Nous avons les vestiges du passé plus les apports de la colonisation. Nous avons les faiblesses du passé plus les tares de la colonisation. Le problème posé aux dirigeants africains, aux peuples africains d'aujourd'hui est celui d'un choix : choix à opérer parmi cet héritage global, afin d'en extraire ce qui peut convenir, ce qui peut être valable, pour que l'Afrique très rapidement entame le processus qui la conduira au niveau des autres pays. Il est bon de regarder tout cet acquis précisément à travers le prisme du progrès et de la marche en

avant. Le subjectivisme, quel qu'il soit, ne peut être retenu par les Africains dans la mesure où ils sont animés de la volonté mâle d'aller de l'avant. Subjectivisme dans un sens ou dans un autre. Il faut voir dans l'héritage ancestral ce que nous devons garder, ce que nous devons éliminer. Le terme de révolution est aujourd'hui courant en Afrique. Il n'est pas possible de faire la révolution avec cet ensemble, qui contient tant d'éléments disparates et négatifs. L'Afrique coloniale, nous devons l'analyser sous l'angle strictement objectif, voir ce qu'elle a elle aussi de valable, ce qu'elle peut nous apporter comme aide dans les tâches que nous nous sommes fixées face à l'histoire et à l'humanité. C'est à ce prix seulement que l'Africain sera suffisamment armé dans le combat que nous avons à mener contre le sous-développement.

3

Les forces en présence : le choix

Le monde moderne présente aujourd'hui aux pays sous-développés deux possibilités pour les conduire à un stade de développement économique satisfaisant : la voie capitaliste et la voie socialiste : la majorité des pays africains s'est engagée dans la voie capitaliste, prolongement naturel de l'économie coloniale.

La colonisation, a dit Jules Ferry, est fille de la production industrielle. On peut ajouter qu'elle en est également la mère. En effet, dans l'Europe de la fin du XVIII^e siècle et du XIX^e siècle, la naissance du machinisme a été considérablement aidée par l'exploitation des colonies qui ont permis aux commerçants, armateurs, négriers, d'amasser un surprofit considérable qui a pu être investi dans l'industrie alors à ses débuts. Il n'est pas exagéré de dire qu'une grande partie de l'accumulation primitive du capital, particulièrement en Angleterre, est constituée par les richesses tirées de l'exploitation des pays colonisés.

Il est intéressant de comparer les politiques coloniales de l'Angleterre et de l'Espagne dont les différences expliquent dans une certaine mesure les inégalités de développement économique actuel. Initialement l'Espagne a pratiqué une politique de pillage systématique, de rapine, sans se soucier de la reproduction des richesses exportées. Le surprofit en a été utilisé d'une façon strictement mercantiliste ou pour des motifs de prestige. Au contraire la Grande-Bretagne a veillé à ne pas tarir la source de ses surprofits coloniaux, à leur assurer régularité et reproduction. Le capitalisme anglais a investi ce surprofit dans ses industries, créant de nouvelles richesses, et permettant un développement industriel continu. L'exploitation rationnelle de l'Inde, particulièrement par la culture poussée du coton, a permis le développement de l'industrie cotonnière anglaise, base de tout le développement industriel ultérieur.

Ainsi chaque pays européen s'est lancé dans l'industrialisation. En contrepartie il devenait impérieux de trouver d'autres peuples, d'autres terres plus jeunes qui pourraient jouer le rôle de producteurs de matières premières et également servir de marchés pour l'absorption des produits manufacturés. Ce fut l'aventure coloniale systématique. Que s'est-il passé ?

Les colonies ont été effectivement des appendices des métropoles. Elles ont fourni les matières premières à bon marché ; la main-d'œuvre n'était pas chère. Ce sont les compagnies coloniales qui ont été les organismes moteurs de ce phénomène. Entre métropole et colonies existait ainsi un double courant au seul bénéfice du développement métropolitain. Un singulier paradoxe a voulu ainsi que des pays essentiellement agricoles, arriérés dans tous les domaines, soient freinés dans leur propre développement pour les besoins d'un pays dominant, organisé et industrialisé. Ainsi fut la logique de la colonisation. Ce sont les pays sous-développés, démunis, qui ont été les facteurs de l'épanouissement de ceux qui en avaient le moins besoin. Monopole commercial, tarif douanier de protection, absence de législation du travail, etc., tels furent les moyens légaux mis en œuvre pour asseoir un tel système : création d'une économie agricole axée uniquement sur l'intérêt des métropoles, structure économique qui restait dominée par l'orientation effreignée vers des cultures d'exportation, cultures industrielles nécessaires aux industries lointaines, régression des cultures vivrières au sein des populations déjà sous-alimentées, création de besoins factices, avec les produits industriels, en un mot une domination économique matérialisée par une intégration systématique de l'économie dominée à celle du pays dominant.

Quel économiste pourrait chiffrer l'énorme perte de substance qu'a représentée, dans le premier stade de la colonisation, l'esclavagisme ? Si cette hémorragie n'avait pas eu lieu, quelle serait l'importance de la main-d'œuvre que le continent africain pourrait employer à la production ? En effet, l'un des plus importants problèmes de la majeure partie des pays africains est le sous-peuplement, et il apparaît que le démarrage économique est moins difficile dans un pays surpeuplé que dans un pays sous-peuplé. Comment enlever à l'agriculture dont la productivité n'augmente encore que faiblement, les milliers de bras qui sont nécessaires

pour les autres secteurs ? Ou alors il faut mécaniser largement ce secteur, délicat problème pour des pays sans épargne, sans base industrielle, et qui, par surcroît, souffrent de la pénurie généralisée de cadres techniques.

Dans sa phase d'exploitation des richesses en matières premières et en produits agricoles, le colonialisme s'est heurté à une contradiction fondamentale : comment concilier la nécessité d'un marché capable absorber les produits industriels de la métropole en quantités toujours croissantes, avec la politique de ladite métropole s'efforçant d'empêcher le développement économique, et surtout industriel, de ses colonies ? Cette contradiction explique que le capitalisme dans les pays colonisés ait toujours présenté un aspect inachevé, par rapport au système économique de la métropole.

Les chefs d'État, quels qu'ils soient, affirmaient les uns après les autres que l'indépendance politique n'est pas un but mais un moyen, le but restant le développement du pays selon les aspirations propres des nationaux. La souveraineté politique serait comme un outil grâce auquel le pays se construit pour son bonheur. C'est à partir de là que ce sont amorcées les tentatives de choix, les uns s'orientant vers le libéralisme, convaincus que c'est la seule voie qui conduise à ce souverain bien qu'est le développement économique et social ; les autres s'orientant vers un régime socialiste.

Le régime capitaliste s'appuie sur les moyens privés d'un individu ou de groupes d'individus, propriété privée des biens de production et appropriation des profits. Il suppose donc l'existence de moyens entre les mains des individus, orientés vers leur fructification, même si cela se réalise aux dépens d'autres. Ici industrie, commerce, etc... tout est entre les mains du secteur privé. L'État peut intervenir pour réglementer mais il vit lui-même des droits, taxes qu'il perçoit à l'occasion des différents mouvements de la production.

Quelle est la situation coloniale ? Le but de la colonisation a été l'exploitation sous toutes ses formes du colonisé par le colonisateur. Quand nous examinons le problème sous l'angle africain en l'état où nous a laissés la colonisation, nous nous rendons compte que le secteur économique dans son ensemble était soit aux mains d'organismes coloniaux mis en place pour les besoins de la cause, soit aux mains d'éléments allogènes donc

étrangers à la population. A examiner l'économie dans ses différents secteurs et en vertu même de cette logique mercantile qui était celle du colonialiste, le secteur secondaire était quasi inexistant. Le secteur primaire portait le poids de l'exploitation et c'était lui qui fournissait les matières premières alors exportées et façonnées dans les industries de la métropole. Le secteur tertiaire, secteur où les risques sont assez réduits, était hypertrophié (commerce colonial, traite).

Entre les métropoles et leurs colonies, les hommes et les capitaux circulaient librement. Du fait de cette pratique, les colonies souffraient d'une véritable hémorragie. Toute leur substance s'en allait vers les pays développés par le canal des transferts de bénéfices. Les coloniaux privés se souciaient très peu des investissements qui pouvaient être réalisés dans l'intérêt des nationaux. Ce qui importait, c'était ce qui pouvait être rentable immédiatement, sans gros risque. Il fallait gagner, exporter, aussi bien au niveau de l'individu, du salarié, que de celui du propriétaire capitaliste. Chacun préparait des jours calmes ou des affaires plus sûres sous des horizons plus paisibles.

L'indigène a été salarié, il a été producteur, mais producteur de matières premières dont les prix lui étaient imposés à chaque traite. Il n'avait aucune possibilité de discussion, n'ayant qu'un débouché. Il fallait vendre ou laisser. Et quand on sait l'écart qui a toujours existé et qui est aujourd'hui universellement reconnu entre les prix des matières premières et ceux des produits manufacturés on perçoit une fois de plus l'étendue de la ponction à laquelle l'indigène était soumis. Actuellement tous les organismes internationaux reconnaissent que les possibilités d'importation des biens d'équipement par les pays sous-développés diminuent constamment, du fait de la réduction permanente du prix de leurs exportations et de la hausse continue des produits industriels. Cette diminution est loin d'être compensée par les « prêts » des organismes bancaires internationaux qui ne représentent que le quart des profits réalisés dans les pays du tiers-monde par les sociétés privées des pays développés.

Si l'indigène était lui-même inséré dans le secteur tertiaire, par exemple, il l'était dans la majeure partie des cas à un degré tel, au niveau d'un rouage tel, que ses gains étaient bien souvent inférieurs à ceux d'un modeste salarié

de son pays. Dans ces conditions, comment peut-on parler d'accumulation ? Cela n'a pas existé. A quelque niveau qu'il se trouvât, à quelque échelon qu'il vécût, l'indigène subissait une ponction. Le capitalisme européen, lui, s'est développé à partir de capitaux européens, capitaux d'origine agricole, capitaux d'origine mercantile, qui, très rapidement, ont pu, avec la naissance du machinisme, se transformer en base industrielle. Mais si l'Afrique doit s'engager dans la voie que nous proposent certains pays, avec quels capitaux ferons-nous notre pays ? Quelle catégorie de la population peut jouer chez nous ce rôle de créateur qui a été celui des classes bourgeoises en Europe Occidentale ?

Du reste, ce côté du problème n'échappe à aucun Africain. Ceux qui songent au libéralisme pensent à des capitaux privés étrangers. Personne ne nourrit l'illusion de faire l'Afrique avec les moyens africains, détenus par les Africains. Le capitalisme en Afrique prend tout de suite un autre visage. Il s'agit d'un capitalisme étranger implanté sur le continent. Ajoutons, ce qu'on perd souvent de vue, qu'il s'agit d'un capitalisme à un stade de dégénérescence. Lorsque la bourgeoisie européenne a supplanté la féodalité en Europe, elle avait de réelles qualités qui, conjuguées aux causes économiques, objectives, ont permis un développement considérable des forces productives : sens de l'épargne, goût du risque, ardeur au travail. Ces qualités ont presque entièrement disparu, particulièrement le tempérament pionnier. alors que les problèmes qui se posent en Afrique demandent encore plus de capacités créatrices que celles qui permirent à juste titre le développement des Etats-Unis par exemple.

Les capitalistes étrangers qui investissent en Afrique veulent être assurés d'un profit régulier et autant que possible plus élevé que dans les industries des pays développés. Il faut donc que les gouvernements locaux leur donnent des garanties de stabilité : stabilité des salaires au niveau le plus bas bien entendu, stabilité politique garantissant l'écoulement des produits et les exportations de bénéfiques, avantages fiscaux exorbitants, etc...

Si l'industrie, facteur déterminant du développement économique, doit s'installer dans ces conditions, avec en plus, une totale liberté d'exportation des capitaux, comme cela existe ailleurs, quel serait l'avantage que le pays en tirerait ? S'il s'agit d'une industrie basée sur la valorisation des produits agricoles, on peut encore lui trouver un aspect positif. Mais la plupart des

industries actuelles en Afrique Noire sont des industries de consommation qui importent le plus clair de leurs besoins en matières premières. Ce sont donc des installations qui aboutissent à un élargissement de la consommation dans un domaine donné. Le pays tire une fierté puérile du fait qu'il fabrique lui-même, mais qui fabrique en fait ? Les marchandises sortent des usines, sont diffusées dans le pays, les bénéfices sont réexportés et non réinvestis. Quel en est le résultat ? C'est encore la ponction des maigres possibilités d'accumulation nationale, c'est souvent la création de besoins superflus et c'est la perte de substance dans le pays, organisée cette fois avec l'assentiment enthousiaste des dirigeants politiques.

Dans ces conditions, peut-on espérer voir s'édifier prochainement une industrie importante, particulièrement dans le secteur des biens de production ? Il ne semble pas que jusqu'à maintenant les capitalistes étrangers aient changé leur conception quant au développement de l'Afrique. Pour eux le continent doit rester un grand réservoir de matières premières et de produits agricoles, conformément à leur théorie de la division internationale du travail. Dans certaines conditions particulières, ils acceptent simplement d'exporter une matière première semi-élaborée.

Cependant, cette attitude défavorable au développement de l'Afrique ne leur est pas favorable non plus à long terme. En effet, il apparaît que le commerce entre pays industrialisés croît plus rapidement et est plus profitable que le commerce entre pays industrialisés et pays sous-développés. En outre, un pays très industrialisé a intérêt à commercer avec des pays également industrialisés. A la limite, l'exemple classique est celui des États-Unis qui fabriquent actuellement des complexes automatiques représentant des investissements considérables, ne pouvant donc être vendus qu'à des pays extrêmement industrialisés. C'est un des points qui ont poussé les U.S.A. à appuyer la création du Marché Commun Européen : la nécessité de trouver des acheteurs, afin de ne pas freiner le développement des forces productives considérables représentées par l'automation. Mais créer une industrie lourde exige des investissements très importants, rentables seulement à long terme, donc dans des conditions de sécurité que les capitalistes ne sont pas sûrs de trouver en Afrique, même dans les pays où apparemment les dirigeants sont le plus dévoués à leurs intérêts.

La voie capitaliste, sur le plan économique, présente d'autres inconvénients : restant fournisseurs de matières premières ou de produits semi-élaborés, les pays africains continuent à dépendre de marchés extérieurs où ils ne peuvent obtenir une juste rémunération pour leurs exportations. Cette dépendance est particulièrement grave pour les pays qui se livrent à la monoculture ou dont les ressources minières ne sont pas diversifiées. Les prix des matières premières étant fixés à l'étranger subissent des fluctuations importantes qui empêchent les prévisions d'exportations à long terme, et par là même tout développement relativement harmonieux. L'exemple de l'Amérique Latine est frappant : aucun « Plan » d'un quelconque pays latino-américain n'a pu être achevé du fait de la baisse constante du prix des matières premières et produits agricoles qui représentent au moins 90 % de leurs exportations. La production dans le secteur primaire doit être constamment accrue, avec toutes les difficultés que cela comporte, pour permettre d'importer le même montant de produits industriels.

Le développement du capitalisme en Afrique s'accompagne inéluctablement du phénomène de lutte des classes. Certains dirigeants africains ne veulent pas comprendre le caractère objectif de ce phénomène. Pour eux l'union nationale est sacrée et ils ne peuvent concevoir que les salariés se sentent exploités et se dressent contre leurs exploiters, même si ces derniers sont leurs frères de race. L'union de toutes les couches sociales contre le colonisateur s'était faite lentement et avait abouti à l'indépendance politique. Quel dommage, quel sacrilège que ce sentiment ne se perpétue pas ! Ces dirigeants sont très étonnés de voir que les syndicalistes, fortement influencés par les syndicats de gauche de l'ex-métropole, aient à l'égard des industriels installés en Afrique, ou de leurs prête-noms africains, la même attitude que leurs homologues à l'égard des propriétaires d'industries implantées dans les métropoles. Nous aboutissons ainsi à l'émergence d'une situation nouvelle, difficile, qui promet à l'Afrique des remous violents.

Au niveau du secteur primaire, les plantations agricoles immenses surgissent un peu partout. Le paysan reste dans sa routine. La productivité

étant beaucoup plus élevée au niveau des productions rationalisées, modernes, les prix autochtones tombent parce que non compétitifs. Nouveau problème pour la campagne. Mais cela ne se perçoit pas dans le chiffre global de l'exportation, dans les graphiques qui grimpent et devant lesquels s'extasient des éléments peu conscients des phénomènes dangereux qui couvent. La paysannerie traditionnelle est donc chassée de la campagne. Les villes deviennent le rendez-vous des chômeurs qui ne peuvent trouver de travail, l'industrie étant tout à fait insuffisante et trop mécanisée pour absorber cet excédent de main-d'œuvre. D'où nouveaux problèmes sociaux. Ces clochards non formés politiquement et syndicalement forment une masse de manœuvre qui permet de peser sur les salaires des travailleurs pour les conserver au niveau le plus bas. Le déracinement de l'individu déjà sensible sous le régime colonial est donc considérablement aggravé par le capitalisme. Cet aspect du problème n'est pas le moins important.

Ainsi, nous pouvons reprendre à notre compte ce que le grand panafricaniste le Professeur Du Bois, déclarait à Accra en 1958 : « Quelle voie suivra l'Afrique ? Avant tout, je tiens à souligner que l'Afrique d'aujourd'hui n'a pas le choix entre le capitalisme privé et le socialisme. Le monde entier, y compris les pays capitalistes, marche vers le socialisme inéluctablement, implacablement. On peut choisir entre deux blocs militaires, on peut choisir ses alliés politiques, mais on ne peut choisir entre le socialisme et le capitalisme privé, car ce dernier est condamné ».

Sur le plan politique, le choix capitaliste comporte des conséquences dont les effets se perçoivent déjà dans certains États Africains. Les fonctionnaires africains créés par le régime colonial pour ses services ont, durant la période de « l'éveil », revendiqué les mêmes traitements, les mêmes conditions de travail que leurs homologues blancs. C'était juste au point de vue humain, dans le contexte colonial. Ils ont, semble-t-il, eu gain de cause, car leur mouvement paraissait favoriser les desseins d'intégration, d'assimilation de la puissance dominante. Ils se sont donc retrouvés avec des salaires augmentés, des indemnités diverses. Mais plus leur situation matérielle s'améliorait, plus ils s'éloignaient des masses rurales, et plus ces dernières, entraînées dans le mercantilisme de plus en plus enveloppant et incisif à la fois, voyaient régresser leurs conditions de vie.

A l'indépendance, cet état de choses, après le « départ » du chef de service Blanc et son remplacement par l'Autochtone, s'est montré sous un

jour douloureux. Le point de comparaison changeait. Le parallèle n'avait plus lieu entre métropolitains et Africains salariés, mais entre Africains salariés et paysans africains. L'écart était monstrueux. C'est un héritage colonial : choyer les fonctionnaires remuants, nouvelle catégorie sociale créée par l'Europe pour détruire l'Afrique, cadrerait parfaitement avec les vues de la colonisation. Le régime de domination avait besoin d'une complicité autochtone. Mais le tableau n'est pas de nature à favoriser une unité nationale solide, ni une politique conséquente de développement.

L'option socialiste exige une remise en ordre, un rapport raisonnable entre les salaires et les moyens réels de l'État, une réduction du fossé entre les couches de la population. Ainsi le prélèvement par l'État du surplus des salaires constituerait une technique d'accumulation. Ce sacrifice est une des conditions politiques et même financières de la réussite. Le choix d'une autre voie, en l'occurrence la voie capitaliste, aggrave le phénomène. La catégorie des fonctionnaires se considère comme une fin en soi, comme une « classe universelle ». Elle devient une bourgeoisie bureaucratique qui, par tous les moyens, cherche une assise financière. Le fossé s'accroît entre elle et la paysannerie, elle s'octroie avantages et prébendes, se rue sur la rente foncière qui est la forme la plus facile à réaliser et la plus immorale du profit capitaliste. Les postes de responsabilité qu'elle occupe sont monnayés, les banques ouvrent leurs coffres, les villas sortent de terre, qui, sitôt badigeonnées sont proposées à des missions étrangères. L'opération rapporte ; on la recommence. L'Assemblée vote de nouvelles indemnités, les surfaces financières se développent, on cherche d'autres affaires intéressantes, les camions au nom du cousin, ou du petit-neveu. Les capitalistes veillent ; la tournure que prennent les événements les rassure davantage. Ils proposent des « actions » dans l'Intérêt du Développement harmonieux du pays. « L'élan patriotique » pousse les responsables à s'associer financièrement à ses affaires, et on voit la suite...

La stratification de la population se systématisait. Mais la jeunesse et les syndicalistes, tout au moins ceux qui ne sont tentés ni par les palaces ni par les hautes dignités chuchotent, murmurent. Le régime est vigilant ! il propose quelques morceaux aux jeunes dynamiques, turbulents ; en cas de refus, c'est un complot... Les spécialistes sont là, pour fabriquer les documents revêtus des signatures, les inculpés sont confondus, les inconditionnels à grand bruit saluent le patron « qui vient une fois de plus

de sauver le pays ». Mais le peuple n'est pas dupe, une autre équipe de jeunes, un autre groupe de syndicalistes ne tairont pas leur désapprobation. Le scénario recommencera.

Les capitalistes ont déjà pris leurs précautions. Ils sont un peu rassurés avec la présence d'une base militaire capitaliste, de préférence celle de leur pays, et des Européens à la tête des services clés. Tout va bien. Au sein du Gouvernement, un tel est de gauche ; on l'a à l'œil ; au prochain complot, il y passera. Supposons que dans le meilleur des cas les groupes privés d'un pays étranger édifient des industries importantes, contrôlent le commerce — c'est-à-dire tiennent pratiquement les rênes de l'économie nationale. Le paradoxe s'affirme. Le pouvoir politique est Africain, l'économie est commandée par les non-Africains. Qui est le maître ? Ces derniers bien sûr. Un faible chantage de leur part, tout cède ; des mesures de rétorsion, tout craque ; une menace de s'en aller, c'est la panique. Une politique étrangère qui leur inspire des inquiétudes est naturellement inconcevable. Si au Gouvernement une tête ne leur revient pas, elle tombe.

Le socialisme

Le terme socialisme est aujourd'hui abondamment utilisé en Afrique. Il est presque de toutes les fêtes. Certains dirigeants se réclament de cette doctrine tout en pratiquant chez eux le libéralisme dans la forme la plus désolante, s'enlisant au maximum dans le néo-colonialisme. Il s'agit là d'une position purement tactique dont le but est la mystification de la jeunesse, des militants conscients et exigeants qui seraient capables de mettre en péril l'équilibre intérieur. Socialisme, intérêt national, intérêt collectif, etc... autant de narcotiques qui permettent à ces dirigeants de masquer la véritable nature de leur politique foncièrement antinationale. Et pour échapper à la contradiction, à la déconfiture, on se rabat sur les originalités diverses du terroir si bien que, à y regarder de près, chacun d'eux a son socialisme.

A l'égard du socialisme, on peut classer les dirigeants Africains en trois grands groupes :

- ceux qui se réclament publiquement du socialisme tout en engageant leur pays dans le néo-colonialisme,
- ceux qui sont profondément acquis à l'idée d'une construction socialiste,
- enfin ceux qui implicitement optent pour le capitalisme et le néo-colonialisme.

Le premier groupe, leaders « rusés », distille à longueur de journée le terme « Socialisme » et la phraseologie révolutionnaire adéquate par pure tactique. Il s'agit tout bonnement de mystifier la jeunesse et les syndicats que l'on sait gagnés à l'idée d'une construction révolutionnaire de l'avenir et qui pourraient mettre le pouvoir en péril, si on affichait publiquement le penchant néo-colonialiste. Pour échapper à la contradiction entre ce qui se dit et ce qui se fait, on invoque les originalités nationales, les spécificités du

contexte, autant de beaux mots qui pendant un temps joueront le rôle de bouclier, jusqu'à ce que les remous d'un dimanche démontrent que le pot aux roses est découvert ; car les structures coloniales qui sont en place sont l'antithèse même du socialisme et aucune construction si spectaculaire soit-elle ne saurait être viable tant que certaines mesures radicales ne seront prises pour « nettoyer le terrain ». Laisser libre cours à un secteur capitaliste, concurrentiel du secteur d'État, signifie, dans les circonstances historiques actuelles, la mort de ce dernier. Et comment concevoir un « État socialiste » qui par scrupules se confinerait à un rôle d'arbitre « objectif » et « impartial » entre lui-même et ceux qui tôt ou tard l'asserviront ?

Du reste la contradiction à laquelle ces dirigeants veulent échapper par une certaine mise en scène économique éclate par ailleurs dans leur attitude générale tant à l'égard du monde extérieur, que de certaines couches de la population. Le socialisme n'est ni un simple échafaudage économique ni du bavardage stérile. Les masses ne sont pas dupes ou ne le seront pas tout le temps.

Le second groupe, héroïquement minoritaire est convaincu de la nécessité globale d'une construction socialiste. Mais ici, pour des raisons politico-religieuses, certains avancent l'idée d'un socialisme africain, d'un socialisme qui nous est spécifique. C'est que le matérialisme athée du marxisme-léninisme est aujourd'hui un obstacle quasi invincible à son adoption intégrale pour des peuples qui ont autant de Dieux qu'il y a de créatures ; l'athéisme détermine une sorte de répulsion que l'Afrique actuelle surmontera difficilement. Il faut noter également que la crise nationaliste que connaît notre continent en ce moment le pousse un peu au seuil de la xénophobie intellectuelle, et que le christianisme suscite la même attitude de refus ou tout au moins de réserve que le marxisme chez beaucoup d'éléments africains. Ici l'on évoque volontiers les pratiques communautaires que l'ancêtre a léguées et qui de nos jours constituent les piliers de la vie villageoise. Il ne s'agit donc pas d'idées importées mais tout simplement d'un réajustement d'une somme de valeurs authentiquement africaines.

Quant à l'objectif, l'unicité du socialisme dans sa finalité est unanimement reconnue à ce niveau. C'est peut-être pour cela que de plus en plus se substitue à la notion de Socialisme Africain celle plus universaliste de Voies Africaines du socialisme ou de fondement africain du socialisme.

Nous essayerons plus loin de découvrir l'essentiel de ces voies et de souligner ce qui aujourd'hui les distingue des voies marxistes-léninistes.

Enfin le troisième groupe de leaders paraît sans option et sans programme. Au niveau de ces États le régime colonial continue avec cette fois-ci les aises et les assurances que lui donnent un Président de la République, une Assemblée Nationale, un hymne, un drapeau et des ambassades, africains.

Rares sont les dirigeants africains qui poussent le mépris de leur peuple jusqu'à afficher leur « option » capitaliste ou néo-colonialiste ; on se tait ; de temps en temps on dit des autres qu'ils sont communistes, totalitaires, tout en soignant son propre parti unique et en reformant trimestriellement le Gouvernement après avoir mis la moitié des ministres en prison ! Ici les saisons rythment les complots ; souvent l'équilibre est rompu en faveur des derniers. Ce groupe d'États est beaucoup plus proche de l'Amérique Latine, du Moyen-Orient que du continent Noir. C'est à propos, sans doute, de ces régimes qu'un député français se lamentait ainsi à la Chambre le 29 octobre 1963 : « On peut dire qu'aujourd'hui il est en Afrique trois façons de s'élever jusqu'à la prison : commettre des délits, faire de l'opposition ou être ministre. Et je crois que la troisième est la plus sûre ». Séance tenante un autre député français répliquait : « C'est tourner le dos à la réalité que de soutenir contre la volonté des Africains des régimes et des hommes qui continuent le passé colonial, c'est la leçon évidente des événements de Brazzaville ».

La construction socialiste actuelle en Afrique comporte également sur le plan extérieur une marque particulière. Elle admet les relations internationales sur un plan universel et n'astreint donc pas à une solidarité exclusive avec des pays du même régime. Ceci dit comment comprenons-nous le socialisme ?

Il s'agit de la suppression radicale de toute exploitation de l'homme par l'homme. Sur le plan de la nation, les richesses sont créées par tous au profit de tous. L'État est cet instrument qui crée les richesses avec les moyens que lui a délégués la Nation, puis procède à leur répartition dans l'intérêt général. Ici le développement ne conduit pas à « l'éclosion de quelques anonymes prospères », son but n'est pas le profit individuel, mais

la satisfaction des besoins de toute la communauté nationale. Ainsi l'unicité de destin économique se trouve concrétisée dans toutes ses exigences. L'Afrique dans ces conditions et dans ces conditions seulement, se retrouve, vivant son fondamental sens de l'humain, insérant son héritage le plus précieux dans le courant de la vie moderne. Cependant la construction du socialisme n'a jamais été chose aisée. Elle est, il faut le souligner, particulièrement difficile dans l'Afrique d'aujourd'hui et cela pour des raisons extérieures et intérieures, que nous aurons l'occasion d'examiner plus loin.

On peut dire de prime abord que tant sur le plan politique qu'économique, la chance de l'Afrique réside dans une orientation socialiste. Cette voie nous est indispensable pour des nécessités de tous ordres.

Nécessité politique de la voie socialiste

La construction socialiste en Afrique Noire, particulièrement en Afrique Noire d'expression française, est le seul gage de la stabilité politique. Bien sûr les pays qui sont engagés dans une telle entreprise connaîtront eux aussi des difficultés intérieures ; mais cela proviendra surtout de certaines lacunes, des insuffisances que l'on pourrait peut-être éviter dans la mesure où l'on ne sacrifie cet impératif à aucune autre considération, dans la mesure où l'on est décidé à y mettre le prix. D'autre part, certaines difficultés sont inhérentes à la croissance. il faut savoir les accepter.

Les responsables africains qui engagent leurs pays dans le libéralisme peuvent, s'ils tiennent à demeurer en place, se préparer à affronter leurs peuples. Ils doivent avant tout penser à un appareil de répression adéquat toujours efficace et toujours prêt à rétablir l'ordre même s'il faut pour cela que toute la jeunesse intellectuelle soit en prison, que les vieux attendent dans la terreur... Le spectre qu'ils veulent éloigner se présentera un jour, peut-être sous l'uniforme de ce même appareil de répression, la petite histoire aimant beaucoup à se répéter. En effet, si l'on considère la situation qui fut créée au gouvernement de M. l'Abbé Fulbert Youlou par les syndicats, celle créée à M. Maga au Dahomey par les mêmes organismes, on a déjà des indications précieuses qui dessinent un avenir auquel échapperont difficilement ceux qui ont chez eux les mêmes programmes que ces deux présidents. Naturellement, compte tenu des spécificités locales, l'événement sera retardé momentanément, entravé par certains phénomènes, mais c'est presque une loi à laquelle les pays ne pourront se soustraire. Les raisons qui expliquent ici l'attitude des syndicats sont profondes, et il est fort stupide de la part de commentateurs européens de croire que le terme « démagogie syndicale » peut expliquer cette prise de position des dirigeants des travailleurs. Il faut comprendre que le syndicalisme en Afrique d'expression française a été fortement influencé

par la C.G.T. Or, la C.G.T. mène la lutte dans l'optique marxiste ; autrement dit il s'agit moins d'améliorer le sort des travailleurs par les miettes arrachées périodiquement au capitalisme à coup de grèves, que du renversement total du régime, car seul l'État prolétarien, État du travailleur, peut assurer à la classe ouvrière le bonheur que son labeur doit lui créer. L'État capitaliste, fondamentalement exploiteur de la classe ouvrière, ne peut en aucune façon servir ses intérêts. L'antagonisme classe ouvrière — État bourgeois est irréductible ; leurs intérêts sont diamétralement opposés. Les dirigeants syndicaux africains savent tout cela. Autant que nous pouvons l'imaginer, ils l'ont su bien avant l'indépendance ; ils l'ont souvent répandu autour d'eux.

Avant l'indépendance, syndicats et partis politiques ont fait front commun dans plusieurs territoires, bien plus. Les dirigeants étaient les mêmes. Les responsables syndicaux, s'ils n'étaient les premiers responsables des partis politiques, en étaient au moins membres des comités de direction. Les syndicats étaient alors directement affiliés à la C.G.T. et sur le plan parlementaire, la formation politique la plus importante, le Rassemblement Démocratique Africain, se trouvait en unité d'action avec le Parti Communiste Français. D'où déjà une certaine symétrie entre l'action politique et l'action syndicale. Arrive un temps où les parlementaires du Rassemblement Démocratique Africain, devant la violence de la répression déclenchée contre leurs militants par l'appareil colonial, leur stérilisation, semble-t-il, sur le plan parlementaire, par l'isolement du groupe communiste, prennent leur distance à l'égard du Parti Communiste. C'était en 1950. Premières difficultés avec certains syndicalistes qui crient à la trahison. Les choses évoluent. Petit à petit s'impose l'idée d'une Afrique, une Afrique ayant sa personnalité distincte de celle de la métropole. Ce qui s'est passé alors au niveau des formations politiques se dessine sur le plan syndical. Le mouvement des travailleurs africains s'affranchit à son tour de la C.G.T. C'est la naissance de la C.G.T.A., Confédération Générale des Travailleurs Africains. Enfin l'évolution arrive à son terme en 1957 : l'Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire voit le jour, U.G.T.A.N.

Evidemment, au cours de cette évolution mouvementée, certaines notions reçues ont été soumises à critique. Il s'est avéré, il a été admis que la société africaine ne pouvait en aucune façon être assimilée aux sociétés des pays

développés, que le problème des classes antagonistes n'est pas un problème de l'Afrique d'aujourd'hui, que la lutte des classes pour le moment n'est pas un phénomène africain, fait très important. Arrive l'indépendance : les choix se réalisent. La voie capitaliste voulue par le dirigeant soutenu par une infime poignée d'hommes inconditionnels qui vit autour de lui, remet très rapidement les syndicalistes dans l'ambiance coloniale. Ils ont été trahis, pensent-ils. Cet engagement capitaliste comporte tout de suite des conséquences pratiques qui contribuent à vicier l'atmosphère : le large éventail des salaires, les prébendes, la concussion, etc... L'irritation des jeunes syndicalistes est à son comble.

Un deuxième point important : les dirigeants des pays « libéraux », dans leur politique d'obédience au grand capital, axent toutes leurs relations internationales sur l'Occident et sur l'Occident seul, ignorant ainsi délibérément l'ensemble du camp socialiste, environ un milliard d'hommes. Cette exclusivité parachève le tableau de l'option ; déjà, si sur le plan intérieur les syndicalistes ne peuvent croiser les bras devant une politique qui conduira fatalement à la naissance d'une bourgeoisie nationale, la politique extérieure unilatérale qui engage le pays aux côtés de puissances identifiées au Diable tout le long de la « lutte nationale », apparaît comme une provocation. Le tableau est maintenant complet : plus de doute. Mais aussi plus d'unité nationale, plus de compromission avec les suppôts de l'impérialisme. Et nous allons voir qu'à ce moment les syndicats africains retrouvent la théorie de la lutte des classes.

Nous avons dit qu'il fut admis que les sociétés africaines dans leur grande majorité n'ont pas encore connu une différenciation poussée, allant jusqu'au stade franc d'antagonisme de classes ; du moins si cette différenciation a pu connaître le jour en certains endroits, elle n'a pas accédé, du fait peut-être de la colonisation, au niveau de l'émergence d'une bourgeoisie « économique ». Elle était réduite à l'éclosion de quelques bourgeois féodaux condamnés à la stagnation par le régime colonial dont ils ont été d'ailleurs les dociles serviteurs. Ici, sur le plan national les salariés constituent et de loin la couche la plus favorisée de la population.

A l'intérieur de l'Afrique pas de lutte de classes théoriquement justifiable ; cependant, dans le domaine international, avec la nouvelle

situation créée, les choses prennent un autre aspect ; on débouche, par les options capitalistes des dirigeants, sur une autre forme de lutte des classes. En effet, le monde est dominé par deux blocs antagonistes : le bloc impérialiste et le bloc socialiste. Le premier est dirigé par la bourgeoisie internationale, celle-là même qui à l'intérieur des frontières nationales exploite la classe ouvrière ; l'autre est celui du prolétariat international allié et appui de tous les travailleurs militants, qui luttent contre l'exploitation capitaliste. En somme, sur le plan international, l'opposition des blocs est le reflet de la lutte marxiste des classes ennemies : bourgeoisie et prolétariat. Or le régime colonial n'est que la mainmise de l'impérialisme sur les pays moins avancés techniquement. L'antagonisme bourgeoisie-prolétariat étant considéré comme irréductible, il en est de même de l'opposition impérialisme-pays colonisés, les intérêts étant aussi fondamentalement contraires. Il y a donc similitude de position, analogie de rôle, colonisés-prolétariat. Les dirigeants colonisés qui optent sur le plan international pour le camp occidental deviennent donc les alliés de la bourgeoisie internationale, du grand capital international et le rôle des syndicats doit alors nécessairement s'inscrire dans la logique marxiste de la lutte prolétarienne.

Du moment où les dirigeants politiques ont rejoint les bourgeois, les impérialistes, « l'unité nationale » est brisée, les travailleurs passent aussitôt dans le camp du prolétariat international.

Nécessité économique de la voie socialiste

Nous avons, nous autres Africains, souligné à maintes reprises la vocation socialiste de l'Afrique puisque les structures communautaires de base sont déjà en place. Cette idée est exacte. Nous avons déjà examiné ces structures préexistantes à la colonisation. Il est vrai que les Africains ont le sens du travail collectif, de l'intérêt commun. Mais leurs organisations communautaires représentent un stade inférieur dans l'évolution économique. Elles sont refermées sur elles-mêmes, centrées sur le souci de subsister, sans plus. Il n'y a pas encore, ou très peu, d'ouverture sur l'extérieur, de désir de développement. L'excédent de production étant nul ou faible, l'épargne est inexistante. L'orientation fondamentale est la continuation de ce qui s'est fait dans le passé. Or le développement demande un tout autre état d'esprit.

La colonisation avait commencé à faire éclater ces structures ou à les priver de toute substance. Le capitalisme continue cette œuvre. Seul le socialisme permet d'adapter ces structures archaïques aux nécessités du développement. Le sentiment de solidarité, de dépendance qui est à la base du système clanique et qui est indispensable pour fournir l'effort collectif intense nécessité par le développement est brisé par le capitalisme. Au contraire le socialisme s'appuie sur ces mêmes données sociologiques en leur proposant un nouvel objectif conforme aux exigences du monde moderne.

Ces sentiments se sont développés au cours de la lutte anticolonialiste qui a permis, dans certains États africains, une large prise de conscience des masses, même en milieu rural. Ces masses sont maintenant persuadées que la révolution politique n'est qu'un moyen, que la révolution économique doit suivre. Etant donné l'insuffisance des capitaux, elles sont disposées à fournir bénévolement du travail collectif sous forme « d'investissements humains ». Les observateurs étrangers libéraux qui ne comprennent ni les

réalités africaines, ni les nécessités du développement, se sont aussitôt écrié qu'il s'agissait d'un retour au travail forcé. C'était méconnaître totalement le sens même de cette forme de travail. Il est réalisé dans l'intérêt de toute la communauté, avec l'adhésion de tous les membres de cette communauté qui doivent en comprendre le sens. Dans un pays où les capitaux font aussi cruellement défaut, les travaux collectifs sont destinés à économiser les dépenses d'entretien des routes et ouvrages d'art, de construction et de réparation de certains bâtiments administratifs, etc... afin que le maximum de ressources monétaires soit utilisé à l'achat de biens d'équipement et à des travaux demandant un machinisme important. Dans un pays qui a choisi la voie capitaliste, imposer des investissements humains ramène presque toujours au travail forcé, car les exécutants n'ont pas le sentiment de travailler dans l'intérêt de tous et leur adhésion n'est pas volontaire.

La prééminence de l'intérêt général sur les intérêts particuliers est également indispensable pour permettre une planification économique. Presque tous les dirigeants africains ont fait élaborer des plans de développement, mais quels intérêts servent-ils ? La production peut s'accroître, la richesse augmenter à un pôle, mais qui en profitera ? En régime capitaliste, un plan est un vœu pieux, un ensemble de recommandations qui n'engagent pas les chefs d'entreprises, mais dont on se sert pour limiter les revendications des masses salariées et rurales. Il n'est jamais question que l'organisme de planification se substitue au chef d'entreprise pour imposer une décision allant dans le sens du Plan. L'intérêt privé reste le moteur de l'économie. Ce n'est qu'en régime socialiste que la planification peut être établie en fonction d'objectifs conformes à l'intérêt général. Elle y prend un caractère d'obligation. Quels peuvent être les stimulants des travailleurs dans un système économique où ils voient que leur travail profite à quelques-uns et que leurs besoins ne sont pas mieux satisfaits ? Un vocabulaire socialiste plaqué sur une réalité libérale ne peut les tromper longtemps.

Les pays industrialisés recommandent aux pays sous-développés de se consacrer aux activités primaires, alors qu'eux-mêmes savent bien que le développement est fonction de l'industrialisation. C'est un lieu commun de dire que la richesse d'un pays se mesure par sa production d'acier par tête

d'habitant. Or si l'Afrique Noire suit la voie capitaliste dans combien de siècles sera-t-elle industrialisée ? Seule une construction socialiste permet d'espérer atteindre, dans un délai relativement court, un développement industriel comparable à celui des pays développés. Il est évident que cette industrialisation pose de nombreux et graves problèmes que nous examinerons par ailleurs.

Un autre problème important est celui du cadre économique. Un large espace économique commun rendrait plus aisé l'installation et le développement de l'industrie lourde des complexes industriels qui constituent le facteur déterminant de la libération économique. L'Unité Africaine n'est pas seulement une mystique « sentimentale »... Sous quelle forme se présentera cette interdépendance entre États Africains ? Là aussi deux possibilités sont à envisager, à l'exemple de ce qui se passe dans les pays développés. Les intégrations, regroupements, marchés communs, sont très à l'honneur dans les pays capitalistes. Les marchés nationaux étant devenus trop étroits du fait de la production de masse, de l'automatisation qui bouleversent les techniques de production, il faut ouvrir les frontières et « concerter » les économies nationales. Il s'agit également, du moins telle étaient les déclarations d'intention des fondateurs, de promouvoir l'économie des régions défavorisées et de diminuer le fossé entre économie agricole et économie industrielle. Ces objectifs ont-ils été atteints ? Une harmonie a-t-elle été trouvée entre les différentes économies nationales ? Il suffit de lire les journaux économiques ou même la rubrique des faits divers pour se rendre compte du contraire. Les usines les plus intégrées se sont encore agrandies, la spéculation boursière a augmenté, les régions déshéritées sont restées à l'écart du développement économique et le malaise agricole s'est accru.

Que retireraient de tels groupements sur une base capitaliste les économies africaines ? Un enrichissement notable des régions déjà riches ; un afflux des paysans chassés par la misère et le sous-emploi des régions déshéritées vers les villes, créant ainsi une masse de manœuvre idéale pour la bourgeoisie naissante. En somme, un déséquilibre accru, les régions côtières exigeant, pour des motifs de rentabilité (c'est-à-dire de profit privé) l'installation d'usines, et un arrière-pays inexploité.

Aucun dirigeant africain conscient ne peut accepter un tel processus. L'interdépendance doit être basée sur d'autres principes, l'objectif final

étant le développement conjoint de toutes les régions, l'atténuation du décalage entre ville et campagne. Pour ce faire, il peut arriver qu'au départ les impératifs de stricte rentabilité au point de vue des prix sur le marché mondial ne soient pas respectés. C'est le cas, par exemple, d'une fabrication qui permet de réduire les importations donc d'économiser des devises, ou de réduire le chômage. Aucun chef d'entreprise privée ne peut accepter d'investir des millions dans une usine dont il sait que pendant des années il ne retirera aucun bénéfice. Le développement économique interafricain demande donc une stricte égalité entre États quels que soient actuellement leurs poids économiques respectifs, et un souci de l'intérêt commun qui ne peuvent être trouvés qu'en régime socialiste.

Un autre impératif reconnu par presque tous les dirigeants africains est la nécessité de reconvertir les cultures industrielles imposées par la colonisation au détriment des cultures vivrières et de stabiliser les prix des produits agricoles. Cette reconversion des cultures ne doit pas être anarchique puisque pour le moment la vente de leurs produits est la principale source de devises des pays africains. La rationalisation de la production agricole aboutit, dans un grand nombre d'États, à la création de plantations immenses où le travail est assuré par des ouvriers agricoles. Pour l'ensemble de la population, est-ce là un progrès ? Nous pensons que la solution du problème paysan réside dans l'extension de la coopération avec comme corrolaire la création d'exploitations communes permettant aux paysans, bien qu'adonnés aux cultures industrielles, de ne pas dépendre d'une source extérieure pour leur approvisionnement. Ainsi le paysan sera totalement libéré puisqu'il sera maître de sa terre et de sa production, conciliant l'intérêt général avec son intérêt particulier.

En ce qui concerne l'instabilité des prix des matières premières et produits agricoles, il s'agit d'un problème plus complexe et plus difficile puisque les données dépendent largement des pays acheteurs, étrangers à l'Afrique, qui, souvent, s'ils voient les effets de ce phénomène, ne veulent pas en connaître la cause. Une approche de la solution de ce problème peut être trouvée dans un commerce extérieur planifié, dans des contrats de vente signés pour plusieurs années d'après des prix constants. Certains États se sont orientés également vers la création de Fonds de stabilisation dont

l'efficacité a été certaine sur une courte période mais qui ne s'attaquent pas à la racine du mal et qui ont surtout servi à préserver les bénéfices des intermédiaires.

Difficultés de la construction socialiste en Afrique Noire

Les économistes bourgeois ont de tout temps soutenu que le socialisme était une utopie : pour eux, l'intérêt individuel, base de l'essor capitaliste, est le seul moteur réel de la croissance économique. L'individu crée pour lui-même, gère mieux ce qui lui appartient ; l'intérêt individuel serait le facteur déterminant de la réussite de la construction économique. La construction socialiste exige que l'intérêt collectif passe avant l'intérêt individuel. En outre, ses avantages matériels et moraux ne sont pas immédiatement sensibles. Il faut donc des cadres trempés dans « cette idéologie du collectif » et tournés vers l'avenir même éloigné, pour pouvoir faire du socialisme une réalité... Quand nous regardons le cadre africain formé par le régime colonial, ses tendances, ses goûts, ses idées, tout semble a priori s'opposer aux impératifs de l'entreprise socialiste.

L'Afrique Noire sort ou est en voie de sortir de la domination des régimes capitalistes. Pendant des décades, peut-être des siècles pour certaines zones, le capitalisme s'est plaqué sur les vieilles structures, il a agi sur les esprits, il est parvenu à créer un type d'homme nouveau. Ce type d'homme, comme nous l'avons signalé, est certainement la création la plus considérable du régime colonial. Il s'agit du colonisé auxiliaire du régime, exploité, certes, mais aussi instrument de l'exploitation de ses propres frères. Or c'est justement cet homme qui, par les ouvertures qu'il avait vers l'extérieur, par sa familiarisation avec les techniques de l'Occident, par sa pénétration dans l'Occident, a été le guide dans la lutte, là où lutte il y a eu, de libération nationale, et c'est à lui aussi qu'incombe la construction de l'univers nouveau !

Qui est-il, cet homme ? Il est le produit d'un conflit, conflit de cultures, de structures, né de l'affrontement de l'Europe individualiste,

presqu'égocentriste et de l'Afrique communautaire. Chez ses pères, avant de faire ses premiers pas à l'école occidentale, il a été instruit du sens des choses. Pour l'Africain, le monde est une communauté aux limites diverses. Ce peut être la grande famille, le clan, la tribu. Ainsi, dans cette communauté l'individu n'est qu'un rouage. Son bonheur n'existe pas en dehors de celui des autres ; ses soucis n'existent pas en dehors des soucis des autres. Il est fondu dans une masse donnée, confondu avec son monde. Sur le plan politique, il n'a pas une voix, une opinion, il y a la voix et l'opinion du groupe. Sur le plan économique, il n'a pas un bien-être, il y a ou le bien-être du groupe ou la ; misère du groupe. Tout est commun. Même le salut, là où se sont installées les religions monothéistes. Quelle que soit son attitude personnelle à l'égard de Dieu, elle sera sans effet si, à l'égard du groupe, il n'a pas, cet homme, le souci du destin des autres, destin en dehors duquel le sien propre n'a pas de réalité. Le groupe lui a présenté une table des valeurs déterminée en fonction des impératifs de sa propre survie ; l'altruisme, le courage au service des autres, le dévouement à la cause commune, le respect, l'obéissance due à ceux qui ont existé avant... L'Ancien, pour lui, c'était Dieu. Il n'y avait à cela aucune échappatoire. Né après, jusqu'à la fin de sa vie on était sous l'obéissance de ceux qui vous ont précédé.

Le passé lui avait été enseigné par l'ancêtre. L'Histoire pour lui s'insérait dans le présent, car chaque geste quotidien était apprécié en fonction de la tradition par ceux qui avaient vécu. Les héros étaient chantés par les anciens, les femmes surtout, et le tout jeune homme avait déjà un respect religieux pour tout ce patrimoine auquel il était tenu d'adhérer, auquel il avait du reste adhéré sans aucune réserve.

A l'école européenne, les choses ont changé. L'Occident était là, l'Occident est fort, l'Occident est seul fort, l'Occident est puissant, il est la vérité, la force, la seule vérité. L'Afrique : un monde de sauvages, de primitifs. Et l'on parle de barbarie, et l'on parle du sauvage. La civilisation, c'est la mécanique, c'est la machine à vapeur, c'est l'électricité. L'homme civilisé, c'est celui qui a inventé quelque chose ; celui qui n'a rien inventé, qui doit tout aux autres, n'a pas connu la civilisation, n'est pas un homme comme les autres, n'est pas un homme complet. C'est un sous-homme. Il lui manque quelque chose. Les buildings, c'est cela la civilisation... C'est alors l'effondrement de tout un monde. Et l'Occident sachant bien, comme

disait Jean-Jacques Rousseau, que « le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître s'il ne transforme sa force en droit et l'obéissance en devoir », travaille avec acharnement les esprits de manière à donner ainsi un sens quasi-divin à sa présence. Son action devient une nécessité métaphysique ou religieuse. La colonisation, c'est la Providence, c'est le salut du Nègre. Aussitôt se déclenche un déséquilibre psychologique. Les Dieux des pères sont de faux dieux, de fausses idoles. Les seuls dieux valables sont les dieux de la puissance, ceux de la technique, ceux de la machine à vapeur ; ainsi, le jeune homme, à corps perdu, s'élançait vers l'Occident en piétinant tant qu'il peut ses dieux, en brûlant tout ce que ses pères ont adoré, et en brûlant ses pères avec leurs idoles. Les valeurs morales, le sens du prochain, la primauté du groupe, etc... tout cela va s'effondrer avec les cases en banco et les bois sacrés. Plus rien ne compte, l'Europe, l'Europe !...

Et alors, le désordre s'humanise, un type d'homme naît qui, une fois admis dans le cercle des élus doit se retourner avec rage contre ses frères, comme s'il semblait leur reprocher sa propre couleur, l'injure qu'il porte et dont il ne pourra se défaire ; il est incité à les écraser, pour leur montrer qu'il n'est plus de ce monde arriéré, car il doit avoir honte d'être des leurs. Il est devenu l'auxiliaire essentiel de la colonisation, dressé contre son monde et tout ce qu'il comporte.

Quelle qu'ait été la fonction qu'il assurait alors, il devait rompre toute solidarité avec ses frères. Ses charges familiales ridiculisées par ses maîtres ont commencé par lui peser. Ses multiples parents étaient agaçants ; il fallait même les renier. En lui inoculant le complexe d'infériorité, on a voulu qu'il soit cet être déséquilibré qui cherche par la parole, par le bluff, à se donner une taille morale, intellectuelle qu'il n'a pas.

Comme cela arrive chez des êtres « diminués », certains parmi les plus atteints ont cherché des éléments de compensation et souvent jusque dans le tréfonds de l'Afrique. Les ressortissants de tel territoire plus ancien dans la sphère coloniale considéraient les autres avec un certain dédain. A l'intérieur du même territoire le natif de la cité écrasait volontiers les autres ; attisées par le colonisateur, les contradictions entre ethnies ont pris place au niveau de chaque conscience. La vieille Afrique déformée a été appelée à la rescousse. On était heureux de se dire supérieur au voisin

descendant d'esclave, de cordonnier, de forgeron ou de troubadour. Ce réflexe de hiérarchisation secondaire est classique chez les peuples dominés ; c'est le cas aux Antilles par exemple où le degré de pigmentation détermine le rang social.

Une des conséquences de l'opération se retourna contre le colonisateur ; ce fut l'attitude de l'agent à l'égard de la chose publique, des caisses de l'Etat. Malgré toute l'intoxication, on sentait l'injustice peut-être confusément, mais déjà elle était perçue. L'État était alors l'Occident qui possédait tout mais donnait très peu, tout en essayant de faire travailler au maximum. Une forme de réparation de l'injustice fut alors trouvée dans le comportement à l'égard des biens publics. Tout d'abord le travail auquel il était contraint par les nécessités de l'existence, l'agent colonial en général l'accomplissait de mauvaise grâce sans la moindre bonne volonté, à fortiori un enthousiasme quelconque. Son labeur était un apport à celui qui déjà était repu. Les caisses publiques, propriété d'un maître si puissant et qui payait si peu, devaient servir à rétablir la situation... Chaque fois qu'on en avait donc l'occasion, on n'hésitait pas à s'en servir.

Il faut ajouter à cela que le complexe d'infériorité à l'égard du Blanc conduisait beaucoup d'auxiliaires à une course folle vers tout ce qui pouvait créer la puissance ou même en donner l'illusion. L'argent fut alors considéré comme une magie. Sa possession constituait ce piédestal du haut duquel on pouvait narguer les autres. Face à ces deux considérations, la morale subit une reconversion, d'autres valeurs prirent la place des normes habituelles. La morale « colonisée » prit la place de la morale tout court. Les caisses de l'État, à chaque occasion, servaient à donner vie à des projets particuliers (grands mariages, construction d'habitations à l'image de celles des maîtres, constitution d'un capital pour le petit cousin commerçant, etc...).

Mais alors, aux frontispices des bâtiments, tout au moins dans l'Afrique d'expression française, il lisait : Liberté, Egalité, Fraternité. Pour lui cela se situait entre le Blanc et lui-même. Le paysan resté sauvage, primitif, n'était nullement concerné. Dans son esprit, plus il épousait la cause coloniale et les apparences du colonisateur, plus il s'élevait jusqu'à lui. C'est-à-dire plus son ascension vers la dignité humaine s'accomplissait. Et puis maintenant qu'il avait fait ses preuves dans le monde nouveau, il était juste qu'il en ait les avantages ; c'était cela le sens de la justice qu'il réclamait. De même

plus il s'intégrait juridiquement dans le cercle du colonisateur, plus ce dernier serait enclin à oublier son état de Noir colonisé, et plus il s'éloignait du monde de ses pères qui l'avait cruellement marqué de l'anathème de sa peau.

La deuxième guerre mondiale éclate, aboutissement des contradictions européennes. Les auxiliaires coloniaux sont entraînés dans la tempête jusqu'au cœur de l'Europe. Là, face à toutes les réalités de ce continent — ses grandeurs, ses faiblesses, ses insuffisances, ses propres misères, les consciences obstruées par le bouchon du dressage colonial se libèrent et s'ouvrent aux problèmes du monde. Les civilisés se battent, se haïssent, s'entredéchirent. Les villages et les villes sont en feu et ces gigantesques flammes éclairent les esprits. L'homme européen civilisé et dispensateur de civilisation se livre à des jeux dont il a prétendu nous avoir débarrassés. Il n'est pas du tout celui qu'il a voulu être à nos yeux. Les tâches subalternes auxquelles il nous confine et qu'il disait être liées à notre race, le voilà qui les accomplit chez lui. Et voilà aussi qu'ici son frère nous considère malgré notre peau comme son égal. C'est l'apparition soudaine et brutale d'une autre vision du monde. Et aussitôt l'injustice de la situation coloniale pique la peau et même la chair. C'est la colère du mari trompé.

Mais au retour, le colonisé retrouva les cases en banco, les paysans « fermés » au progrès, les badauds qui ne comprennent rien, la puissance du colonisateur, le défaut de machines, de savants. « Il faut être réaliste, revendiquons donc les mêmes droits que le colonisateur dont nous sommes les égaux, ayant par ailleurs à faire face à tous les devoirs qui sont siens. Les inégalités du système colonial doivent disparaître. Moi qui travaille tant et si bien, il n'y a aucune raison pour que je sois moins bien rémunéré que le Blanc qui en sait souvent bien moins que moi. J'ai compris. A travail égal, salaire égal ». Ce cri était un cri d'assimilation, un cri d'intégration. Le colonisé voulait être citoyen. L'accession à ce grade consacrait juridiquement sa rupture avec son ancien monde. Satisfaction lui fut donnée, tout au moins théoriquement. Alors il imita la petite vie tranquille à l'image de celle de son patron, la vie à l'europpéenne : l'alcool, les jeux de cartes, voire les stupéfiants, une certaine recherche du luxe. Tout ce qui, dans son esprit, pouvait lui donner l'apparence. toute l'apparence de ses maîtres, était sacré à ses yeux. Il changea sa nourriture, parfois stupidement

il changea de goûts, et ses goûts devinrent ceux du petit bourgeois occidental, tous ses goûts matériels et moraux.

Déjà à ce stade, il en était arrivé en ce qui concerne l'Afrique à une déculturation quasi-totale, L'Afrique était pratiquement morte. La culture africaine maudite. Elle était ce qui le liait encore à ce monde qu'il détestait et qu'il s'efforçait par tous ses gestes d'ignorer ou d'anéantir. Lui ne songeait nullement à une souveraineté africaine ; comme le lui chantait à longueur de journée le colonisateur, il ne savait fabriquer ni allumettes, ni aiguilles. Il ne l'avait jamais su. Comment alors oser vouloir se gouverner soi-même ? La division métaphysique du monde, de l'humanité, soigneusement enseignée par les maîtres, était la base de son idéologie. Les peuples civilisés comme le lui répétaient quotidiennement ses maîtres avaient mission de gouverner les peuples primitifs incapables de la moindre organisation, congénitalement inaptes à rester seuls. Lui n'a pas imaginé l'Indépendance de l'Afrique. L'éventualité, puis la nécessité de l'indépendance ont été perçues par des hommes qui s'étaient libérés du lacs corrosif du monde colonial par une rencontre avec une idéologie autre, née de l'Universalité de l'homme et débouchant sur elle. Ce fut le cas des premiers panafricanistes, de Jomo Kenyatta qui, après une totale et cruelle expérience de l'Europe, a mis le doigt sur la supercherie de la culture coloniale, pris aussi conscience du crime de la colonisation intellectuelle, et érigé la Culture négro-africaine en un dogme. Ce fut le cas d'autres dirigeants après une rencontre soit avec l'idéologie marxiste, soit avec l'Afrique réelle à la suite d'efforts personnels de recherche politique (Kwamé N'Krumah, Sékou Touré, Modibo Keita). Ces hommes avaient compris une nouvelle vérité, celle de l'universalité de l'homme, à travers le temps, l'espace et les cultures, de ses droits inaliénables, et aussitôt l'Afrique est née dans leur conscience. Mais ceux de ces hommes qui à l'indépendance ont voulu édifier leurs pays selon les aspirations profondes de justice, de bonheur et de liberté des masses se trouvent affreusement seuls.

Déjà avant l'Indépendance du Ghana, après un voyage dans ce pays sous le régime de l'autonomie, l'écrivain noir Américain R. Wright écrivait à Kwamé N'Krumah : « L'élite intellectuelle, l'élite africaine ayant reçu une formation intellectuelle occidentale est contre vous ».

Tout d'abord cette opposition est lâche, elle se manifeste par un sabotage sournois des institutions que l'on approuve bruyamment en présence du leader. On est toujours d'accord face au leader parce que l'on tient au poste que l'on occupe, mais par tous les moyens on cherche à bloquer le mécanisme de socialisation, en hypertrophiant les erreurs, en semant la panique ou en tournant en dérision les succès remportés par le peuple. Souvent on s'attaque à des responsables engagés loyalement aux côtés du dirigeant et dont l'action peut conduire à quelques succès. « Ils applaudissent à tous les discours, font du zèle et de la surenchère mais uniquement pour s'incruster davantage dans la confiance de celui à qui ils doivent tout. » Chacun de leurs gestes, leur comportement social dénotent un esprit d'accaparement, de combine, une politique de petits copains qui frisent tout simplement le scandale. Ils opposent une force d'inertie concertée à toute mesure d'assainissement, à toute réforme allant dans le sens de l'intérêt des masses déshéritées.

Démasqués et rejetés par le leader comme ce fut le cas au Ghana, ils montrent alors leur vrai visage de valets de l'impérialisme et cherchent à attenter à sa vie ; ce sont les bombes qui éclatent à chaque manifestation où le docteur N'Krumah fait son apparition.

La vie politique de Patrice Lumumba est une illustration tragique de ce destin poussé jusqu'à ses conclusions extrêmes. Leader populaire, en communion avec son peuple, il s'est trouvé tout seul au milieu de petits fonctionnaires dépersonnalisés et corrompus qui l'applaudissaient pour quelques miettes à recueillir et s'empressaient ensuite d'oublier la patrie dans les effluves des boîtes de nuit. La virtuosité avec laquelle la plupart ont rejoint les rangs des partis adverses édifie sur leurs convictions ou tout simplement sur leur moralité. Lumumba est resté prisonnier de l'impérialisme, devant un immense vide que n'a pu occuper un peuple qui réalisait à peine le sens du jeu et qui, inhibé par la brutalité avec laquelle son destin se déroulait, a oublié qu'il s'agissait de lui.

Rassurons-nous. Dans les pays « libéraux » 100 % des cadres sont contre le leader, parce que tout simplement 90 %, rongés par le feu de l'accaparement, de la jouissance, convoitent le haut poste ; 10 % syndicalistes et jeunes intellectuels s'estiment trahis et cherchent par tous les moyens à rétablir les choses en soumettant le régime à la volonté des

masses. Le petit coup d'État apparaît comme l'entreprise la plus rentable pour les premiers, tandis que la révolution devient sacrée pour les seconds.

Lorsque quelques Africains conscients ont commencé à ressentir la nécessité de l'Indépendance, la majorité des grands commis auxiliaires de la colonisation n'avaient nullement envie de laisser troubler leur tranquillité. Pourquoi auraient-ils été mécontents de leur sort ? Leur désir profond était de pouvoir continuer à grignoter l'inégalité entre eux et leurs homologues blancs. Mais l'histoire imposait d'autres servitudes, le continent s'est ouvert par des voies multiples au monde extérieur, a accédé à la culture universelle. De jeunes Africains ont commencé à être turbulents parce qu'eux, moins atteints, ont suivi le processus de certains grands aînés. Ils ont ainsi trouvé l'Afrique en eux-mêmes, et ont voulu l'imposer à l'Occident. Voilà que le colonisé, l'auxiliaire de domination, parti pour être Européen noir, se découvre tout bonnement Nègre africain. Avec l'Indépendance il est devenu le cadre maître de la construction de l'Afrique nouvelle. Beaucoup de ces éléments manifestent encore de nos jours les tares du dominé : manque de foi en lui-même, complexe de la dépendance, absence de tout esprit d'initiative, inexistence du sens de ses possibilités, etc... tendance à se compléter par la parole, à se rehausser par la parole, autant de stigmates qui ne sont guère propices à l'édification socialiste.

Il est heureux, sur le plan humain, que l'Afrique Noire ait accédé à l'indépendance sans lutte armée ; c'est un fait qui s'inscrit à l'actif de notre siècle et des hommes qui ont été à la base du processus de cette éclosion pacifique. Mais d'une vie facile à l'indépendance, de l'indépendance à la construction socialiste, il manque le stage de l'épreuve. L'épreuve collective qui lie les hommes dans une solidarité de vie ou de mort, là où l'on sent que la faute du copain peut perdre tout le groupe, et là où chacun en accomplissant sa tâche sent qu'il porte en lui la vie des autres. Dans ces circonstances les préjugés de toute sorte s'effritent ou se liquéfient car chacun apprécie jusque dans sa chair la valeur des camarades. La vie facile ici est mortelle et l'on apprend à s'organiser, à survivre selon les moyens du moment. Les caractères se trempent à l'image des exigences de la marche en avant. Ainsi le ridicule de la vie factice créée par le colonisateur pour mieux domestiquer et emprisonner le peuple éclate au contact des

difficultés face auxquelles on se trouve placé à chaque minute de l'existence.

Le plus grand mal fait à l'Afrique par la colonisation est cette profonde mutilation de l'humain qu'a été l'éducation, et plus précisément le dressage colonial. Les effets de cette destruction demeurent encore à des degrés divers la grande faille que présente chacun de nos pays, quels que soient les systèmes choisis.

Car l'Indépendance n'a rien résolu pour la majorité des cadres marqués. L'unanimité est toujours réalisée dans l'euphorie autour des mots d'ordre les plus révolutionnaires. Car ce ne sont que des mots et l'on espère qu'il en sera toujours ainsi. « L'austérité ? Naturellement pour la Patrie, le Socialisme, la Dignité, etc... Mais porter la main sur un des privilèges monstrueux du monde colonial, c'est un scandale ! Vouloir nous frustrer des avantages que même le régime colonial nous a laissés ! » Au fond, l'Unité Nationale, la solidarité nationale, tout cela ne rime à rien. Le paysan restera tel, c'est cela son destin. L'indépendance c'est une simple mutation d'équipe. Les Noirs à certains postes remplacent les Blancs, mais tout le reste demeure sans changement. La politique économique surtout ! Le complexe de dépendance ordonne tout, au mieux que l'ancien colonisateur soit remplacé par de nouveaux amis, à condition que ceux-ci ne perturbent pas trop l'ordre des choses. Les responsables gouvernementaux africains affublés d'une pléthore de conseillers techniques sont des machines à signatures. Le pays continue sa marche dans les structures coloniales.

On est d'accord pour le socialisme, mais un redressement du plan d'importation, pour supprimer certains biens de consommation superflus, provoque des cris et des grincements de dents. Le fromage, le beurre manquent sur les marchés pendant deux jours, fromage et beurre importés à grands frais d'Europe. Le monsieur qui, il y a quelques années, déjeunait au riz ou au mil et s'en trouvait très bien. ce militant révolutionnaire « d'aujourd'hui » crie aussitôt famine. Le bon responsable gouvernemental est celui qui reste passif dans son fauteuil à la disposition des papiers à signer. Car ces cadres coloniaux « qui ont fait partir » le colonisateur sont incapables d'imaginer pour leur pays d'autres voies et moyens de construction que ceux que la métropole avait pensés. Tout renouveau, toute

initiative est aventure ; pour créer, il faut prendre des risques, or cette catégorie essentiellement arriviste ne peut souffrir de commettre la moindre faute, de subir le moindre échec, car, pense-t-elle, le moindre échec compromettra sa carrière politique. Au fond les colonisateurs sont encore et plus que jamais tout puissants dans l'esprit de l'écrasante majorité des hommes qu'ils ont créés. Les discours éloquentement anticolonialistes à bon marché en sont la preuve !

Le problème des cadres dans un régime révolutionnaire est capital. C'est pour cela qu'en évoquant le premier obstacle à l'édification du socialisme en Afrique nous nous sommes appesantis sur ce sujet. Du côté des masses, il est aussi des faiblesses, des insuffisances qui constituent d'autres handicaps. Nous avons parlé des préjugés, des interdits irrationnels qu'il faut nécessairement éliminer pour pouvoir créer en l'homme la conscience du monde nouveau. Les masses rurales sont restées sur une position de repli à l'égard du régime colonial. Elles n'ont pour ainsi dire pas subi cette altération psychologique dont furent victimes les « évolués » coloniaux. Pour elles le régime colonial était un régime absolutiste qui succédait aux régimes pseudo-féodaux sous lesquels elles avaient vécu. Le problème ici n'était pas du tout vu sous l'angle d'une mission civilisatrice, d'une pacification, d'une entreprise humanitaire quelconque. Il s'agissait purement et simplement d'une conquête, du résultat d'un rapport de force. C'est certainement la raison pour laquelle, chaque fois que dans certaines régions on a pensé le colonisateur affaibli, des jacqueries ont aussitôt éclaté, même là où l'exploitation n'avait pas ce caractère de strangulation économique. On acceptait ce régime parce qu'il était fort. Et en cela du reste les masses rencontraient les grands philosophes de la colonisation : « la force, la montrer pour ne pas avoir à s'en servir ». Il s'agissait donc d'une soumission à la force avec certainement le secret espoir de renverser un jour les rapports en sa faveur.

On pourrait dire aussi qu'au niveau des masses il y a eu une attitude manichéiste, réplique au manichéisme du colonisateur. Ici tout ce qui n'était pas strictement africain du point de vue moral était condamné et les citoyens dépersonnalisés étaient vus comme des sacrilèges. Une des conséquences

apparaît très rapidement : c'est que le monde global africain, avec ses faiblesses, ses tares, est aussitôt considéré comme sacré. Toute évolution, tout changement deviennent interdits.

Sur le plan économique, est-il besoin de le signaler, les structures dans lesquelles vivent les masses sont précapitalistes et obéissent très peu au besoin urgent d'augmentation d'une production en vue d'un échange pour une vie meilleure. Ici on produit pour consommer, un point c'est tout. Entre l'homme et la nature s'est établi une sorte d'équilibre, mais un équilibre dans la misère. L'individu aussi bien que la collectivité sont dépourvus de toute ambition ; le bien-être est inconnu ; il s'agit simplement d'être. Mais quelles que soient les difficultés qu'on peut rencontrer au niveau des masses, avec la confiance qu'elles portent aux nouveaux cadres, elles suivront malgré l'inertie de la routine les mots d'ordre, les directives, dans la mesure où ceux qui les émettent sauront rester des hommes de masse, profondément imprégnés de cette idéologie de vie commune, de bonheur commun.

Les problèmes des masses donc, en dernier ressort, trouvent leur solution dans celle des cadres. Bien sûr cela ne viendra pas sous l'effet d'une baguette magique ou de discours sporadiques, mais plutôt d'une éducation conséquente, patiente, menée avec conviction et en profondeur. Le dirigeant pour qui les masses ne constituent que le grand appareil à applaudissements ou à clameurs ne peut réaliser un tel programme, ni celui qui, par peur d'une chute qui l'obsède, n'ose entrer dans le fond des débats avec les masses, combattre certaines de leurs habitudes au besoin en expliquant pourquoi.

Donc deux attitudes des dirigeants sont absolument inefficaces dans cette entreprise qui doit être menée en direction des populations : le grand mépris, l'homme pour qui l'arrière-pays n'existe qu'à l'occasion des fêtes nationales ou des visites étrangères ; deuxièmement, la sensiblerie, une sorte de populisme dégénéré, ou la peur conduisant l'homme à agir comme si les masses avaient toutes les qualités du monde, ou pour qui il suffit de parler pour qu'elles acceptent. Elles ont besoin d'être convaincues, elles ont besoin de comprendre, elles doivent comprendre ; il est indispensable aussi de les écouter pour mieux les comprendre. Dans ce dialogue, continu,

permanent, les dirigeants aussi bien que les masses apprennent les uns auprès des autres, et l'ensemble constitue une force unique tendue vers le nouveau destin. En un mot la construction du socialisme en Afrique Noire a beaucoup moins besoin aujourd'hui de dirigeants que de militants tout simplement.

Construire le socialisme en Afrique, faire l'Afrique d'aujourd'hui, ne dépend plus uniquement des Africains. Le niveau économique du continent, l'état de sous-développement dans lequel il se débat, l'absence d'épargne nationale, l'étendue des besoins, tout cela fait que l'Afrique, qu'elle veuille se faire capitaliste ou socialiste a besoin de concours étrangers. La situation internationale de nos jours, à l'analyse, semble accorder plus de chance aux pays engagés dans le libéralisme qu'à ceux qui s'orientent plutôt vers cette forme communautaire qui, à long terme, est la seule qui nous permette, à nous autres Africains, de construire un pays stable, un pays de paix sociale et de fraternité humaine. En effet, l'Occident a encore à l'égard de l'Afrique, particulièrement dans le domaine économique et politique, une attitude d'uniformisation. De deux choses l'une : l'homme est l'homme d'Occident et on essaye d'être comme lui, auquel cas on peut bénéficier des droits humains ; ou alors on est décrété incapable d'être occidental, auquel cas on est éternellement un sous-homme. Telle a été la philosophie des différentes métropoles à notre égard. Aujourd'hui, avec la souveraineté de nos États, le problème est porté à une dimension supérieure. Ou nos régimes sont en tous points identiques aux régimes européens, et alors nous devons être aidés puisque là nous sommes encore dans cette voie des apprentis de l'Occident, tenus de suivre l'Occident et de lui obéir ; ou alors nous édifions des régimes autres, c'est l'aventure dans le meilleur des cas ou tout simplement le crime quand on vous prend au sérieux. En tenant compte de la division du monde en deux blocs, une note particulière s'y ajoute. Les régimes « non libéraux » sont des régimes procommunistes, les autres sont pro-occidentaux. Tous ceux qui ne suivent pas le monde capitaliste dans ses injonctions, qui ne se contentent pas de faire leur destin dans son sillage sont un peu classés avec les adversaires, pour ne pas dire les ennemis : l'aide est réglée en conséquence.

Or le camp socialiste, particulièrement les pays socialistes d'Europe, n'a pas encore trouvé la formule de coopération économique et technique fructueuse avec les États Africains. Il semble que beaucoup de choses nous

séparent encore, ce qui explique toutes les erreurs commises, les insuffisances, les carences qui en fin de compte portent largement préjudice à cette coopération elle-même. La forme d'aide qui est celle des pays socialistes exige un niveau économique et technique assez élevé, en somme un seuil en deçà duquel se trouvent malheureusement les États africains. Le joint n'est pas encore trouvé. « L'aide en machines » ne suffit pas à l'Afrique, une Afrique sans techniciens et sans moyens financiers. Les pays socialistes savent peut-être que les budgets africains vers la fin du régime colonial étaient pour la plupart, surtout en Afrique d'expression française, entièrement absorbés par le fonctionnement des services administratifs. L'équipement, là où équipement il y a eu, est venu de l'État métropolitain, dans le cadre de ses propres perspectives, ou alors du secteur privé pour ses seuls intérêts. Certes on voit tout de suite la réponse : il faut faire les sacrifices nécessaires, procéder aux reconversions indispensables pour pouvoir dégager les possibilités financières d'un équipement. Mais c'est mal connaître nos pays et tous les problèmes qui s'y posent. Nos cadres sont plus intégrés dans l'économie des anciennes métropoles que dans celle de leur propre pays. Leurs besoins, les habitudes qu'ils ont acquises, leurs goûts, tout cela constitue des fardeaux qui écrasent nos États. Ramener tout à un certain niveau, c'est théoriquement facile, mais cela ne se fait pas par un coup de baguette magique et l'impérialisme est là. De l'autre côté, qui donne sans demander ces sacrifices, et encourage d'ailleurs chez les cadres >ces habitudes étrangères, gage d'une fidélité continue. On peut parler de conscience nationale, de patrie, de dévouement, d'esprit de sacrifice, malheureusement nous n'en sommes pas encore là et nos régimes, quelle que soit leur solidité interne, ont à tenir compte de l'environnement, environnement dont l'Union Soviétique elle-même a fait la plus sanglante expérience.

II

On ne peut bâtir le communisme qu'avec le matériel humain créé par le capitalisme. Il n'en existe pas d'autre. On ne peut ni bannir, ni détruire les intellectuels bourgeois ; il faut les vaincre, les transformer, les refondre, les rééduquer, comme du reste il faut rééduquer au prix d'une lutte de longue haleine sur la base de la dictature du prolétariat les prolétaires eux-mêmes qui, eux non plus, ne se débarrassent pas de leurs préjugés petits-bourgeois subitement, par miracle, sur l'injonction d'un mot d'ordre, d'une résolution, d'un décret, mais seulement au prix d'une lutte de masse longue et difficile.

LÉNINE.

(La maladie infantile du communisme : le gauchisme).

Les difficultés que l'Afrique connaît sur le plan humain ne sont pas nouvelles. Les mouvements essentiellement révolutionnaires qui ont actuellement l'expérience de la construction victorieuse du socialisme se sont heurtés aux mêmes obstacles. Mais ils avaient une chance que l'Afrique n'a pas pu se créer : c'est que dans les partis communistes, par exemple, dès le départ l'objectif était *déterminé*, défini. Le parti s'est développé sur des bases claires. Les cadres savaient donc où ils allaient, les militants de base aussi. La formation idéologique a été menée au fur et à mesure du développement de la lutte, elle faisait corps avec la vie du parti. Le peuple également était fixé sur l'essentiel du programme dont la réalisation était la raison d'être du parti. Et là, durant sa période de croissance, une certaine épuration s'effectue au sein du parti, les éléments opportunistes de tout bord, les aventuriers démasqués et dénoncés, de sorte que c'est une armée à peu près homogène qui arrive au pouvoir ; aussitôt les cadres valables prennent en main les postes vitaux de tous les secteurs de la vie nationale. Ce geste ici, est nécessaire, indispensable ; c'est la condition essentielle de la concrétisation des idées qui ont fondé le mouvement ; il s'agit d'un ordre qui se substitue à un autre. C'est une révolution ; sa réussite commande que ceux qui sont imprégnés de l'idéologie qui doit la créer président à son installation, la dirigent. Ce n'est pas du tout une question d'hommes, un changement d'équipe, mais d'idées ; et c'est encore une fois nécessaire, vital, car sans cette mesure la révolution reste dans les textes ou accouche d'un monstre. Ceux qui l'ont combattue ou qui sont restés indifférents à son égard ne peuvent soudainement, par miracle, en être les pionniers. Ici la formation idéologique est prééminente. Tout est soumis à la loi du Parti et à la réalisation du programme, programme qui a conquis d'une manière ou d'une autre le pouvoir. Mais même ici, et surtout ici la vigilance ne doit être relâchée à aucun moment, au contraire elle doit être redoublée à l'égard des autres et de soi-même. C'est une autre phase de la vie du parti, une phase délicate, difficile, celle de la construction, de la haute responsabilité. Il faut que demeure l'idéologie révolutionnaire dans toute sa vigueur. Il faut lutter sans cesse contre les altérations qui peuvent se révéler dans les esprits avec cette vie nouvelle. Il faut extirper les séquelles tenaces des structures mentales de l'ancien régime. Il s'agit donc de parfaire l'éducation des

militants en luttant contre les nouvelles tendances incompatibles avec la ligne du parti ; et en éliminant certaines qui prennent une autre dimension ou une autre signification avec l'exercice du pouvoir. Du côté des non militants, anciens opposants ou éléments indifférents, le problème est clair : tout acte tendant à mettre en cause le ou les principes de la révolution est un crime. Ceux qui acceptent le programme peuvent être accueillis, mais après cette reconversion idéologique indispensable ; la réserve à l'égard du nouveau venu ne saurait être du sectarisme. C'est la période de mise en observation que réclame la simple prudence ; mais des éléments de bonne volonté, techniciens par exemple peu soucieux de politique, peuvent être utilisés, naturellement avec des précautions qui les empêcheront de se muer en ennemis du régime pour s'adonner à des actes sournois de sabotage. Il s'agit là d'une attitude globale dictée par les nécessités d'une Révolution fondamentale. Elle doit être maintenue sans la moindre concession. « Une révolution est à coup sûr la chose la plus autoritaire qui soit. C'est un acte par lequel une partie de la population impose à l'autre partie sa volonté » (Lénine).

C'est un choix ; ou l'on fait une révolution à laquelle on croit, ou alors on se contente de réformes ; du reste, même dans ce cas, il faut défendre les nouvelles idées contre tout ce qui tend à en compromettre la réalisation. Il est clair que la logique communiste diffère en plusieurs points de celle suivie actuellement dans les États progressistes Africains ; en Afrique, dès le départ, les choses n'étaient pas aussi précises, aussi nettes. Les partis Africains qui sont actuellement au pouvoir étaient dans le meilleur des cas des mouvements nationalistes et se fondaient sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Dans le meilleur des cas bien sûr, car le plus souvent comme nous l'avons dit plus haut, la souveraineté est arrivée sans que l'on s'y attende ou alors on s'y est résolu in extremis. Ici le parti est l'ensemble des hommes et des femmes qui veulent bien prendre la même carte, suivre les mêmes manifestations et mettre leur voix à la disposition du même leader. Il s'agissait de recruter tous ceux qui le voulaient bien. La notion de partis d'avant-garde est inexistante dans cette logique. Il n'est pas question non plus d'idéologie. Les partis politiques africains se sont constitués sur toutes les bases possibles ; le plus souvent le facteur subjectif a été déterminant. On vient à un parti parce que l'on y a des parents, des

amis, et parce que de l'autre côté se trouvent des éléments avec lesquels on a des comptes familiaux ou personnels à débrouiller. Ainsi tout conduisait au parti en Afrique Noire, l'amitié personnelle, le désir de vengeance, le goût de l'aventure, etc...

Avec un tel monde, disparate, diffus, la construction socialiste n'est pas aisée ; elle ne se réalise pas du seul fait que ce régime est celui qui cadre le mieux avec les conceptions originellement africaines de l'existence, et qu'il permettra, en rassemblant les ressources nationales et en en ordonnant l'utilisation, de réaliser un développement économique et social harmonieux et rapide. C'est méconnaître toutes les altérations mentales déterminées par le régime colonial et aussi les contradictions et séquelles féodales que le passé a léguées à l'Afrique. Le cadre africain d'aujourd'hui est beaucoup trop loin et des ancêtres et des masses rurales. Les partis d'avant-garde européens avec toute l'éducation qu'ils dispensent à leurs militants triés sur le volet ne sont exempts ni des tares du passé capitaliste ni des contradictions qui naissent de l'appréciation des problèmes, contradictions qui parfois conduisent à des actes préjudiciables aux intérêts fondamentaux du nouveau régime. A fortiori les partis africains !

C'est une cruelle erreur que de sous-estimer d'une part la portée des mutilations provoquées par l'impact colonial et d'autre part les contradictions qui existent entre les divers éléments de la population à tous les niveaux. Cependant en regardant de près ce qui se passe dans nos pays on peut tirer quelques leçons efficaces et remédier à certaines lacunes que contiennent les divers systèmes qui sont élaborés çà et là.

Créer le militant

Formations politiques auxquelles chacun est arrivé par son propre chemin, la plupart des partis n'ont pas d'âme en général, en leur sein se côtoient les éléments les plus opposés sur le plan des idées. Pour certains, on suit l'enfant de la tribu, de la région, du village parce que c'est lui. Pour d'autres, on transporte sur ce terrain les vieilles inimitiés familiales. Il suffit que l'ennemi familial soit d'un côté pour que tout de suite on prenne la position opposée. De même on suit naturellement l'ami de la famille, ou alors on est opposé aux ex-beaux-parents avec lesquels on a eu maille à partir ; un chef de canton ou de village usurpateur est d'un côté, tous les légitimistes, le prétendant en tête s'inscrivent dans la formation opposée. Si bien que les idées sont le fait d'une infime minorité de cadres. Si par la force des événements une telle foule est poussée à l'indépendance le problème de l'Avenir se trouve posé et il faut le résoudre. Autrement dit, il faut réaliser ici la marche inverse de celle des mouvements révolutionnaires. Car il faut signaler que même la « haine » commune de l'occupant qui unit les éléments d'un parti nationaliste n'existe pas en général. Dans la majorité des cas, là où les choses vont bien, le désir de certains changements unit les cadres ou du moins une partie de ceux-ci. Le complexe de dépendance était profondément ancré chez les cadres coloniaux. Peu d'entre eux entrevoyaient la perspective de l'Indépendance. Seuls quelques grands leaders, les cadres syndicaux, les étudiants imaginaient cet avenir et s'y préparaient. Ce sont ces mêmes éléments qui posent le problème du socialisme. Les autres cadres coloniaux suivent, à part quelques individualités, par opportunisme ou tout simplement font de la duplicité.

Une fois parvenus au pouvoir, pour beaucoup le but est atteint. La victoire est là et alors chacun cherche en elle la solution aux problèmes particuliers qui l'ont conduit au parti. Il faut rétablir tel chef dans ses droits,

réparer telle injustice commise il y a des décades, rattacher tel village à l'autre canton et non à celui qui l'avait annexé avec l'appui du chef blanc, régler la situation de tel fonctionnaire injustement frappé, etc... Tout cela est fort juste sur le plan humain. Mais il faut tout de suite ouvrir d'autres perspectives sinon le parti meurt parce que les raisons qui le faisaient vivre ont disparu. Autrement dit, il faut à présent créer un parti consciemment, volontairement révolutionnaire. Cela exige une doctrine, un programme. Bien sûr en cette période où ils sont au pouvoir, où ils ont en mains les destinées du pays, en ce moment où ils peuvent tout, toutes les propositions des dirigeants sont accueillies avec un égal enthousiasme, personne ne désire s'exclure délibérément d'une telle fête. Et c'est précisément cette ambiance qui induit en erreur les uns et les autres. Ceux qui vont au capitalisme invoquent la volonté, le choix des masses, aussi bien que ceux qui pensent au socialisme ; d'un côté comme de l'autre, les difficultés naissent au fur et à mesure que les choses se précisent. Du côté des régimes capitalistes, les syndicalistes et les intellectuels s'agitent et ne sont plus d'accord malgré l'unanimité première, et de l'autre côté, les cadres opportunistes, les commerçants qui vivaient de fraudes et espéraient, à l'indépendance, remplacer les compagnies européennes, les jouisseurs, murmurent, bien qu'à l'époque du choix, face au leader, ils aient participé à l'euphorie générale.

Sur les régimes capitalistes, nous avons peu de choses à ajouter à tout ce qui a été dit plus haut. Ils portent en eux, en Afrique Noire plus que partout ailleurs, les germes de leur propre mort. L'attitude des éléments rétrogrades dans les régimes progressistes signifie que le socialisme ne peut s'édifier ni dans l'unanimité, ni dans la facilité. Il faut s'en convaincre et prendre toutes les dispositions en vue d'éduquer les masses, de désintoxiquer les cadres victimes du dressage colonial et de tremper ceux qui sont acquis par simple élan sans substratum idéologique ; c'est actuellement que naît le parti révolutionnaire, c'est maintenant, face aux tentations et aux possibilités d'accaparement créées par l'exercice du pouvoir, que les contradictions apparaissent entre les divers éléments de la population. Dans la vie politique européenne, les partis naissent par leur idéologie sur les bases de la stratification sociale, en Afrique c'est au pouvoir que les choses se précisent. Dans d'autres pays, celui qui vient au parti communiste sait en gros à quoi s'en tenir, il y vient parce qu'il adhère aux perspectives qu'ouvre le parti, parce qu'il n'est plus d'accord avec la société actuelle, et

durant tout le temps qu'il restera au parti, celui-ci lui précisera son programme, dans ses cellules continuera à dénoncer sous ses yeux les iniquités du régime au pouvoir. De même l'homme qui adhère par exemple en France au M.R.P. a choisi un monde déterminé où il y a très peu de surprises.

En Afrique Noire, c'est après la victoire que les choix s'opèrent, et le courage et l'honnêteté manquent à beaucoup d'opposants pour s'affirmer selon la logique de leur opinion. Dans certains cas, le parti est né d'une prise de position contre une série de pratiques iniques. On voulait faire régner la justice ; avec la répression les prises de position sont devenues plus radicales, le désir de l'indépendance a fait son chemin dans les très hautes sphères de la direction ; mieux, au niveau du leader et de quelques cadres, l'idée d'une construction du pays sur des bases socialistes a été arrêtée, mais les raisons tactiques l'ont condamnée au secret. La répression eût été plus sanglante, les vieux arguments d'athéisme, toujours efficaces auprès des masses, auraient été mis en avant, le soutien international aurait fait défaut,...etc. Aujourd'hui les choses se présentent sous un jour nouveau. Les éléments rétrogrades ont la possibilité, ouvertement ou non, d'attenter aux intérêts fondamentaux du peuple. Ils peuvent nouer des alliances extérieures et aller jusqu'à mettre en cause l'indépendance politique du pays. Au fur et à mesure que leurs rêves d'accaparement deviennent plus difficiles à réaliser, leur hargne s'accroît et, acculés, même le pire ne les effraie pas. Le leader et les quelques cadres acquis à la cause du peuple n'ont plus le droit de garder pour eux seuls les secrets d'État. Il faut armer le peuple et l'armer idéologiquement afin qu'il soit en mesure de démasquer les faux monnayeurs et de construire en toute lucidité son avenir.

Si dans les mouvements nés révolutionnaires la formation du militant est considérée comme primordiale, dans les partis africains, qui, après l'indépendance, ne veulent pas dégénérer, elle est vitale. Car c'est uniquement par là que l'on peut créer le militant conséquent de la révolution. Seule la connaissance des principes, l'adhésion à ces principes donnent valablement existence au parti dans chaque esprit. Aussi la confusion qui règne actuellement dans les rangs des formations politiques peut se dissiper, chaque militant ou du moins chaque cadre sait à quoi s'en tenir et peut de lui-même faire face à une situation donnée, en tirer profit dans l'intérêt de l'organisation politique. Aujourd'hui il n'est pas rare de

trouver en vingt militants vingt points de vue différents non sur les méthodes, mais sur l'essentiel. La formation idéologique est donc aujourd'hui une tâche urgente dans les États africains qui veulent entreprendre la difficile construction d'une société socialiste.

Tout d'abord, il faut aux yeux du peuple reprendre le régime colonial, le disséquer, en montrer les mécanismes d'exploitation, de dépersonnalisation, le rattacher à son origine, au capitalisme, à son stade culminant, l'impérialisme. Mais cela ne suffit pas. Il est indispensable aussi d'expliquer la société africaine, de la théoriser, non dans un but manichéiste, mais pour en montrer aussi les tares, les insuffisances incompatibles avec les exigences d'une marche rapide, ordonnée et logique. Le socialisme ne viendra ni dans l'équivoque, ni dans la facilité. Il faut donc que chacun s'attende à des difficultés nombreuses, à des erreurs et aussi à des insuffisances. Cette clarification est un travail de longue haleine qui doit être mené patiemment, minutieusement et sans relâche ; sans cela tout restera discours, vœux pieux, ou alors ce qui se fera sera compris uniquement du sommet, dont les contradictions un beau jour emporteront et les œuvres et l'esprit qui leur a donné naissance. Il n'est pas possible d'édifier le socialisme lorsqu'une partie des « cadres » hostiles mais camouflés est prête à sauter sur toutes les erreurs pour créer la panique, et ainsi, lentement, sournoisement, dresser la population contre le régime, tout en clamant sur les toits la foi socialiste en brandissant le droit de critique, mais en taisant les succès. C'est dans le dialogue entre les masses et le parti, dialogue ininterrompu, que le peuple apprendra à détecter et à dénoncer les mystificateurs qui, ayant peur de l'affronter et d'affronter le leader, tournent en dérision tout ce qui peut consolider le régime.

Il est bon de faire appel à la culture nationale pour redonner au peuple cette conscience de créateur que le régime colonial lui refusait. Mais gare à la xénophobie culturelle, à la suffisance et à l'isolement ; tant que l'éducation politique n'est pas une réalité certains aspects féodaux de la culture nationale sont franchement néfastes et sèment la confusion sur le plan des idées. Bien sûr, il faut partir du patrimoine ancestral, mais il faut en extirper ce qui ne cadre pas avec les principes du monde à bâtir, en exalter tous les éléments qui peuvent favoriser le développement de la conscience dans le sens de la révolution et de la nouvelle société. Le monde africain est

riche de tels éléments, ce qui constitue une chance à ne pas laisser de côté. Il faut créer les valeurs nouvelles. et ceci est capital. La glorification inconditionnelle du passé conduit inévitablement au confusionisme ; le héros doit être celui qui incarne les vertus utiles à la révolution, et chaque révolution a besoin de ses propres héros, de ses propres valeurs. On ne peut dans une ambiance révolutionnaire magnifier des hommes dont l'action passée en tous points se trouve contraire aux objectifs à la poursuite desquels on veut préparer les esprits ; c'est là une contradiction fondamentale, un non sens. Ces hommes en leur temps obéissaient à une logique qui n'est pas forcément celle d'aujourd'hui, et souvent la combat.

Des hommes qui ont tué, pillé de paisibles populations seront-ils encore considérés comme des champions, alors que ce qui est aujourd'hui indispensable, c'est la justice, la paix et le travail de tous les jours ? Il faudrait là aussi que les choses soient très claires. Il n'est pas possible de mener une révolution avec des « valeurs » qui lui sont fondamentalement contraires ; celles-ci doivent être mises en relief ; les vertus qui peuvent créer le militant, le bâtisseur de la révolution, ce sont le dévouement à la cause commune, l'intégrité, l'esprit de discipline et le sens de la patrie. Il faut exorciser le culte de l'argent ; l'argent pour lui-même, portant sa propre morale, étant sa propre morale, lui qui n'a ni couleur, ni odeur, lui qui est une des bases idéologiques de la corruption et du vol... Dans certaines de nos cultures nationales on a toujours honoré le meilleur laboureur, le plus habile chasseur, le grand artiste, tels doivent être aussi nos héros d'aujourd'hui, peu nous importe celui qui fut habile à tuer son semblable et qui surtout le tuait sans raison ou pour des raisons sordides. Le problème doit être considéré avec beaucoup d'attention car l'histoire n'est pas encore faite de façon « nationale » et l'exaltation des héros d'un clan risque de créer des problèmes sérieux sur le plan de l'Unité Nationale.

La construction socialiste est fondée sur le travail honnête, fait avec application et conscience, et la volonté de se dépasser constamment. Or ce trait a fait défaut sous le régime colonial, particulièrement du côté des salariés ; au niveau des paysans, le travail était réglé sur les besoins rudimentaires. Il faut créer l'homme moderne et la conscience nouvelle continuellement créatrice face au travail. Quels qu'aient été les motifs de l'insuffisance coloniale dans ce domaine, il faut y remédier d'une manière

radicale, remettre en honneur le simple labeur et c'est par là que l'on peut juger de la prise de conscience du fait national. Or cette naissance est indispensable et sans elle il n'y aura jamais de socialisme. Il faut créer dans les esprits la communauté avant toute chose. C'est le départ. Le sentiment des liens qui unissent les hommes fonde la solidarité qui légitime et supporte le régime socialiste. Le militant ne sera nullement celui qui sait débiter le bréviaire, mais celui qui montrera par ses actes quotidiens qu'il a conscience de ce qui le lie aux hommes, de cette unicité de destin dans tous les domaines. Ici nous abordons un des problèmes cruciaux posés à l'Afrique nouvelle et dont la solution semble difficile à trouver. C'est le rapport entre l'État et le Parti. Autrement dit, le militant face à l'État.

Dans la plupart de nos pays aujourd'hui, le parti tend à devenir une fin en soi, le « militant », au bureau, au chantier, se protège contre son chef hiérarchique avec le bouclier du parti. Le fait que l'État soit l'instrument par lequel le parti réalise les promesses faites aux masses est perdu de vue. Au contraire, beaucoup de militants ont une mentalité de rentiers conscients d'avoir rendu un service et soucieux d'en recueillir les fruits. En allant plus loin on peut dire que c'est le problème de l'État républicain qui se trouve posé. En effet le désordre qui se manifeste dans l'attitude du nouveau citoyen à l'égard de l'État découle peut-être de l'idée qu'il se fait de celui-ci ou, plus exactement, vient du fait qu'il ne le comprend ou ne le conçoit pas du tout. Ce phénomène s'explique : l'Afrique Noire inaugure avec la génération actuelle l'État républicain dont les méthodes de gouvernement théoriquement et pratiquement étaient inconnues jusqu'ici. Dans l'Afrique pré-coloniale, l'État quand il avait atteint les dimensions de nos actuels territoires était à caractère féodal. Le souverain et ses cadres représentaient la force ou la volonté divine, souvent les deux à la fois. L'homme agissait alors dans un contexte bien précis ; il obéissait à un maître qui à tout moment pouvait le châtier pour des fautes commises et cela sans le moindre appel, le moindre recours, ainsi la peur du gendarme était le stimulant constant, le surveillant infatigable, le contrôleur implacable. Dans d'autres cas, l'idée du paradis faisait faire des miracles, l'individu se surpassait dans la perspective, l'espérance continue d'une récompense éternelle. La force de la peur et l'attrait du paradis fondaient la discipline, voire la vénération à l'égard de l'Etat précolonial et de ses représentants. Sous le régime colonial les choses changèrent peu. Le colonisateur était roi, devant la masse des

sujets. Il fallait obéir ou la prison vous ouvrait ses portes. Le colonisateur détenait la force, il savait la montrer et s'en servir, l'humiliation s'abattait sur vous à la moindre incartade, etc... Un fonctionnaire respectable menant un certain train de vie dans le quartier où il faisait l'admiration de ses voisins réfléchissait par trois fois avant de commettre l'acte qui risquait de provoquer sa chute et de le livrer ainsi à la risée populaire. Ici aussi deux piliers soutenaient l'État : la force dont il disposait et qu'il utilisait sans recours, le pouvoir économique qu'il avait et qu'il savait faire sentir à tout moment.

Pour l'Africain, jusqu'à la souveraineté actuelle, l'État ce fut la force ; ce fut Dieu. souvent les deux à la fois. L'État venait d'en haut, s'imposait par la force, se maintenait par elle. L'individu était saisi par lui, créé par lui ; jamais l'État n'est venu d'en bas, c'est-à-dire des masses. Les deux principales origines nous le disent ; un clan qui impose sa loi, voire ses dieux à d'autres clans, un petit village qui s'agglutine d'autres villages et finalement gagne un vaste territoire ; ou alors un homme, habile et doué, avec une poignée d'adeptes, conquérant chanceux... Dans tous ces processus le citoyen n'a pas choisi mais a été enrôlé et soumis.

Voilà qu'aujourd'hui on fait appel à l'Individu pour choisir ses maîtres, les futurs dirigeants de l'État. « Quel est donc ce pouvoir qui se crée par le verbe et les applaudissements ? » disent les vieux.

Partant de là, l'État n'est pas pris au sérieux, les lois existent pour ceux qui ne savent pas se débrouiller ; c'est une épreuve pour l'État qui se trouve placé devant l'alternative suivante : faire appel aux moyens de répression et déclencher la peur, la grand'peur, ou alors laisser aller et déboucher sur l'anarchie. Bien que, pour beaucoup, les services rendus au parti doivent les hisser au-dessus de l'État et de ses exigences, seul le parti peut ici remettre les choses en bon ordre, appuyer les responsables administratifs pour lutter contre les tendances anarchisantes et en même temps créer le citoyen, car l'altération de la conscience professionnelle vient du fait que l'État a perdu sa signification dans les esprits. Il faut donc que dans chaque conscience naisse l'État démocratique voulu et créé par chacun, mais dont les lois sont valables pour tous. Le secteur politique peut efficacement diriger cette naissance pour le bien de tous. Les rapports entre l'État et le Parti sont essentiels dans cette période d'incertitude, de transition, et de leur définition

rapide dépend l'avenir réel du pays. Le problème doit être résolu en première urgence et d'une manière définitive ; car l'on sait que la méfiance, la haine ou le discrédit dont fut l'objet l'État colonial depuis la période d'agitation pèse encore sur le pouvoir moderne dont on dissocie volontiers le premier responsable. Les démagogues ont donc un champ facile à exploiter. Les paresseux et les petits malins ne perdent d'ailleurs pas leur temps ; à longueur de journée, dans les bureaux, les ateliers, sur les chantiers, ils intimident leurs chefs techniques ou administratifs intransigeants et consciencieux en les accablant du terme « colonialiste ».

C'est sur le terrain qu'il faut entreprendre cette éducation, sur le lieu même du travail, qu'il faut définir les choses, situer l'État dans son vrai rôle à l'égard du parti, lier l'un à l'autre aux yeux de tous face aux responsables soumis au chantage permanent des fumistes : il n'est pas admissible qu'on se dise militant d'un parti et que, par ailleurs, on considère l'État qu'il a mis en place comme l'ennemi à abattre : de même l'administratif, le technicien au service de l'État ne peut s'amuser à tourner en dérision l'appareil politique auquel ce même État doit d'exister. La reconversion que l'on recherche peut être facilitée avec l'africanisation des cadres, les réformes tendant à créer des structures qui ne soient pas celles que l'ancien régime a léguées. C'est trop demander au citoyen moyen que d'exiger de lui que du jour au lendemain il ait une attitude amicale, voire fraternelle, à l'égard du monsieur qui hier insultait et ridiculisait sous ses yeux son pays et les responsables qui l'avait choisis. L'indépendance en pareil cas ne crée aucunement ce bouleversement qui féconde la conscience nouvelle. Il faut alors beaucoup plus d'explications pour dissiper le climat d'animosité et freiner les velléités de revanche.

Nous avons dit qu'il faut, dans le programme de formation idéologique, expliquer la société africaine ; ceci est indispensable. Malgré le subjectivisme fort compréhensible de certains éléments décidés à prendre systématiquement le contre-pied du régime colonial, nous glisserions vers des faiblesses indignes des bâtisseurs que nous voulons être si nous devons exhumer l'Afrique totale en cherchant à la vivre telle quelle ; nous avons des insuffisances, voire des tares comme tout le monde, mais aussi des valeurs comme les autres. De nombreuses altérations ont, à l'ère coloniale, défiguré certaines de nos pratiques qui pourtant émanaient à l'origine d'un

sens élevé de l'humain. C'est d'abord l'idée de l'hospitalité. Toutes les cultures africaines mettent en avant que l'homme se doit à son semblable qui vient de loin. Nous avons vu ce qu'est devenue cette pratique dans le monde colonial, avec le salariat, les nouveaux besoins, l'individualisme, etc... Comme le souligne Julius Nyéréré : « L'exploiteur était certes inconnu dans la société africaine traditionnelle mais aussi cette autre forme parasite moderne : l'oisif qui considère qu'il a droit à l'hospitalité mais ne donne rien en retour ; lorsque nous parlons des coutumes africaines, et nous nous enorgueillissons de maintenir cette tradition d'hospitalité qui y joue un si grand rôle. nous ne devons pas oublier le proverbe Swahili : Traite ton invité comme un invité pendant deux jours ; le troisième jour donne lui une houe ». Il faut donc remettre les choses dans leur véritable enveloppe. Ce serait une hérésie que de vouloir construire le socialisme donc un régime essentiellement fondé sur le travail effectif et en même temps encourager l'oisiveté en lui accordant une prime.

Il serait utile de développer le sens de la famille, élément de notre héritage, de même cet égard dû aux anciens qui ont donné leur force et leur intelligence à la communauté, mais il ne faudrait cependant pas que la jeunesse soit émasculée, privée de toute initiative ou qu'un carcan gérontocratique maintienne l'avenir dans un passé qui n'est plus en rapport avec les impératifs de la vie moderne. Le monde moderne est là. On n'y peut rien. Il est omniprésent avec ses exigences nouvelles, ses nouvelles normes, des besoins hier inconnus. Il faut savoir analyser tout cela et comprendre certains réflexes, certains goûts des éléments jeunes. Il n'est pas possible d'obtenir de la jeunesse le maximum que les circonstances veulent qu'on exige d'elle, si le fruit de son travail est utilisé à la satisfaction des besoins de quelques égoïstes, fussent-ils des anciens. Il faut donc protéger et les uns et les autres : les vieux contre l'abandon, les jeunes contre un égoïsme sordide générateur d'une exploitation honteuse qui ne dit pas son nom. Nous sommes tous orientés vers la production, il faut produire plus avec le même travail, et travailler davantage pour produire encore. Rien n'est à négliger et nous devons interroger toutes les possibilités, toutes les potentialités que la nature nous offre. En de telles circonstances, certains interdits absurdes constituent presque des freins à l'existence. Les cours d'eau poissonneux dédaignés alors que la population souffre de carence protéinique, des terres riches abandonnées sans raison, les préjugés à

l'égard de certains métiers, etc... Tout cela constitue des handicaps que nous cultivons contre notre propre épanouissement. Nous devons aborder de tels problèmes dans les cercles du parti et amener les populations elles-mêmes à percevoir tout le préjudice que de tels interdits leur causent.

Le tribalisme et le microrégionalisme sont à n'en pas douter des menaces permanentes contre l'unité nationale. Un des arguments dérisoires qu'avancait le régime colonial pour légitimer sa pérennité était que sans lui les tribus prendraient chacune leur indépendance et que le territoire serait transformé en un vaste champ de bataille où les ethnies s'affronteraient en une lutte à mort. Nous avons dit ce que nous pensons de l'unité coloniale. Il faut simplement ajouter que le sectarisme ethnique a été judicieusement cultivé par le régime colonial qui en sourdine ne manquait aucune occasion pour rappeler aux uns ce qui les différenciait des autres. Si, aujourd'hui, cette menace pèse sur bon nombre de territoires, c'est parce que les auxiliaires coloniaux ont trouvé dans le polyethnisme le merveilleux instrument par lequel chacun cherche à se tailler aux dépens de la nation une place au soleil. Les tribus vivraient en bonne intelligence si de petits ambitieux ne venaient exploiter leur simplicité en flattant leurs instincts de suprématie ou d'anarchie. Partout où il y a eu explosion tribale le mouvement eut à sa tête ou à sa base « un évolué » en quête de trône. L'Europe elle-même, malgré sa longue histoire d'échanges et d'interpénétration, ne serait pas à l'abri de semblables remous si des lois ne condamnaient à l'avance de telles entreprises. En Afrique les choses seront d'autant plus difficiles que le colonisateur a favorisé la constitution des partis sur des bases ethniques ; aussi l'exploitation politique des particularismes qui est délit ailleurs a été légalisée et encouragée ici. Les Bakongo, les Lari, les Baluba, etc... ont leur leaders à eux et à tout moment la nation naissante est en péril. Ici le remède doit être radical, toute propagande à caractère ethnique ou régionaliste doit être frappée de la plus sévère sanction, parallèlement tout doit être mis en œuvre pour créer un courant d'interpénétration ; dans les écoles, les cercles politiques, des explications claires doivent être données aux masses. Les « évolués » d'une ethnie doivent servir dans les régions autres que les leurs et la nation doit être créée et imposée à tous.

Créer le militant est le problème numéro un de l'Afrique actuelle, car c'est lui qui apportera des solutions africaines aux autres problèmes. Mais pour qu'il naisse, il faut transformer l'ensemble du territoire en une vaste école où chaque occasion sera mise à profit et chaque lieu utilisé. Sinon de la confusion ne sort crue le chaos, ce qui, rapidement, donnera l'occasion aux néoracistes d'élaborer d'autres fadaïses. Le problème est important ; mieux, il mérite la première attention de tous les responsables qui réellement ont conscience de tout ce qui attend notre peuple sur le chemin si dur de son épanouissement. Il faut surtout prendre garde de ne pas verser encore une fois dans un manichéisme reflet du manichéisme colonial. Ce serait ignorer le siècle et ses exigences que de vouloir exhumer toute l'Afrique et de s'en tenir là. C'est montrer que l'Africain se détermine encore en fonction des anciens dominateurs et par conséquent qu'il est encore intellectuellement sous leur coupe. Conscients des lois de ce monde, il revient aux cadres Africains d'aborder les populations sur bon nombre de nos pratiques. Bien sûr, cela n'est pas toujours agréable, et il y a trop de responsables tremblants, peureux, imaginant que leur rôle consiste à laisser les populations faire comme elles veulent et qui sont heureux de ne se « créer » aucun problème. Le temps ne fera rien de bon si on ne l'aide pas un peu ! C'est d'ailleurs une attitude de profonde malhonnêteté à l'égard de son pays que de laisser le peuple s'incruster dans l'erreur, s'accrocher à des mondes morts, des préjugés absurdes, des interdits appauvrissants, uniquement pour avoir la paix. Dire au peuple ce qui constitue pour lui un handicap, c'est prendre des risques et les carriéristes ne peuvent se résoudre à cela. Or la révolution mentale est indispensable car elle seule met le peuple face à des horizons nouveaux. Il est impérieux que le peuple soit libéré de certains boulets du passé afin qu'il soit à même de prendre son élan vers des horizons où l'attendent les autres hommes. Certains crieront : « Il veut tuer l'Afrique, l'originalité africaine, la culture africaine, le patrimoine, etc.. » Dieu merci, le patrimoine africain ne se réduit pas à ces pratiques incompatibles avec un progrès véritable, à ces préjugés stupides et à ces peurs qui affaiblissent ; ce serait faire injure aux hommes du passé africain en avançant qu'ils n'ont laissé que cela.

En Afrique Noire d'expression française, la République de Guinée a pris le chemin d'une telle révolution et la culture négro-africaine ne montre nulle part ailleurs l'essor qu'elle connaît aujourd'hui en Guinée. Certains esprits seront enclins peut-être à vouloir concentrer l'attention des

observateurs sur les difficultés économiques de la Guinée après quatre ans d'indépendance, en les attribuant aux mesures prises par le Parti Démocratique de Guinée pour libérer la femme, abattre les cloisons entre les hommes, extirper « les peurs » qui freinaient la production. Tout est possible. Mais les difficultés de la Guinée n'effraient ni ne démoralisent les militants africains. Que fait-on du désordre économique connu par certains pays et parmi les plus grands au cours des périodes de transition ? L'Union Soviétique, la France et même les États-Unis. Bien sûr, les impérialistes, les petits bourgeois et les vauriens africains font des gorges chaudes de ce que connaît la Guinée. Mais ce que la Guinée, a voulu réaliser, mettre l'économie entre les mains du peuple, elle le réussira et d'autres le réaliseront parce que là est cet avenir de justice, de paix et de fraternité sociale auquel l'Afrique n'a jamais cessé d'aspirer. Peu important les tâtonnements, les faux pas, les reculs. L'idée qui a soulevé l'immense espoir des hommes demeure dans les esprits, et l'espérance qu'elle a engendrée ouvrira sans cesse des voies nouvelles à la volonté du peuple. Le succès rectiligne, surtout en ce domaine, n'appartient à l'histoire d'aucun peuple et l'Afrique n'a jamais dit qu'elle ne connaîtra pas les déchirements qui ont souvent fécondé l'avenir de l'humanité.

Quant aux cadres, c'est la question angoissante face à laquelle l'Afrique Noire se trouve placée. C'est cette question, beaucoup plus que l'absence de moyens matériels, qui risque de conduire toutes les expériences en cours à de sérieux déboires. La culture coloniale, la praxis coloniale ont affreusement mutilé l'homme africain ; il fut dépossédé de toutes ses valeurs, il n'a pu s'accrocher à aucune échelle nouvelle. Il est resté flottant entre deux mondes et il a vécu sous l'influence des tares des deux. Les cadres décident du sort d'une révolution ; et si cette assertion devait s'appliquer à l'Afrique actuelle, l'issue de nos expériences serait incertaine, à moins que, d'extrême urgence, on ne reprenne en mains les cadres que la colonisation a truqués. L'œuvre de destruction du régime colonial lui a largement survécu, le terrain qu'on se réjouissait d'avoir récupéré est miné. C'est là le plus grand crime commis contre l'Afrique. Tel passe pour un ascète, sa vie est simple ; il dénonce les abus que commettent certains responsables, il flétrit la gabegie, le luxe, etc... Hissé à un poste de responsabilité, suivez-le dans son comportement, vous croiriez rêver : il

réclame, il exige toutes les prérogatives, tous les avantages pratiques que, dans sa mentalité petite bourgeoise, il estime devoir accompagner l'exercice d'une fonction administrative ou politique, à plus forte raison ceux qu'il avait obtenus son prédécesseur blanc. Ou alors prenez cet autre au langage violemment révolutionnaire, hissez-le à un poste de gestion, le tour est joué ; le trafic s'organise ; toute la parenté, le cercle de courtisans profitent de la situation ; il prend des habitudes de luxe, ce qui, bien sûr, ne l'empêche pas d'être toujours présent aux manifestations, il applaudit lorsqu'on parle d'austérité, d'esprit de sacrifice, mais cela s'adresse aux autres ; de retour à son poste, il se dépêche d'en mettre encore davantage de côté.

Il faut absolument détruire en Afrique le culte de l'argent que l'Occident nous a légué. L'argent fait roi, quelles que soient les voies par lesquelles on se l'approprie. Il faut désintoxiquer méthodiquement les cadres, restaurer en chacun la dignité de l'homme et interdire rigoureusement toutes les pratiques qui font du nanti le dieu des autres. Ces mariages, baptêmes, etc... au cours desquels c'est à celui qui donnera le plus aux parasites sociaux, pour récolter de stupides mensonges en guise de louanges. C'est un scandale, que tout homme quel qu'il soit, voleur ou assassin, puisse être coté surhomme parce qu'il sait distribuer des billets de banque souvent soutirés au trésor public. L'argent dans ces conditions fait remettre tous les péchés, remplace très avantageusement toutes les qualités et voile tous les vices. L'État ici doit être extrêmement vigilant et ne doit jamais hésiter à se renseigner sur l'origine de certains biens qu'on affiche insolemment, surtout ceux de hauts responsables administratifs ou politiques.

De tels comportements correspondent plutôt au niveau économique et à l'ambiance des pays développés ; ils caractérisent les goûts du petit bourgeois de l'ex-métropole. Cette tendance constitue un obstacle au développement rapide que réclament par ailleurs ces mêmes éléments. Pour assainir la balance commerciale, il faut accepter certains produits de remplacement, or tout ce qui s'éloigne tant soit peu de ce qui était habituellement importé provoque la risée des cercles raffinés et sophistiqués. C'est également là l'une des manifestations les plus évidentes des complexes dont souffre cette catégorie de la population.

L'Afrique aurait déjà beaucoup de chance si elle disposait de cadres efficaces pour organiser, diriger, gérer ses possibilités actuelles. Il lui faut donc à tout prix repêcher ces cadres. Le premier geste viendra des dirigeants. Car depuis quelques années une nouvelle échelle se dégage dont ils occupent le sommet. Le prestige qui les entoure, les honneurs qu'on leur rend, etc... permet de les juger par rapport aux cadres coloniaux qui, au fond, désiraient beaucoup plus paraître qu'être réellement. L'argent était un moyen d'acquérir prestige et honneurs. A partir du moment où certains bénéficient de ces atouts de par les postes qu'ils occupent, ils sont à imiter. C'est pourquoi le dirigeant doit être un exemple. Et dans un pays qui s'engage dans la construction socialiste, il est inadmissible que les responsables, à quelque niveau qu'ils se trouvent, se livrent à la moindre spéculation, manifestent la moindre faiblesse pour l'argent. L'État dans ce domaine doit être implacable. A partir du moment où le commis voit le ministre engagé dans la course à la fortune, il redevient l'esclave de l'argent ; il le cherche alors par toutes les voies, et n'ayant pas, comme le ministre, l'accès facile au crédit bancaire pour s'adonner à la spéculation immobilière par exemple, il imagine *tous les moyens* pour prendre part au festin. Et si par malheur, il se trouve responsable d'une parcelle du trésor public, c'est l'aubaine ; il faut qu'il paraisse riche. L'homme de la rue, l'analphabète qui croit déjà très peu à la notion de chose publique, pour qui les « lettrés » font des impôts et taxes suivant leur bon plaisir, cherche également une combine ; de fil en aiguille, le pays devient un vaste marché où tout se vend et s'achète. L'exemple vient de haut...

Dans un pays qui se promet au socialisme, un responsable qui se livre à la spéculation incite ceux d'en bas au pillage de l'État ; son geste ne se justifie en rien. Il est absolument contraire à tous les principes du socialisme. Dans le régime socialiste, l'individu donne son travail à la société qui en retour le rétribue et se charge de son avenir. Il n'est pas admis que l'on veuille se forger un destin hors de la société. Les économies peuvent, placées dans les caisses de l'État, favoriser d'autres entreprises dont l'épanouissement assurera travail et pain à d'autres citoyens ; le salaire de certains leur permet de bien vivre et d'avoir des disponibilités, mais il ne

saurait être accepté qu'avec cet excédent on tue l'esprit socialiste en cherchant à spéculer, et de la part d'un responsable « le désir de cette accumulation est la preuve d'un manque de confiance dans le système socialiste ». Et si cela vient d'en haut aucun discours ne pourra empêcher la base d'en faire autant.

Une fois que les responsables ont compris cela et s'efforcent de donner l'exemple par leur propre comportement, l'État est alors autorisé à traiter la corruption à l'acide. Il ne faut en cela aucune hésitation, aucune autre considération que celle de décourager les futurs candidats au pillage public. Mais là encore, à partir du moment où l'on ferme les yeux sur les premiers cas parce qu'il s'agit de militants ayant donné le maximum au parti, c'est tout de suite la gangrène et les derniers frappés n'auront jamais le sentiment qu'ils le sont pour les délits commis, mais se diront plutôt que c'est le manque d'appuis politiques qui les a conduits entre les mains des gendarmes. Au lieu de se voir coupables, fautifs, ils se verront victimes, prêts à tout moment à recommencer pour réparer l'injustice commise à leur endroit. Dans une semblable atmosphère, la justice perd sa signification ; il ne s'agit plus de punir des délinquants, mais plutôt de faire sentir à ceux qui n'ont pas de protecteurs puissants qu'ils sont à la merci des lois. C'est avec ce sentiment profond de l'injustice institutionnalisée que l'esprit de fraude se développe. Il est déjà une manifestation de résistance, de défi, on met un point d'honneur à tourner les lois... plus rien n'arrive à endiguer la marée, le mal domine tous les esprits, les réactionnaires mettent en cause le régime, le dirigeant devant un tel tableau ne remonte plus aux sources, il cède, c'est le triomphe des forces rétrogrades.

A propos du parti

Le problème du parti est l'objet d'un dialogue de sourds entre l'Occident et l'Afrique Noire. Pourquoi ? Parce que, un peu partout dans nos États, règnent des partis uniques ou des partis dominants qui dirigent effectivement ou théoriquement toute la vie politique du pays. Pour l'Occident cela constitue un affront à la démocratie, une violation de la liberté de l'individu.

Il est donc bon d'emblée de faire la mise au point.

La liberté européenne est surtout née et a pris corps face au carcan féodal. C'est elle qui fut créatrice de l'économie et de la vie du capitalisme. Laisser l'individu libre, le laisser aller, le laisser faire ; cette revendication fut un des piliers de l'idéologie du capitalisme naissant. Et l'égalité politique qui était réclamée était nécessaire, est-il besoin de le dire, pour mettre l'individu et ses biens éventuels à l'abri de l'arbitraire féodal. La liberté politique fonde pour l'Individu le droit de participer aux affaires de la Cité ; sur ce point nous sommes d'accord. Mais pour l'Occident cette liberté doit s'étendre jusqu'au refus. Ainsi c'est dans la mesure où l'individu peut dire non sans risque qu'il peut atteindre la plénitude de la liberté. Ici naît la démarcation entre l'Occident et nous. En effet, pour l'Occident, le refus est ce point culminant où l'individu se réalise dans toute sa liberté ; le refus peut être limite, point d'arrêt, il peut être absolu catégorique. Pourquoi ? Parce que le monde capitaliste part de l'individu et repose sur lui. C'est lui qui en est la grande réalité, le but. Chez nous, au contraire, le groupe fut la réalité, le souverain bien, le refuge, la citadelle sans laquelle l'individu serait en péril. L'homme se meut, évolue, se réalise au sein du groupe. Le refus absolu — refus rupture — est une hérésie. Il est désagrégateur du groupe, il fragilise l'individu, le condamne, c'est un suicide.

Ainsi dans le monde communautaire africain, l'individu exprimait son opinion dans les affaires du village par le représentant du groupe familial. Il s'agissait le plus souvent de l'ancien, censé avoir le plus d'expérience. Il était, tant qu'il n'avait pas démérité et tant qu'il demeurait lucide, le représentant permanent du groupe, de la famille étendue qui bien sûr comprenait plusieurs foyers. Chaque fois qu'un problème était posé, il réunissait son petit monde, entendait chacun, ouvrait les débats ; une fois la décision prise intervenait alors l'essentiel de son rôle, qui était de faire connaître le point de vue de la parenté sur la question soulevée. Mais il n'abordait jamais les autres avec cet esprit : « Ça ou je m'en vais ». Il apportait une idée. « Un homme, une idée, deux hommes, deux idées, cela mis en commun fait vivre le village », disent les Bambara (Mali).

Pourquoi l'idée de faire triompher sa vérité, de la faire admettre, sinon de s'en aller, n'effleure-t-elle pas son esprit ? Parce que l'accord est déjà réalisé sur l'essentiel. L'essentiel est la vie, la survie du groupe. Les discussions portent sur les méthodes, et la liberté pour chacun est de participer à ce qui intéresse la vie de la communauté, d'apporter son idée créatrice à l'ensemble. La liberté pour l'individu, c'est d'être un artisan conscient et écouté de sa propre vie à travers celle du groupe. Pourquoi du groupe ? Pourquoi ce primat ? Parce que sans lui l'individu ne saurait exister valablement. Comment faire face à tous ces dangers qui ont menacé et qui menacent encore de nos jours la vie en Afrique ? Les feux de brousse qui dévorent les biens, les animaux qui menacent les récoltes, les pluies qui ne viennent pas ou qui viennent mal, ouvrant les portes à la famine, les cases qui s'écroulent, les endémies qui tuent ou mutilent... etc. Seul le groupe fortement structuré, solide, peut être pour l'individu cette citadelle qui garantit sa maigre existence. Dans ces conditions, l'individu, fragile comme il est, avec sa liberté à l'européenne, sentirait tout de suite que sans les autres, lui et ses trésors s'évanouiraient dans le néant. Il se lie pour être. Nous retrouvons alors une nouvelle forme de démocratie, la démocratie vitale, existentielle qui ne peut s'accommoder de la liberté anarchie mais qui demande une liberté créatrice, une liberté engagement, une liberté qui, ajoutée à celle des autres, donne naissance au courant qui fonde, améliore la vie et permet à l'individu protégé et aidé de survivre. La démocratie existentielle est faite de lutte, donc de cohésion, d'ordre et de discipline. La liberté ici ne dégage pas des autres, mais au contraire intègre au noyau. La liberté sauvegarde et développe les liens, elle ne les détruit pas. En Afrique,

celui qui se met hors de la communauté d'une manière ou d'une autre perd sa qualité d'être humain et devient une sorte de réincarnation de génies malfaisants, mis à l'index et craint de tous, parce que cela ne peut se concevoir.

L'homme naît, grandit, évolue, se réalise seulement au sein d'un ensemble qui l'enrichit et qu'il doit enrichir aussi. Hors de cette idée, hors de cette logique, il n'est pas d'homme. « J'étais terre et eau ; avec les autres j'ai su le parler, j'ai réfléchi et je les ai créés à mon tour. Que puis-je sans les autres hommes, en arrivant ici bas j'étais dans leurs mains, en m'en allant d'ici je serai dans leurs mains ».

La démocratie existentielle se fonde sur la participation de tous, elle ne peut vivre que dans l'effort commun, la rencontre de tous les jours, les confrontations fructueuses d'où naissent les idées et les méthodes qu'exigent encore une fois la vie et la survie communes. Une sorte de contrat lie les individus entre eux et chacun à l'ensemble. Tous créateurs, mais également tous bénéficiaires. Cela veut dire qu'il ne saurait exister la moindre exploitation de l'homme par l'homme. « Il n'est pas dans l'ordre des choses que dix femmes pilent le maïs et que seulement quelques-unes en consomment la farine ». La loi de la vie pousse les hommes les uns vers les autres, soude les individus et crée l'âme de la communauté, cette communauté en retour pour sa propre survie accorde à chaque voix, à chaque être, à chaque idée, l'attention désirable. Chaque homme dans une telle logique est créateur de biens, garant non seulement de la continuité, de la pérennité du groupe, mais de son existence du moment, partant de là le groupe accorde l'égalité des chances à tous les éléments qui le composent. L'homme qui se distingue dans tel ou tel secteur est fêté, mais ne saurait prétendre à une part plus importante dans la répartition des biens. De même celui qui commet une faute est repris, puni, mais conseillé et éduqué toujours dans l'intérêt supérieur de la vie commune. L'émulation dans le travail, l'autocritique dans les cercles, ont toujours existé dans la praxis de l'Afrique.

En Occident, en général, l'homme crée pour lui-même en premier lieu, même si par la suite les autres doivent être les grands bénéficiaires de ce qui

est fait. Ici l'essentiel n'unit pas, il n'y a pas un essentiel, mais plusieurs. Chaque groupe pour ne pas dire chaque individu a le sien, et la société vit quand même. C'est qu'ici l'existence n'est plus aussi quotidiennement menacée. Ce n'est pas « vivre » qui préoccupe les hommes. c'est « mieux vivre » qui constitue leur souci. Les grands problèmes de la vie sont résolus, les lignes de force dégagées, les constructions ébauchées dans tous les domaines, le vide nulle part n'existe, partout se dresse une création imprégnée du souci et de la volonté des hommes. Il s'agit de continuer une voie largement ouverte, de redresser telle distorsion, de corriger telle excroissance, de transférer ce surplus ailleurs, de porter les efforts à tel ou tel endroit. On peut dire que les problèmes de gestion, de correction, de finition constituent l'essentiel dans les démocraties bourgeoises. Sur un autre plan l'essentiel du capitaliste industriel est opposé à celui de l'ouvrier ou de l'intellectuel en révolte, l'essentiel du propriétaire foncier est opposé à celui du métayer ou de l'ouvrier agricole, etc... autrement dit on n'est pas du tout d'accord ici sur l'essentiel. On ne se rencontre pas unis pour créer un bénéfice de tous. On siège en désaccord, chaque groupe, chaque communauté armés de son essentiel, les uns prêts à rompre, les autres décidés à lier, à contenir conformément aux lois de ce qui les fonde : leur « essentiel ».

Vue globalement, la démocratie européenne devient une démocratie de gestion, une démocratie partielle ; dans ses structures elle est une démocratie de groupe donc d'intérêts particuliers ; ici le refus ne tire pas à conséquence, car c'est lui qui fonde le régime. Au commencement est le désaccord et ce désaccord de l'individu ne menace rien du tout. S'il met quelque chose en danger, c'est d'abord lui-même, puis son groupe, et la liquidation de son groupe provoque non le néant mais l'épanouissement d'un autre, et la vie continuera...

Seulement arrivé à cet extrême, les choses prennent une autre tournure. En effet, qu'une crise économique éclate, que la monnaie se porte mal, que les affaires aillent mal, etc... le groupe régnant se manifeste sous un autre jour, un jour de combat. Il confisque les libertés, tue la démocratie et appelle une équipe à qui il donne les pleins pouvoirs pour rétablir les choses dans l'ordre naturel. La démocratie alors meurt, car même les formes qui étaient sauvegardées s'évanouissent. Ce n'est plus le moment de jouer. Nous voyons donc que la démocratie formelle occidentale est en équilibre

très fragile, elle se tient sur un pied, le pied des bonnes affaires, qui seules comptent. Créer vingt partis, quarante périodiques, crier sur les toits ou dans les caves, ce n'est rien, tant que les affaires vont bien, tant que cela ne porte pas atteinte à l'essentiel des dominants... Mais sitôt qu'une menace se dessine et tend à peser sur les affaires, l'équilibre est anéanti, la démocratie perd son support et s'évanouit, la patrie est en danger, etc...

En résumé, au sein de la communauté africaine, l'unicité de destin économique est une loi, la liberté est la possibilité offerte à chaque homme d'apporter sa pierre à l'édifice commun, et cela pour le bien commun ; en retour les chances créées par le groupe sont réparties également entre les individus. Nul ne domine, mais nul n'a le droit de s'exclure de cet effort collectif tendu vers la vie de tous. Etre libre ici, c'est être présent, être un artisan conscient de ce destin unique qui fait que bonheur et malheur, richesse et misère, sont également pour tous.

En Occident, la démocratie c'est tout ce qui ne menace pas l'essentiel des groupes dirigeants. Dire ce que l'on pense, écrire ce que l'on veut, etc... tout cela est fort admis, mais il faut respecter un ordre établi, admettre le déséquilibre social sur lequel repose le système. Parlez, mais votre destin sera quand même tranché sans votre avis, et vous serez engagé malgré vous à des entreprises qui vous déshonorent et qui par surcroît ne servent que les intérêts de lobbies. Vous ne participez à la décision à aucun niveau, mais vous subissez « la vie nationale », les lois qui la déterminent en votre qualité de citoyen libre.

Bien sûr les partis uniques africains n'ont pas tous le même contenu, ni les mêmes significations ; il faut le dire tout de suite, et très peu d'entre eux répondent dans leur vie et leur visée à ce que nous venons d'exposer plus haut. Dans la majorité de nos États, le parti n'existe que de nom, il est réduit au Chef de l'État, à sa police, à son armée, à l'armée étrangère qu'il a gardée à son service, et à quelques courtisans qui vivent à son ombre. Les mesures iniques qui sont mises au point le sont au nom d'un comité central ou d'un bureau politique qui n'existent que sur les antennes de la radio nationale. Les fêtes publiques, les démonstrations de masses au cours des visites étrangères sont le fait de l'appareil d'État. Toute la vie politique est

réglée par l'unique cerveau du manitou, éclairé par des conseillers blancs. Toute velléité de revendication visant à assurer aux citoyens une participation réelle dans les affaires qui les concernent est un complot contre la sécurité de l'État. Dans cette ambiance, une couche se dégage, nantie, repue, s'épanouissant dans le luxe, et tendant la main aux nantis européens, dénoncés hier comme exploités, aujourd'hui amis et alliés, qui ont accepté l'ingrate mission de développer le pays ! en leur honneur on exige des populations trahies et brimées qu'elles pavoisent et qu'elles fassent tamtam ! Les peuples régleront petit à petit leur sort à ces régimes malgré tout l'appareillage de contrainte et de terreur mis en place.

Dans certains États tels le Congo et le Dahomey, la tentative de constituer le parti unique a donné lieu à des remous qui ont fini dans les deux cas par avoir raison de l'autorité qui, cependant, voulait par cette voie, s'accorder pour sa « sécurité » et sa tranquillité le socle le plus efficace...

Il faut que le parti unique fasse vivre en son sein le principe démocratique de participation et d'égalité d'une part, et, d'autre part, il faut que son programme ait pour objectif non l'éclosion d'une catégorie de privilégiés, mais la satisfaction des besoins de l'ensemble, pour qu'il ait l'âme et la force d'une communauté. Ainsi il devient l'organisme qui véhicule les aspirations légitimes de toutes les couches et les insère dans l'action de l'État auquel il donne naissance. A partir du moment où l'on en fait la « chose » d'une équipe, a fortiori d'un homme, qui décident seuls et font exécuter par les autres, à partir du moment où le programme du parti unique tend à accentuer les différences sociales entre les éléments de la population, on tourne au fascisme ; il est condamné.

En général, en Afrique Noire, les partis uniques qui ont subi avec succès les assauts de toute sorte venant de divers côtés, qui ont su allumer et maintenir l'enthousiasme des masses, sont ceux-là qui sont constamment vivifiés par le souffle populaire, tirant leur force et leur crédit de l'adhésion et de la participation des diverses couches de la population. Ce sont à proprement parler des Fronts Unis Nationaux, réalisés au seuil ou au lendemain d'un événement choc qui a rapproché deux ou plusieurs partis divisés. Tel est le cas du Parti Démocratique de Guinée qui, à la veille du référendum de 1958, a vu venir à lui le Bloc Africain de Guinée. Tel est

celui de l'Union Soudanaise R. D.A. du Mali qui, à la veille de la naissance de l'ex-Fédération du Mali, s'est intégré le Parti Progressiste Soudanais. Il ne s'agit donc pas de partis uniques imposés par la force, par une législation, mais d'une union réalisée par des formations adverses qui, au fond, étaient séparées par le jeu du colonisateur ou par des questions de personnes. Ces partis ou ces fronts nés du dialogue, vivent du dialogue. Dialogue permanent entre les dirigeants et la base, dialogue au sein de la direction et dialogue au niveau de la base. En effet ici le parti ne s'arrête pas aux agglomérations urbaines, à une troupe dressée d'inconditionnels, de béni-oui-oui qui entourent le responsable, et dont le rôle consiste à approuver et à entériner ces décisions.

Le parti est le peuple organisé politiquement. Il est présent partout où le peuple vit. partout où il lutte, partout il a à réfléchir sur les problèmes que lui posent la vie et le progrès. Dans les villes, les ateliers, les bureaux, sur les chantiers, l'organisation politique dirige la vie, rapproche les hommes, les soude les uns aux autres, et crée au niveau de chaque conscience cette responsabilité qui fait l'homme. Au sein du comité de village, les questions sont débattues, non seulement celles qui intéressent pratiquement la communauté villageoise, questions de dispensaires, de routes, d'écoles, de terres à aménager pour un meilleur rendement du travail agricole, mais d'autres problèmes qui embrassent les dimensions nationales : problème de la défense commune, du commerce extérieur, de l'Unité Africaine, etc... Ainsi chaque militant a son mot à dire sur les tâches face auxquelles l'État se trouve placé. Et les difficultés que rencontre l'État dans tel ou tel secteur deviennent les soucis de chacun. La solidarité nationale devient alors une réalité et peu à peu, à partir des palabres, s'impose au détriment de mille barrières anciennes précoloniales et coloniales la Nation que chaque conscience perçoit à travers les problèmes et réalise au bénéfice de tous. Vu sous cet angle, le parti unique devient l'encadrement politique de toute la population, le creuset dans lequel les vieilles barrières se dissolvent, où les groupuscules fusionnent pour donner naissance à la Nation.

Le parti unique est aujourd'hui en Afrique le seul moyen de créer la Nation. La question peut se poser, elle l'est déjà : « Et après la Nation, que deviendra le parti unique ? » Ainsi certains Européens de bonne volonté, qui admettent la légitimité du parti unique en Afrique actuellement, le

considèrent comme une forme politique de transition. Établissant des rapports entre l'infrastructure économique et sociale et la superstructure politique, ils soulignent que le développement actuel de l'Afrique, ou plus exactement son sous-développement, lui impose une organisation politique qui ne peut en aucune façon être celle de l'Europe développée. L'Afrique Noire, quand elle aura réalisé son épanouissement, créera alors les conditions du pluripartisme. C'est là bien sûr un effort certain de compréhension en ce qui concerne nos problèmes, mais qui appelle quelques remarques.

Il est évident que si l'Afrique à structure communautaire s'oriente actuellement vers un développement capitaliste, elle aura nécessairement la même physionomie politique que l'Europe bourgeoise, car le parti est une notion de classe. Demain l'essentiel qui unit actuellement les divers éléments de la communauté villageoise sera morcelée en autant de préoccupations, de visées qu'il y aura de groupes socio-économiques, à moins qu'on ne choisisse carrément la voie du fascisme. Mais il n'est pas dit justement que le stade actuel de l'Afrique débouche sur le capitalisme. L'expérience actuelle du camp socialiste démontre que les structures communautaires sont aptes à accéder au monde technique. Donc le capitalisme n'est pas une nécessité à notre niveau. Cependant pour la construction socialiste dans les circonstances historiques actuelles, il est indispensable que le parti unique couvrant toute la population se constitue une armature de cadres idéologiquement mûrs, politiquement aguerris, pour pouvoir maintenir la ligne en dépit des difficultés d'ordre technique ou économique qui sont inhérentes à toute politique de croissance.

C'est un peu là que se situe le pari de l'Afrique : construction socialiste avec un parti couvrant toute la population. Dans le camp socialiste, le parti communiste est l'élément dirigeant, organisateur, créateur, qui entraîne les autres couches moins intéressées que lui, beaucoup plus fragiles également. L'avenir permettra de savoir si ce pari-là sera gagné par les États africains qui ont fait le choix de la construction socialiste. Parti unique de masse, ou alors parti dirigeant au sein d'un front national. Car jusqu'ici, dans l'expérience vécue, le front national a eu sa mission terminée au stade de l'indépendance, à celui de la révolution démocratique ou alors il a tourné à la bourgeoisie. Mais jusqu'ici les constructions réalisées par les partis

uniques africains qui répondent valablement à ce nom sont certainement les plus grandes réalisations démocratiques que l'Afrique Noire ait connues. C'est au sein du parti que le dirigeant gouvernemental confronte son opinion avec celle de l'homme de la rue. c'est au sein du parti que se crée cette fraternité de combat qui, au niveau des organismes de l'État, existe difficilement en raison des froides hiérarchies sur lesquelles il repose.

Le parti est l'organisme de conception, c'est lui qui décide de la ligne à suivre, c'est lui qui cherche le cadre des solutions ; l'État alors est chargé d'exécuter ce que l'ensemble de la population a décidé au sein de l'organisation politique. L'État ici est un instrument dans les mains du peuple, dirigé par chacun et par tous. Il faut que cela soit bien établi, que les frontières soient délimitées entre l'État et le Parti, dans leurs tâches respectives. Le dirigeant politique n'a rien à voir avec les problèmes de gestion qui reviennent aux responsables administratifs et techniques. Il a le rôle de contrôle a posteriori. Les mesures impopulaires mais nécessaires à la marche du pays sont d'abord préparées au niveau du secteur politique, expliquées aux populations avant de faire l'objet d'arrêts de l'État. Ainsi il existe pratiquement deux équipes : l'une constituée par le peuple éclairé, organisé, initié, et l'autre constituée par les techniciens, les administratifs chargés de traduire dans le concret les profondes aspirations des populations. Le Parti crée à l'État les meilleures conditions de travail, lui accorde son soutien dans l'exécution de ses tâches, mais le contrôle également et l'oriente continuellement dans le sens des vœux du peuple.

Quelques déviations du parti unique

Le Parti Unique, s'il doit demeurer ce nécessaire instrument d'unification, de cohésion et de stabilité, doit se garder de nombreuses déviations dont les exemples nous sont donnés par l'histoire de certains pays. Cette expérience doit lui permettre de ne pas devenir un échafaudage vermoulu que le moindre ébranlement fera tomber en poussière ou au contraire un instrument de terreur aux mains d'une minorité opprimant la majorité de la population.

Organisation essentiellement démocratique, il faut qu'en son sein les discussions libres, honnêtes, loyales puissent se dérouler régulièrement sans entrave. Les dirigeants doivent donc accepter les opinions des autres, et si certaines leur paraissent erronées, ne jamais se contenter de les repousser par des arguments d'autorité. En effet, ces arguments ne convainquent pas ceux qui se trompent. Si, par application du principe du centralisme démocratique, ces derniers doivent cependant agir dans le sens imposé par le responsable, ils le feront sans conviction, la plus juste des décisions risquera d'être vidée de toute substance et perdra toute valeur pratique et éducative.

Il est donc important que le dirigeant ne contracte pas le complexe du chef. Cette attitude aboutit souvent à empêcher la promotion des jeunes cadres. Les vieux militants considèrent trop facilement que le seul critère valable est la participation à la lutte pour l'Indépendance, ce qui revient à pénaliser la jeune génération pour la seule raison qu'elle est née trop tard. Or le Parti doit être ouvert à tous les niveaux. Il ne faut pas que les jeunes techniciens qui travaillent à la construction nationale avec conscience, mais sans éclat, voient se dresser une barrière qui les empêche d'accéder aux postes de responsabilité politique.

S'il est indispensable que toutes les opinions puissent s'exprimer au sein des organisations politiques, il faut faire montre de la plus grande rigueur à l'encontre de ceux qui combattraient les décisions adoptées démocratiquement, ou qui les saboteraient sournoisement. Le Parti Unique, dans l'Afrique Noire d'aujourd'hui, ne peut pas être un club de discussions, une réunion d'intérêts contradictoires, mais un moyen efficace de construction, orienté vers l'action constante, coordonnant toutes les énergies pour un but unique. Permettre les louvoiements, les freinages systématiques, sous prétexte de ne pas brimer une partie de l'opinion, c'est se condamner à l'inefficacité et, à plus ou moins long terme, au noyautage par ces éléments qui, eux, n'ont aucun respect pour l'opinion des autres, même si ces autres représentent la majorité.

Le Parti Unique doit éviter un autre écueil : se couper des masses, devenir un cercle urbain sans liaison avec l'arrière-pays rural. Le dirigeant doit vivre le plus près possible des masses. Il ne faut pas que la réalité de leur vie misérable devienne pour lui un ensemble de chiffres, de pourcentages sans humanité. Ce responsable politique doit conserver des contacts personnels avec toutes les couches de la population ; il doit être capable d'entendre les doléances, de trouver une solution aux problèmes posés, même si cette solution ne peut intervenir qu'à long terme. Comment galvaniser l'énergie des masses, si les responsables politiques ne sont que des silhouettes entrevues au cours d'un voyage éclair ou d'une manifestation plus ou moins spontanée ? Comment demander aux paysans l'effort indispensable au premier stade du développement économique de nos pays, si toutes les directives viennent du haut, si le Parti ne tient aucun compte de leurs suggestions, de leurs désirs ? Le Parti ne doit pas devenir une bureaucratie fermée, réservée aux *happy few*.

Propres voies

Plusieurs dirigeants africains affirment construire le socialisme dans leurs pays. D'un État à l'autre, cependant, les choses changent notablement. Bien sûr, on invoque la spécificité nationale, le contexte local, etc... si bien que la confusion ne peut pas ne pas apparaître aux yeux de l'observateur « socialiste » qui, lui, a une idée claire de l'idéologie dont on se réclame et de ses exigences. Certes le contexte peut varier, présenter des nuances et même des différences dues, d'une part, à l'héritage précolonial, et d'autre part, au style adopté ça et là par le régime colonial. Néanmoins le socialisme répond à un contenu précis et la ligne que suit un gouvernement, les mesures qu'il prend dans les divers secteurs de la vie nationale ne peuvent pas ne pas donner des indications sur son orientation réelle et sur les objectifs socio-économiques qu'il se propose d'atteindre. Les actes de gouvernement ont chacun un sens que l'observateur sait situer, et qui renseigne suffisamment sur les visées essentielles et lointaines de ce gouvernement. Quelles que soient certaines concessions qu'on peut être amené à faire, face à des situations données, face à des événements imprévus, la ligne générale se dégage toujours de l'ensemble des faits et gestes de l'Etat. En matière de construction socialiste les méthodes peuvent changer, le rythme de la marche peut ne pas être le même en raison de la loi du contexte, mais l'essentiel ici est en tous points égal à l'essentiel là, pour la bonne raison que les buts sont strictement les mêmes. Ils sont connus ; il n'est pas possible de biaiser en ce domaine.

Les cadres africains ont hérité de structures et de pratiques qui s'inscrivent dans le contexte de la féodalité. Nous estimons que le premier pas d'un gouvernement mû par la volonté de la construction socialiste, c'est d'abord de déblayer le terrain, de créer des structures, un climat démocratiques. Ce sont là les conditions qui préparent l'édification du régime socialiste. Il ne s'agit nullement de replâtrage et toute velléité de

réformisme tendant à créer à côté du vieux système de type féodal ou colonial un secteur dit socialiste et de les laisser en concurrence, est ou illusoire et stupide quand on est sincère, ou une pure mystification.

C'est dire que le socialisme exige d'abord la liquidation des structures féodales et coloniales, l'instauration au moins dès l'aube, de toutes les libertés et de toutes les conditions que la démocratie bourgeoise s'est promis de réaliser à l'homme au moment où elle naissait, d'une part, et d'autre part la liquidation du système d'exploitation que le régime colonial avait édifié dans le pays. Les chefferies de canton, par exemple, ont été souvent imposées à nos populations parce qu'elles secondaient le colonisateur dans ses préoccupations d'encadrement et de contention. Les chefs constituaient le dernier maillon du régime administratif colonial ; ils ont beaucoup aidé leurs maîtres à maintenir les populations sous le couvert de la traditionnalité en dehors des problèmes du siècle, obstruant les consciences en les tournant éternellement beaucoup plus vers le passé que vers le présent ou l'avenir. Sous tous les angles, ils ont cultivé l'obscurantisme, donné au régime colonial l'appui du passé et de toutes les forces de la tradition. Il faut donc les liquider pour que la liberté pénètre la brousse, pour que les consciences libérées du casque de l'obscurantisme puissent s'ouvrir aux véritables exigences de la condition humaine.

Le paternalisme, qu'il soit étranger ou autochtone, châtre l'homme de son pouvoir de créateur et le conduit à transférer ses responsabilités au protecteur qui devient alors stérilisant. La suppression de la chefferie conduit l'individu à percevoir ses responsabilités. A ses yeux l'horizon s'élargit, ses chances sont portées à l'infini. Il a goût à la création, il est disposé à se surpasser, car désormais sa promotion dépend de lui-même, de ce qu'il saura devenir. La naissance n'est plus un piédestal ou une échelle pour les uns, une limite et un poids pour les autres ; l'égalité des chances sur quoi reposait la communauté ancienne et qui est un des fondements du régime socialiste se réalise alors.

Il n'est pas besoin de souligner que là où les problèmes agraires sont liés à ces structures, ils doivent être immédiatement résolus, car ils concrétisaient sur le plan économique cette inégalité de départ qui donne naissance à la notion de chefferie. Les moyens de production répartis également fondent la base matérielle de l'égalité des chances. Avec la chefferie doivent mourir toutes les formes de l'exploitation de l'homme par

l'homme liées à la dépendance personnelle, par exemple les structures patriarcales au niveau des familles qui ont maintenant dégénéré en un véritable système d'exploitation des jeunes par les vieux, la soumission scandaleuse des femmes au despotisme de l'homme, du père sur la fille, du mari sur l'épouse. L'assainissement des rapports familiaux dans le sens de la protection de l'enfant, de la jeunesse et de la femme ne doit être sacrifié à aucune autre considération, car plusieurs maux sociaux dont souffrent nos États, exode des jeunes, rapt de femmes, prostitution, etc... trouvent leurs sources ici.

L'indépendance politique a été la libération des peuples de la domination étrangère. Elle est censée avoir été le fait de tout le monde. La démocratisation de certaines de nos structures sclérosées déclenchera l'affranchissement de l'individu, ce qui portera au niveau de chacun le bénéfice de l'œuvre collectivement acquise. L'affranchissement n'est pas seulement structurel, il est aussi moral, spirituel. Il a pour but de créer le citoyen libre, libéré non seulement de l'action injuste d'autres citoyens, mais aussi des croyances désuètes. Nous avons déjà dit ce que nous pensons des interdits irrationnels, des peurs transmises de génération en génération. Tout cela s'insère dans un contexte dépassé et tout cela doit nécessairement mourir pour que naisse l'esprit positif qui doit être celui de l'homme de notre siècle. Libérer l'individu et le munir de toutes les chances, cela constitue l'étape indispensable vers cette nouvelle forme de société au sein de laquelle chacun doit se sentir librement solidaire et dans l'égalité de son voisin ; librement lié à tous ceux qui l'entourent. La communauté nouvelle qui naîtra ne limitera pas l'individu ; au contraire, elle créera autour de chacun les meilleures conditions d'un épanouissement total, et cette fois-ci avec l'aide et l'assistance de tous. Toutes les contradictions qui existent au sein de la société africaine précoloniale doivent être résolues si le désir de la construction socialiste est réel chez les dirigeants et chez les cadres. Les fausses dépendances, les inégalités absurdes dans notre temps n'ont plus leur place aujourd'hui et ceci nous amène à souligner un phénomène particulier qui existe dans certains États.

C'est celui de la hiérarchie des métiers. Les artisans, artistes, forgerons, cordonniers, musiciens, bijoutiers, etc... sont groupés au niveau de certains pays en castes endogames. Il s'agit bien sûr de la survivance d'une division

du travail qui a été dénaturée avec l'esprit féodal. Ces métiers sont au bas de l'échelle et ceux qui les exercent sont diminués par rapport aux autres. Une telle attitude, est-il besoin de le dire, jette le discrédit sur l'homme africain s'il ne le rend pas ridicule aux yeux de ceux face auxquels il sait brandir les grands principes d'égalité, d'universalité. De plus, il faut signaler qu'il y a là un frein évident, un obstacle à l'épanouissement de cet art africain dont il sait par ailleurs être si fier.

La démocratisation au niveau de la campagne est un préalable indispensable pour l'édification correcte des structures nouvelles. Quelles sont ces structures ? La paysannerie africaine connaît en général un retard considérable sur les méthodes et les techniques nouvelles. Elle a été en plus longuement exploitée par des intermédiaires africains ou asiatiques coiffés par les grandes compagnies coloniales. Il faut donc que le travail, le peu qui est fait, puisse servir les intérêts de nos ruraux. Autrement dit il faut les libérer de tous les éléments exploités qui ont, durant le régime colonial, vécu de leur sueur. Et pour créer un terrain propice à la nouvelle vie que l'on prépare, la paysannerie doit être éduquée, organisée sur les bases de la coopération. Et là justement, la spécificité africaine doit entrer en jeu.

La communauté qui de tout temps a existé, malgré les éléments nocifs que le régime colonial a pu y introduire, doit être remise sur pied, et au niveau du village, la coopérative intéressera ceux qui vivent ensemble, travaillent ensemble, sont liés par de puissants et très anciens liens. Le village sera donc la cellule de production et de commercialisation ; en plus la mutualité africaine qui constitue un des meilleurs héritages que le passé nous ait légués doit être codifiée. La coopérative villageoise sera donc conçue pour que les paysans puissent vendre ensemble leurs produits, acheter ensemble les produits dont ils ont besoin, s'entr'aider dans tous les domaines. En cas de sinistre, les infirmes, les vieillards seront à la charge de la communauté, comme cela l'a été de tout temps.

L'organisation coopérative permet également de diffuser assez rapidement les techniques et les méthodes de notre temps. Le jeune technicien chargé de ce secteur n'aura plus à s'adresser à des individus isolés mais à des groupes organisés et orientés vers les mêmes problèmes.

La solidarité entre les habitants du village appelle une autre solidarité, celle qui doit nécessairement lier les différents villages voisins, et partant de là, la pyramide nationale se reconstruit jusqu'au sommet : coopération au sein d'un village, coopération entre plusieurs villages et coopération entre des unités administratives beaucoup plus larges, etc... tout est conçu pour que ceux qui travaillent bénéficient du fruit de leur labeur. Toutes sortes d'intermédiaires doivent être irrémédiablement éliminés. Et c'est dans la mesure où le paysan sent le bénéfice matériel de son travail qu'il peut trouver le stimulant nécessaire à l'élan de la production.

La restructuration des campagnes est un problème capital car elle conditionne le progrès dans l'agriculture, et aujourd'hui pour les États africains le développement commence par la modernisation de l'agriculture. C'est elle qui fournit de nos jours à nos pays environ 90 % de leurs revenus et elle occupe 95 % de nos populations. Elle mérite donc la priorité dans nos préoccupations. Bien sûr certains s'imaginent que qui dit développement socialiste dit tout de suite industrie lourde, et des éléments africains dogmatiques et stupides ont embouché cette trompette. C'est vivre dans les abstractions et ignorer toutes les réalités de notre vie que d'imaginer une telle démarche. L'industrie lourde implique au moins des cadres, des ressources connues, ressources minérales, énergétiques ; elle implique un certain degré d'accumulation, une infrastructure, etc... Rien de tout cela n'existe à nos niveaux et nos marchés sont des marchés beaucoup trop étroits, ce qui, aujourd'hui, dans le morcellement actuel de l'Afrique, crée des conditions très peu favorables à une industrie même moyenne, à plus forte raison lourde. Du reste la doctrine de l'industrie lourde prioritaire qui se justifiait à la naissance des premiers états socialistes, dans le contexte de l'environnement capitaliste, n'est plus aujourd'hui aussi impérieuse en raison même de l'existence de ce camp socialiste à côté du front capitaliste.

La remise en ordre des économies nécessite qu'on se penche sérieusement sur l'agriculture, non seulement pour essayer d'en moderniser le travail, mais aussi pour lui donner la physionomie d'une agriculture nationale, car jusqu'ici elles ont été orientées selon les directives des traitants coloniaux. Les pays se sont engouffrés dans l'impasse de la monoculture et le développement dans ces conditions a été centré sur les besoins de l'extérieur. Pendant ce temps le déséquilibre alimentaire sévit

dans les campagnes, les ressources vivrières manquent, la sous-alimentation et la famine ne sont pas rares chez les ruraux.

L'organisation coopérative, quand elle atteint son efficacité, permet ces corrections, et ici le rôle du secteur politique est très important. Les liens qui existent entre l'élu et l'homme de la campagne sont justement mis au service du développement ; ceux-là qui avant l'indépendance ont parcouru les campagnes pour promettre, ceux-là qui se sont affirmés guides des paysans, sont l'appui et le guide du technicien. On sait que les problèmes de la modernisation de l'agriculture sont surtout des problèmes de psychologie. « Il faut que le paysan accepte ». Leur solution existe d'abord dans les mesures qui tendent à créer l'homme nouveau : libérer le paysan de tous ceux qui le brimaient, de tous ceux qui l'exploitaient, ensuite l'organiser afin que les fruits de son travail soient à lui ; ainsi on l'incitera à perfectionner son travail, à adopter des techniques nouvelles afin qu'il produise davantage, qu'il produise mieux.

Sur le plan politique l'indépendance n'a aucun sens pour un homme qui reste encore sous la botte du chef traditionnel qui l'a toujours humilié, face au petit intermédiaire qui l'a toujours exploité et dans l'isolement qui a toujours été sa vie. On parlera encore ici de collectivisation des terres, à l'instar de certains pays. Nous ne repoussons pas du tout cette idée, mais nous estimons qu'en l'état actuel l'organisation coopérative sur les bases que nous avons indiquées, à savoir vente en commun des produits des récoltes, achats groupés des biens d'équipement et de consommation, assistance mutuelle, réalisation en commun des travaux d'intérêt collectif, constitue déjà une base très importante vers les formules plus complètes de la socialisation. La réalisation du champ commun du village, comme cela existe en Guinée, au Mali, *constitue* une expérience intéressante qui permet à la fois d'expérimenter aux yeux des paysans des méthodes nouvelles de travail et également de créer au niveau de la coopérative du village un fonds de départ. Et l'éducation aidant, ce noyau de champ collectif pourrait peut-être demain se développer au détriment des champs individuels. Car la collectivisation dans nos pays, pour ceux qui voudraient la réaliser, sera beaucoup plus délicate qu'ailleurs. Pourquoi ?

Si nous prenons la classification chinoise de la paysannerie, on rencontre trois catégories de paysans principalement : le propriétaire foncier, le

paysan riche, le paysan pauvre. Le propriétaire foncier possède la terre, ne la travaille pas ; elle est louée ou alors travaillée par les salariés, toujours à son profit. Le paysan riche possède la terre et la travaille, il peut avoir des salariés. Le paysan pauvre a très peu de terre ou n'en a pas du tout. En Afrique Noire d'expression française par exemple en général, les paysans peuvent être assimilés à des paysans riches, à part quelques îlots où la colonisation a eu un caractère agraire, quelques régions où a dominé l'économie de plantation et enfin des zones d'inondation où la terre arable était rare. A 90 % et plus, les paysans sont propriétaires de leurs terres et peuvent le plus souvent en posséder d'autres au fur et à mesure que la famille s'élargit. Même si la terre ici est propriété collective et que la famille en ait seulement le droit d'usage, l'on peut, adoptant la possession de la terre comme critère, assimiler ces paysans à des paysans riches parce que le problème agraire n'a jamais été un problème dominant et que la pauvreté de la paysannerie est due au caractère de l'économie dans laquelle elle vit (autoconsommation), à la qualité des méthodes de travail fournies, et à l'exploitation coloniale qui, comme nous l'avons dit au départ, se situait ici au niveau du secteur tertiaire : le commerce de traite.

Dans la collectivisation, en général, le choc psychologique est d'abord créé par la réforme agraire, et cela n'a pas eu lieu. Deuxièmement, dans la marche vers la collectivisation, les éléments dynamiques ont été les paysans pauvres qui possédaient très peu de terre ou qui n'en avaient pas. Ici ils sont inexistantes : tous les paysans au départ sont propriétaires de terre, et le manque de terre n'est pas un problème eu égard au sous-peuplement qui caractérise la plupart de nos pays. La collectivisation nécessitera donc ici une longue éducation et les paysans propriétaires auront à son égard la même attitude qu'ont eue les paysans propriétaires de certains pays. Le stimulant peut être la mécanisation, mais les avantages et les inconvénients de la grosse mécanisation en Afrique Noire sont encore à l'étude. Il faut de toutes les façons que l'État fasse d'abord la démonstration de la rentabilité d'une agriculture mécanisée. Plusieurs facteurs entrent en jeu sans parler du sol, de sa nature, le simple coût des carburants qui reviennent ici deux fois plus cher que dans les pays développés. Cependant la mécanisation au niveau de l'État pourrait résoudre le problème que crée le manque de bras, face à l'immensité des terres en friche, abandonnées.

Le problème de l'agriculture appelle tout de suite celui de l'industrialisation. Ici aussi l'équivoque doit être levée. Les jeunes États indépendants ont un réel engouement pour l'industrie que l'on considère comme une panacée universelle. Dans un pays sous-développé qui s'oriente vers la construction du socialisme, l'industrie doit s'insérer dans un programme général de développement, conçu et pensé comme tel. L'industrie pour l'industrie qui paraît être aujourd'hui la conception de certains dirigeants africains relève plutôt d'un complexe. On voit en effet certains États s'ouvrir aux groupes privés qui bénéficient de tous les avantages imaginables, transfert total des profits, matières premières obtenues à des prix quasi-dérisoires, exonérations de tous impôts. On se demande dans ce cas si l'industrie ne serait pas plutôt un moyen nouveau de drainage de l'épargne nationale. L'industrialisation ordonnée et rationnelle doit, à notre avis, commencer par la valorisation des produits de l'agriculture ; elle doit être liée à l'agriculture nationale, car la transformation des produits agricoles constituera également un stimulant pour le secteur primaire agricole. L'industrie ne doit être ni un corps étranger, ni une nouvelle voie d'exploitation de la nation par les éléments étrangers.

Dans certains de nos États, on voit naître des installations industrielles qui ont très peu de rapports avec un développement réel du pays : installation de grands moulins dans des pays qui ne produisent pas un centigramme de blé, chaînes de montage axées sur des véhicules de tourisme... Ces réalisations pourraient se justifier dans la mesure où elles sont entre les mains de l'État, où les profits qu'elles réalisent entrent dans le circuit de l'accumulation nationale. Mais dans les États où elles existent, les propriétaires étrangers bénéficient de tous les avantages fiscaux et de transfert que nous avons vus plus haut. Quel est dans ces conditions le rôle d'une telle industrie ? C'est d'élargir le marché à leur profit pour une ponction encore plus importante de l'épargne nationale. Ici par les cheminées s'envolent les espoirs de développement réel. L'industrie doit être un facteur de développement, non une installation de prestige, et ne sont-elles pas illusoire, ces gigantesques installations basées uniquement sur le stade primaire, extraction et exportation de cailloux ?

La petite industrie, qu'elle soit axée sur les produits agricoles ou créée dans le but de produire sur place les biens de consommation importés, est

efficace, dans la mesure où, encore une fois, elle est sous le contrôle de l'Etat, où elle joue premièrement le rôle de stimulant pour l'agriculture, deuxièmement de libératrice de l'économie nationale à l'égard de l'extérieur. C'est pendant que la petite industrie voit le jour que l'on doit se placer dans une perspective plus grande d'industrialisation plus importante. Il faut en préparer les conditions : recherches énergétiques, recherches minières, formation des cadres, etc.

Quant à la socialisation de l'industrie, cette question, en ce qui concerne l'Afrique Noire, doit être examinée sous un jour nouveau. En effet, on sait que l'Afrique Noire colonisée n'a pas, d'une manière générale, connu l'industrie, mises à part quelques installations élémentaires dont ont pu bénéficier quelques villes côtières. Nous avons donc en ce domaine comme en beaucoup d'autres tout à créer. Il ne s'agira pas pour nous de nationaliser, le secteur industriel doit naître sous l'impulsion de l'État. Disons tout de suite que quel que soit notre attachement à l'économie socialiste, notre volonté de la créer, nous sommes tenus de composer avec des réalités qui, on le sait, ne sont pas très favorables à la mise sur pied dans l'immédiat d'un secteur industriel exclusivement étatique. En effet, la pénurie de cadres et de capitaux dont souffrent cruellement nos pays constitue des freins que nous ne saurions ignorer sous peine de nous stériliser ou d'aller à de fâcheuses déconvenues. Le problème doit être vu avec d'autant plus de discernement que c'est ici que doit porter désormais l'action du secteur privé étranger, dans la mesure où il est décidé à abandonner son attitude mercantile, parasitaire de la belle époque. Sachant les objectifs que nous assignons à l'industrie quant à son rôle dans le développement de nos pays, nous devons sans complexe convier les groupes privés au dialogue afin de dégager avec eux une formule de coopération qui, garantissant les intérêts des uns et des autres, réalisera l'accord commun. D'ores et déjà nous avons des bases de discussion et certaines conditions doivent nécessairement être acceptées par les investisseurs étrangers pour cette coopération future. C'est d'abord l'insertion de l'entreprise dans les préoccupations générales admises par nos plans nationaux. Ainsi nous arriverons à soumettre véritablement les investissements à la loi de nos besoins. C'est aussi le réinvestissement obligatoire d'une certaine proportion des profits réalisés aussi bien pour le

développement de l'entreprise, pour la mise en valeur d'autres ressources du pays, que pour l'amélioration constante des conditions de vie des travailleurs.

Enfin il est indispensable que l'industrie devienne une école de formation pour les cadres autochtones afin que très rapidement l'importation de cadres étrangers soit réduite au minimum.

Dans ces rapports avec les groupes privés l'État peut et doit, de par sa participation financière, être copropriétaire des installations industrielles en se ménageant la perspective d'être maître de toute l'opération. La durée de la copropriété doit être déterminée d'un commun accord.

Cependant l'État doit quand même durant cette période de transition participer plus activement et plus directement à l'édification industrielle du pays. Le développement harmonieux, équilibré du pays est un peu conditionné par cela. En effet, l'industrialisation capitaliste n'aura d'autre but que la réalisation du profit capitaliste et bien que l'industrie constitue pour l'État une voie d'accumulation en vue du développement du pays, d'autres impératifs peuvent constituer également des mobiles de son action. L'industrialisation sera souvent décidée en vue de stimuler une région déshéritée : ou elle aura pour objectif la libération du pays d'une sujétion économique étrangère. Ainsi la notion de rentabilité nationale prend le pas sur celle de rentabilité mercantile. Et l'État doit se réserver *exclusivement* toutes les réalisations qui jouent un rôle important dans la vie nationale et internationale, par exemple l'énergie.

La propriété industrielle revêtira donc trois formes : la propriété de l'État, la propriété mixte entre l'État et les particuliers, la propriété privée.

Mais la volonté de progrès rapide ne doit pas conduire à l'abandon de l'artisanat local. On risquerait d'aboutir à des problèmes sociaux inextricables ; il faut donc parallèlement à l'industrie moderne que l'artisanat puisse trouver un essor nouveau. L'organisation des artisans en groupements de production, la modernisation des outils de travail, la rationalisation du marché doivent nécessairement figurer au programme d'un développement correct.

Nous voudrions souligner qu'il serait dangereux dans le contexte africain de vouloir, en des attitudes dogmatiques, chercher à éliminer systématiquement le secteur privé, dans la mesure où par des concessions mutuelles chacun peut trouver son profit dans une coopération provisoire élaborée sur des bases loyales et honnêtes. Les réalités historiques africaines imposent cette coopération. Ce serait vivre dans les abstractions que de vouloir imiter certains pays dont les conditions étaient considérablement différentes des nôtres.

Mais tout ce qui sera réalisé dans le domaine de l'agriculture et de l'industrie n'obtiendra pas l'effet escompté si, au niveau du commerce, des mesures radicales ne sont prises. En effet, la caractéristique du régime colonial, c'était la domination de la sphère de circulation sur les autres secteurs. C'est ici que les capitaux réalisent les plus gros bénéfices en peu de temps. C'est également ici que les risques sont minimes. Les compagnies coloniales installaient leur tête de pont au niveau de la capitale ou même souvent dans un autre pays, et s'appuyaient sur un réseau d'intermédiaires dont les ramifications atteignaient les plus petites localités. Le but de l'organisation coopérative étant l'élimination des intermédiaires parasites, rien ne sera obtenu si au niveau des campagnes les coopératives devaient stériliser les petits intermédiaires autochtones ou asiatiques qui ont fleuri sous le régime colonial et demeurer elles-mêmes sous la coupe des compagnies capitalistes. Le Gouvernement pour la santé de son économie doit étatiser le commerce extérieur. Un des premiers avantages qui découlera de cette opération sera que les échanges s'inséreront dans les préoccupations générales de développement : la priorité en matière d'importation donnée aux biens d'équipement et au niveau des biens de consommation, plusieurs articles de luxe seront éliminés. On peut réaliser dans une certaine mesure les conditions favorables à l'épargne nationale, le commerce devant jouer désormais son rôle de voie d'accumulation interne. Les bénéfices réalisés, tant sur l'exportation des produits nationaux que sur la vente des biens importés, n'iront plus alimenter les caisses déjà si puissantes des compagnies étrangères, mais entreront dans le circuit du développement du pays.

Le degré de nationalisation du commerce extérieur doit être, cela va sans dire, lié aux différentes possibilités de l'État. D'abord il faut des cadres compétents pour prendre en mains les organismes créés et pour les gérer

avec efficacité, dans l'intérêt commun. Il faut ensuite que les structures existent pour que l'opération puisse répondre aux espoirs mis en elle. On n'est pas obligé d'emblée d'atteindre le plafond. Le rythme de la nationalisation peut être différent selon tel ou tel pays, en raison même de certaines conditions que nous avons signalées. S'il est un secteur qui mérite toute l'attention des dirigeants, c'est bien celui-ci. Hier point essentiel de l'hémorragie coloniale, il doit être aujourd'hui au service de la nation, et les compagnies coloniales et groupes privés étrangers qui désirent coopérer avec l'Afrique doivent s'orienter vers des secteurs productifs et abandonner irrémédiablement la forme mercantile de l'exploitation coloniale. Pour les éléments qui malgré tout y persisteraient, les transferts de capitaux doivent être limités au minimum. Il est vraiment inconcevable qu'on continue de nos jours à vider l'Afrique de son sang au profit de pays qui vivent déjà dans l'embarras de leur surplus.

D'autre part, la liberté totale de transfert des bénéfices, la liberté de sortie des capitaux placeraient les États africains devant un phénomène analogue à l'image du tonneau des Danaïdes. L'étatisation du commerce extérieur n'implique pas forcément l'étatisation immédiate de la distribution intérieure ; dans une première étape une partie de celle-ci peut être laissée au secteur privé national et étranger. Mais l'approvisionnement des coopératives villageoises, l'achat de leurs produits, doivent relever strictement de l'État.

L'étatisation intégrale et immédiate de la distribution n'est en effet pas à tenter en raison des structures sociales que le régime colonial a laissées. On sait que l'économie coloniale, de par la traite qui la fondait, a donné naissance à une catégorie de la population qui lui était accrochée. C'est cette armée d'intermédiaires qui constitue la plus grande partie de la population de nos villes. Son rôle consistait soit à prendre les produits manufacturés à des factoreries coloniales européennes ou asiatiques, et à les acheminer ensuite jusque dans les plus petites localités de la campagne, soit simplement à les exhiber sur ces petites tables qui se rencontraient sur toutes les places et tous les grands carrefours des quartiers africains, soit à « ramasser » pour ces mêmes organismes les produits du pays. Ces hommes sont venus de la terre, mais le goût du trafic, la spéculation leur ont fait perdre souvent jusqu'au sens du travail régulier, assidu et correct. Pour plusieurs d'entre eux, il n'existait presque pas de frontière entre le

commerce et la fraude. Toutefois des éléments honnêtes se rencontrent dans cette foule et certains sont parvenus à quitter cette activité d'aventure, pour s'adonner à ce qui était considéré, tout au moins dans l'Afrique Noire d'expression française, comme le stade le plus élevé des activités commerciales africaines : le transport routier.

Au moment de la naissance des partis anticolonialistes, certains de ces petits commerçants ont été les propagateurs des idées, des mots d'ordre du Parti qu'ils véhiculaient à l'intérieur de la campagne, en même temps que leurs marchandises. Pour ce faire, le régime colonial en a frappé plusieurs dans leurs biens, dans leurs personnes.

Il serait loyal et judicieux d'avoir à l'égard de ces militants une politique d'intégration qui, sans sacrifier d'un pouce les objectifs économiques et sociaux de la révolution, pourrait insérer les éléments les plus valables dans le courant de la vie nationale.

Mais il faut ici sérier les choses, car il n'est pas question d'utiliser toute la population flottante dans le circuit commercial d'État, d'autant plus que sous le régime colonial on passait très rapidement du chômage au métier de traitant, avec deux paquets de sucre ou une boîte de chewing-gum. Ceux de ces éléments qui ont acquis une certaine expérience dans le commerce peuvent être groupés en maillons de distribution au service du commerce d'État. Il faut limiter leurs marges et extirper de leur esprit toute velléité de fraude et de spéculation. Les autres éléments inadaptés, aspirés par la vie urbaine, doivent, malgré les difficiles problèmes que cela pose, retourner à la terre même si cette réorientation nécessite une politique de fermeté à leur égard.

L'étatisation du commerce doit s'accompagner de celle des transports. C'est à cette seule condition que l'État pourra réellement appliquer une politique de contrôle des prix convenable.

Mais la société nouvelle à laquelle nous aspirons ne sera pas une simple question de structuration économique. Il s'agit d'un ensemble dont la visée est l'émergence d'un homme nouveau ; c'est en définitive lui qui est le but suprême de l'action. Tous les moyens dont nous disposons doivent donc être mobilisés en vue de la réalisation de nos buts. Les agents économiques joueront un rôle très important dans notre démarche générale mais ils ont

besoin d'être assistés, épaulés par les agents de tous les secteurs existants. Sous le régime colonial l'administration avait pour but de contenir les populations ; par exemple de les lier à un ordre donné. Toutes les activités productives étaient orientées vers la satisfaction des besoins de la métropole et l'administration conçue en fonction des idées du colonisateur ; le bien-être des populations était secondaire. Ainsi le voulait l'ordre. Dans la mesure où les cadres africains sont animés de la volonté de se débarrasser des scories d'un proche passé retardataire, ils doivent donner à l'administration un contenu et un style nouveau, en conformité avec les nouvelles exigences de vie et de progrès qui nous déterminent désormais. Il s'agit aujourd'hui de conduire les populations vers une vie supérieure. Il est indispensable que les structures et les hommes soient imprégnés de cette idée ; chaque cadre de l'administration doit devenir un éducateur. Le rôle statique d'hier n'est non seulement plus de mise, aujourd'hui il constituera sans nul doute un sérieux frein à notre élan.

Les tâches ici seront difficiles, car nous héritons des structures mentales du régime colonial, et si nous voulons réussir, il faut d'abord qu'au niveau de nos cadres naisse cet esprit nouveau tendu vers le développement, soucieux du bien collectif. Aujourd'hui il ne s'agit pas de maintenir dans un système de domination, mais plutôt de pousser vers un stade de vie meilleure. Il s'agit de conduire aujourd'hui, de diriger, d'organiser et non de recenser, de fichier et de réprimer.

L'Afrique Noire connaît d'une manière générale des conditions historiques qui n'ont été ni celles de l'Europe ni celles de l'Asie. Sa croissance, quelle que soit la voie qu'elle aura choisie sera nécessairement marquée çà et là par cette spécificité. Capitaliste, elle doit s'ouvrir aux nantis d'autres pays qui, tôt ou tard, finiront par la soumettre à leur loi, car, faut-il le souligner encore, les classes moyennes qui ailleurs ont été à la base du capitalisme ont fait défaut à notre pays. Socialiste, elle n'empruntera pas toujours les voies devenues classiques depuis la Révolution d'Octobre, voies d'ailleurs qui ne furent plus déjà rigoureusement suivies par la révolution chinoise et les autres mouvements révolutionnaires d'Asie.

Cependant les mouvements africains ne sont pas reconnus comme authentiquement socialistes par les représentants des pays qui nous ont précédés dans ce régime. Ceux-ci considèrent en effet certaines formes ou certains traits comme des critères inévitables déterminant la qualité socialiste d'un mouvement. Or toute l'Afrique responsable est muette à propos de ces exigences. Parmi les lacunes qui existeraient figure en bonne place le silence sur la « lutte des classes ».

Les Africains n'ont jamais soutenu et ne peuvent soutenir que la lutte des classes n'est pas une réalité historique ; nous avons souligné que certaines conditions spécifiques ont pu faire que ce phénomène n'ait pas à notre niveau le caractère net, dominant ou classique, qu'il a comporté dans les pays développés. D'une part l'Afrique noire, au point de vue social, n'est pas un tout partout identique à lui-même et, à certains égards, le paysan vivant dans l'économie traditionnelle, le jeune militant de l'Union Soudanaise R.D.A. de la République du Mali ou du parti Démocratique de Guinée et le Sultan de Nigeria, les Chefs du Nord Cameroun ou simplement le gros planteur des économies forestières appartiennent à des mondes différents. D'autre part le sultan et le gros planteur ne sont ni des constantes, ni des dominantes de nos sociétés, mais plutôt des épiphénomènes nés des influences étrangères et ayant un caractère isolé, sporadique, contingent, et éminemment fragile. Ils ne sauraient en aucune façon être assimilés aux Seigneurs féodaux et aux gros propriétaires terriens des sociétés méditerranéennes.

Certes il existe en Afrique Noire des paysans, des artisans, des salariés, de petits commerçants ; on peut chercher là matière à classification et on peut considérer les salariés comme formant la classe ouvrière opprimée et exploitée ; mais il ne faudra pas oublier que ces instituteurs, médecins, pharmaciens, vétérinaires, commis, maçons, menuisiers, chauffeurs, mécaniciens, ajusteurs, etc. qui touchent un salaire mensuel ont un revenu annuel qui parfois atteint le décuple et souvent bien plus de celui du paysan lequel n'est pas métayer mais propriétaire du lopin de terre qu'il travaille.

Quant au commerçant en général il serait heureux de troquer sa boutique contre une chaise de bureau.

Autre chose. Pourra-t-on trouver des exemples sérieux de lutte des classes dans le passé du continent ? A la lutte des classes est lié l'État, machine grâce à laquelle une classe en opprime une autre. Nous avons dit ce qu'a été l'État d'une manière générale en Afrique Noire ; nous avons insisté sur le fait qu'il n'a jamais été une réalité historique, une constante dans la vie sociale, mais plutôt une sorte d'accident, qui naissait et mourait sans grand dommage pour la vie des hommes. Cela d'ailleurs a été fort chanté par les théoriciens racistes qui ont exhibé ce trait de la société africaine comme une preuve de l'infériorité congénitale de notre race. Les chefferies familiales, chefferies de sang, se sont érigées en États sous l'influence de forces extérieures. Bien sûr pendant l'éphémère existence de l'État, l'esclavage qui lui avait donné naissance dans les territoires du Sud (l'incitation provoquée par les marchands, les négriers européens) a connu un très grand essor. Il s'agissait moins, est-il besoin de le souligner, de garder des prisonniers de guerre dans le circuit de la production que de s'en servir purement et simplement comme marchandise pour acquérir les brillants produits que l'Occident nous apportait : alcool, colliers de perles, tissus d'ameublement... si bien que c'est au moment où naissait véritablement l'esclavage que l'Afrique traumatisée a fait aussi son entrée dans le mercantilisme.

L'esclavage de type domestique a existé aussi, mais le plus souvent l'esclave a été rapidement intégré dans la communauté familiale ou villageoise, et ses conditions de vie étaient à peu de choses près celles de ses maîtres.

La cristallisation n'a jamais été effective ; on passait très rapidement d'un stade à un autre. C'est par exemple au niveau de l'Empire Mandingue (Mali), le règne de la dynastie fondatrice interrompu pendant sept ans par un esclave ; c'est aussi le cas de Samory qui passe très rapidement de serviteur d'un maître au stade de maître tout puissant..., etc. Des exemples de ce genre abondent dans l'histoire de l'Afrique.

La dominante de la société africaine a été le régime de communauté, qui, malgré les altérations qu'il a pu subir à travers les bouleversements historiques dont fut victime le continent, a su résister quant à l'essentiel. Nous ne nions pas du tout cependant que dans certaines parties de l'Afrique demeurent de nos jours quelques caractéristiques féodales, mais d'une manière générale le sous-peuplement, engendré par l'exportation des

hommes, a évité au continent les problèmes agraires qui, eux, auraient pu constituer la base économique, donc le critère le plus valable, du régime féodal. Avec la colonisation ce fut la stagnation de ces bourgeons féodaux. Le colonisateur mercantile a imposé sa loi à l'ensemble de nos structures et bien qu'il se soit allié les « chefs », ceux-ci, dans la majorité des cas, sont demeurés de petits fonctionnaires ou des reliques, des curiosités ; oui l'économie coloniale a favorisé l'éclosion d'une armée de petits commerçants qui dépendaient de la traite des produits. Mais que faisaient en fait ces éléments ?

Leur rôle consistait à prendre auprès des intermédiaires allogènes, originaires d'Orient pour la plupart, les produits manufacturés que les factoreries cédaient à ces derniers au prix de gros. L'Africain était ravalé au dernier échelon de la distribution ; il transportait à même sa tête, à bicyclette ou rarement dans des véhicules qu'il empruntait, le sucre, le sel, les tissus qu'il introduisait alors dans les petits cercles de la brousse ; et si certains de ces éléments étaient secondés dans leur tâche par d'autres hommes, c'étaient plutôt les membres de leur famille. Comme dans l'Administration, l'armée, etc... tout était conçu ici également pour que l'Africain demeure l'éternel subalterne. Les moyens de travail lui étaient refusés, par exemple le crédit bancaire, tout au moins dans les colonies françaises, et si par miracle et malgré tout il menaçait d'émerger, l'Administration par la méthode forte le ramenait rapidement au zéro de départ, le stade de son destin.

Nous savons que la colonisation n'est pas favorable à l'industrialisation. La colonie est la pourvoyeuse des industries métropolitaines en matières premières et constitue un large débouché pour les produits finis ; et même les maîtres qui se hasardaient à briser ce cercle étaient fortement combattus et finalement ruinés par les mystérieuses puissances de la métropole.

En somme la féodalité africaine n'a été qu'une pseudo-féodalité, une légion de « chefs » sans aucune base économique ; sous le régime colonial l'Africain a été ravalé au stade de petit intermédiaire qui n'avait ni les moyens ni l'ambition de contrer la volonté supérieure des éminents brasseurs d'affaires étrangers. D'où viendrait donc cette classe

révolutionnaire, opprimée, ce prolétariat dont le destin est l'édification socialiste ? En examinant le problème sous l'angle national, Staline, dans son livre *Le Marxisme et la question nationale et coloniale*, souligne les deux aspects principaux du nationalisme : « Un aspect féodal, conflit entre la féodalité du pays dominé et la féodalité du pays dominant, et un aspect bourgeois, conflit de classe entre les deux bourgeoisies ». Ces formes de nationalisme s'expliquent par le conflit d'intérêt ; le processus est le suivant : la féodalité ou la bourgeoisie de la colonie se trouvent à l'étroit avec la présence d'une féodalité ou d'une bourgeoisie étrangère. Le nationalisme, naît alors autour de la terre ou des marchés. Les classes exploiteuses autochtones entraînent les autres groupes de leur pays, les mobilisent avec des slogans patriotiques et les lancent contre l'occupant, pour être seules à les exploiter dans le cadre de l'indépendance. Le nationalisme naît de l'appétit des classes dominantes, désireuses de pressurer à leur seul profit et sans aucun partage les couches laborieuses de leur pays.

On pourrait reconnaître la réalité de ce tableau dans certains pays d'Afrique ou d'Asie, mais que dire des sociétés non capitalistes et non féodales, à peu près indifférenciées de certains pays d'Afrique Noire ? Le nationalisme dans ces pays, et l'histoire récente l'a démontré, ne s'apparente ni à l'une ni à l'autre des formes citées plus haut. Il ne saurait être ni bourgeois ni féodal. On peut dire qu'il s'agit d'un nationalisme populaire. Les peuples colonisés d'Afrique Noire appauvris, pressurés, peuvent être assimilés à une classe, face au colonisateur dominant, enrichi, exploiteur, « qui, lui, pouvait s'approprier le travail de l'autre ». La lutte se situait ainsi entre deux couches, entre deux classes qui pouvaient certes avoir leurs propres contradictions internes comme cela existe partout... Là n'était pas l'essentiel. Ainsi transposés dans un pays industrialisé, les mouvements de libération nationale seraient assimilables à un mouvement prolétarien, face à une bourgeoisie nationale puissante et entêtée. Mais l'analogie ne s'arrête pas là : les mouvements de libération des pays d'Afrique Noire ont été animés, dirigés, par une couche sociale salariée, représentée par les employés de bureau, les enseignants, les ouvriers et les autres couches de la population, paysans, artisans, petits commerçants, etc... Cette couche de salariés est une création du capitalisme exactement comme le prolétariat européen. Autant le capitaine d'industrie avait besoin

d'hommes pour faire tourner les machines, autant le colonisateur a eu besoin d'instituteurs, de médecins, d'employés des P.T.T., de comptables, pour organiser l'exploitation coloniale, essayer d'initier l'indigène à certaines méthodes de vie qui rentabiliseraient la tentative d'exploitation. C'est cette couche qui, en raison des vues qu'elle a sur l'extérieur, de sa familiarisation avec les techniques, de son insertion dans l'organisation, est ici la mieux placée pour demander des comptes à la catégorie dominante.

Elle est le seul produit spécial du capitalisme à notre niveau, comme le prolétariat est le seul produit spécial du capitalisme dans les pays développés. Le capitalisme, dit-on, en se développant, développe sa classe antagoniste. Ici également au fur et à mesure que le réseau d'exploitation se perfectionne, on a besoin de petits infirmiers pour lutter contre le pian, la maladie du sommeil, on a besoin de mécaniciens pour travailler sur les engins qui font les pistes pour l'évacuation des produits. On a besoin de petites installations postales pour communiquer, etc... Si par ailleurs le prolétariat est encore une fois la classe qui prend rapidement conscience du fait de son exploitation, c'est cette couche de fonctionnaires, petits artisans, petits salariés qui, en premier lieu, prend conscience de l'oppression économique et politique, parce qu'elle y est la plus sensible. Plus haut nous avons insisté sur les altérations psychologiques subies par les cadres coloniaux. Ces altérations, qu'on s'en souvienne, sont le fruit de l'intoxication à laquelle ils ont été soumis de par l'éducation coloniale. Mais ce phénomène non plus n'est pas uniquement africain, car on sait que le prolétariat, à la naissance du capitalisme, était aussi psychologiquement mutilé. En Afrique Noire, le thème a été la race, en Europe l'idée de la prédestination, du destin individuel (il y a les riches, il y a les pauvres, la loi de la nature le veut ainsi), et le prolétariat est resté longtemps sous le coup de cette mystification, jusqu'à ce que ses guides aient pu amorcer la désintoxication en mettant à nu le mécanisme de l'accaparement, de l'exploitation capitaliste. C'est ce geste qui fut le départ d'une conscience révolutionnaire conséquente en Occident. De même à notre niveau, les dirigeants africains qui ont pu, le long de leur recherche, se pénétrer d'une idéologie révolutionnaire, laquelle a disséqué à leurs yeux le mécanisme de l'exploitation coloniale, ont découvert la supercherie des théories racistes qui voulaient que le Noir soit astreint à obéir et à exécuter les ordres, les directives venant des Blancs.

Mais nous devons souligner qu'un point très important différencie cette couche coloniale du prolétariat des pays développés ; si le prolétariat n'a rien à perdre dans l'aventure révolutionnaire, ici au contraire, cette couche dans l'immédiat a tout à perdre. Elle peut facilement, l'histoire lui en donne l'occasion, s'ériger en couche exploiteuse, soumettre les autres catégories de la population, et s'engager dans une sorte de recommencement désuet de l'histoire. C'est l'aventure qui est en cours aujourd'hui dans plusieurs États africains. Quelques années seulement après l'indépendance, le fossé que la colonisation avait creusé entre cette catégorie et le reste de la population s'est approfondi ; la volonté d'accaparement se manifeste de tous côtés chez les cadres. Ainsi cette couche devient une bourgeoisie bureaucratique qui, par des transactions obscures, cherche à se donner une assise économique.

Ailleurs en Afrique les éléments d'avant-garde de cette couche impriment à l'ensemble national un mouvement révolutionnaire, puisent dans une idéologie virile les supports intellectuels de la nouvelle orientation, amorcent la lutte en vue de la suppression des monstrueux avantages coloniaux, vivent soudés aux populations, insèrent leurs préoccupations dans les préoccupations de la nation. Peut-on dire qu'ici ces éléments ne sont pas aptes à construire le socialisme ? Faut-il attendre la naissance d'un prolétariat industriel pour l'édification du socialisme, ou alors tout simplement est-il indispensable que les partis dans ces pays d'avant-garde s'affirment marxistes-léninistes ?

Naturellement le parti de masse n'est pas un outil aussi solide, aussi facile à manier qu'un parti d'avant-garde. Il faut le dire tout de suite et il n'est pas dit que la construction socialiste se réalisera dans l'harmonie, sans combat entre les divers éléments de la population. Mieux, une forme de lutte des classes peut apparaître à certaines étapes de l'édification socialiste. Lutte des classes sans classes antagonistes pensera-t-on ? Nous le croyons, mais ce phénomène ne peut être décelé même en germe dans la plupart des sociétés africaines au lendemain immédiat de l'indépendance. Il apparaît par la suite, à travers le cheminement vers une société fondée sur le bien commun. Au fur et à mesure que les étapes sont franchies et d'autres abordées, certains éléments de la population salariés de toutes sortes, du commis à l'ouvrier, du petit commerçant à l'artisan, profondément gagnés par l'idéologie bourgeoise en raison de certains avantages matériels souvent

illicites qu'ils tiraient du régime colonial manifestent une certaine réticence, qui devient résistance et lutte ouverte selon les conditions du lieu. Il s'agit là des grandes victimes de la corruption intellectuelle, moralement intégrés dans l'univers capitaliste seul valable à leurs yeux. Ils sont véritablement opposés à l'ordre socialiste et l'affrontement inévitable qui aura lieu entre eux et les éléments d'avant garde du pays est idéologiquement une lutte des classes.

Un des aspects particuliers de ce phénomène est qu'ici, de part et d'autre, ce sont apparemment les mêmes éléments issus de la même couche sociale, ce qui revient à dire que l'ennemi de classe dans les sociétés de ce type n'est pas réel. La différenciation n'est pas économique, fonctionnelle, mais idéologique et apparaît seulement à l'épreuve. On ne peut devant une société africaine ayant procédé aux « simules réformes démocratiques » (c'est-à-dire ayant supprimé les quelques chefs de canton petits fonctionnaires coloniaux) ranger d'un côté les adversaires et de l'autre les bâtisseurs du régime socialiste — ici dans la grande majorité des cas le problème agraire est inconnu et les petits commerçants pour la plupart s'accommoderaient bien d'un poste de vendeurs au sein d'une entreprise nationale. Un fait apparaît : le parti de masse est sujet à toutes les secousses, à tous les accidents le long de sa route vers le socialisme — car les réticences et résistances peuvent apparaître aussi bien au sommet qu'à la base, ce qui place les militants révolutionnaires devant l'alternative : concession ou liquidation (un tel phénomène est apparu au Ghana au sein du parti national). Aussi la lutte qui naît pendant la phase de transition dans les pays à partis marxistes-léninistes entre le parti et les « autres » et qui pose la question : qui l'emportera ? peut être transposée au sein du parti de masse entre les éléments d'avant-garde et ceux minés par l'idéologie bourgeoise. Donc au sein des sociétés africaines les militants peuvent se trouver opposés à tous les niveaux aux forces rétrogrades ; il y a ici une certaine analogie entre le destin de l'avant-garde et celui des militants des partis essentiellement révolutionnaires.

Naturellement on peut être sceptique quant à la trempe idéologique de ces éléments et à leur fidélité doctrinale. On peut alors leur prêter le caractère versatile d'une couche petite-bourgeoise prompte à tout moment à la trahison. Partant de là les déviations seraient possibles à tout moment,

mais l'histoire récente nous montre que même les partis marxistes-léninistes ne sont pas à l'abri de tels accidents.

Nous avons dit au départ l'obstacle que constitue l'athéisme quant à l'adoption actuelle du marxisme-léninisme par l'Afrique. Nous estimons que cette attitude de pensée prend sa source dans le rôle joué par les représentants de la religion et les philosophes idéalistes dans l'Europe de la lutte des classes. Déjà pendant la Révolution française, en raison de l'attitude de l'Eglise, les révolutionnaires triomphants s'en sont pris violemment à la religion catholique ; eux dans leur démarche se sont arrêtés à mi-chemin ; on n'a pas nié Dieu, l'Etre Suprême, on a combattu le clergé et son Dieu ; on a cherché un autre culte et même une liturgie. Marx a été plus loin sur les deux fronts qui en définitive n'en font qu'un : le front religieux qui n'était déjà plus assez puissant, et le front que constituaient les philosophes idéalistes qui venaient au secours et de la religion et du capital. Marx a donc parachevé sur le plan théorique et pratique l'œuvre des révolutionnaires français ; le culte de l'Etre Suprême lui-même n'avait plus de sens et n'était plus admis ; l'Etre Suprême n'existait plus. L'homme est devenu pleinement responsable de son destin ; créateur à la place de toute autre idée, de tout autre phénomène, il pouvait tout.

Une autre lacune soulignée à l'endroit des pays progressistes africains est leur non-intégration au camp socialiste. La solidarité de classe est ainsi rompue. C'est une hérésie que de chercher à ménager un équilibre entre le camp impérialiste et le camp socialiste. On sait que des États sous-développés d'Afrique, bien que luttant pour une construction socialiste à l'intérieur, adoptent une attitude internationale de coopération avec l'un et l'autre camp sur le plan économique, technique, culturel, tout en gardant leur propre personnalité et en défendant leurs propres idées sur le plan politique. Nous ne voyons pas là où peut être l'irréductible contradiction. Aujourd'hui, au niveau du camp socialiste, une forme de solidarité exclusive est peu à peu mise en cause et il n'existe pas un pays socialiste qui ne désire coopérer avec l'Occident sur certaines bases bien précises. A notre niveau, avec les conditions historiques que nous avons mentionnées, autant nous condamnons les États qui accordent une solidarité exclusive à l'Occident, autant nous estimons que dans la mesure où l'on peut traiter

avec lui sans en perdre sa liberté, pourquoi donc s'en priver ? Coopérer avec l'Occident ne peut empêcher un pays idéologiquement engagé de lutter sur le plan international contre l'impérialisme. Là nous rejoignons les autres forces progressistes autour de l'essentiel, et dans la mesure où notre action menée parallèlement à celle du camp socialiste et des autres forces de progrès peut affaiblir l'impérialisme, est-ce que par là même la solidarité n'est pas affermie ?

Le neutralisme positif ne se situe que sur le plan international. Il ne saurait en aucune façon exister en matière de politique intérieure. Un pays socialiste a une voie déterminée à suivre ; voie qui ne saurait être mise en concurrence avec une autre. Le neutralisme positif n'est pas un jeu d'équilibre ni une position de chantage, c'est purement et simplement une attitude de coopération et de liberté que se donne un État qui estime ne pas avoir besoin de tutelle pour lutter contre ce qu'il considère comme son ennemi et pour essayer de faire prévaloir ses idées sur le plan international.

Or ses idées, que sont-elles ? Le socialisme a son humanisme, sa morale et sa morale internationale. Il vise à libérer l'homme de l'oppression de son semblable, de la misère, cherche à créer autour de lui et d'une manière continue les conditions les plus favorables à sa vie d'homme. Les rapports de subordination, d'exploitation, de domination doivent faire place à d'autres qui seront de coopération, d'entraide mutuelle. etc... Toute notre action doit être imprégnée de ces idées, mue par cette finalité suprême. La politique internationale aussi. Les États progressistes africains seront engagés dans toute bataille menée contre la domination d'un pays par un autre pays, domination politique, économique ou culturelle ; ils rechercheront la coopération loyale dans l'égalité avec les autres pays, quels que soient leurs systèmes sociaux.

Les États africains ont un grand besoin de la coopération économique occidentale. Comme nous l'avons dit au départ, l'Afrique et les pays socialistes n'ont pas encore trouvé, d'une manière générale, la bonne formule de coopération et les Africains qui céderaient à des tentations dogmatiques dans ce domaine iraient à des déboires sérieux. La courte expérience menée par certains de nos pays montre que de sérieux efforts sont à fournir de part et d'autre pour que l'assistance socialiste réponde à l'attente de nos peuples.

Il est évident que les pays socialistes, eu égard à leurs propres problèmes de croissance, ont des tâches intérieures considérables. Cela fait que les immenses besoins des peuples africains ne peuvent d'un coup être satisfaits par eux. Cependant, même dans son principe, l'aide du camp socialiste a besoin d'un certain assouplissement face à une Afrique qui l'a tant attendue...

En effet on sait que pour réaliser une usine, une route, un hôpital dans le cadre de l'aide socialiste, le pays bénéficiaire doit contribuer à un niveau atteignant au moins le tiers du coût du projet tandis que l'Occident réalise intégralement les projets qui lui ont été soumis et qu'il a acceptés.

Cette façon de faire du camp socialiste n'est pas une mauvaise chose en soi ; l'effort demandé au pays et fourni par lui donne à la réalisation une signification toute particulière et évite des gaspillages. Ainsi on réalise ce qui est nécessaire ou au moins utile. Mais il faut un certain niveau économique pour être en mesure d'utiliser valablement une telle aide. Si un État doit engloutir d'un coup les maigres sommes qu'il a su dégager sur le coût du fonctionnement annuel des services dans la construction d'une route par exemple, que ferait-il la même année dans les autres secteurs ? Aujourd'hui, quatre ans après l'indépendance, certains États africains ne sont pas encore en mesure de faire face par leurs propres moyens aux seules charges financières de leur administration, et sont obligés de faire appel à l'ancien colonisateur qui a ainsi à faire face aux frais de fonctionnement des services et à ceux de l'équipement économique et social du pays !

Un des gros avantages de l'aide socialiste est qu'elle permet à un pays sous-développé de s'équiper en matériel divers dans le cadre de crédits à long terme ; mais pour qu'une telle opération apporte tout le bien que l'on peut en attendre, les matériels doivent être adaptés à nos conditions de travail, aux données physiques de nos pays ; malheureusement l'expérience tropicale de ces pays n'est pas encore suffisante en ce domaine et le matériel d'équipement si efficace ailleurs peut se révéler parfaitement inopérant chez nous. Un temps d'essai est donc indispensable, ce qui peut ne pas être compris par les Africains bousculés par la faim et la nudité.

Le coût des techniciens du camp socialiste avait un peu effrayé certains dirigeants africains. Nous savons que de sérieux efforts sont faits actuellement en vue de mettre les frais de l'assistance technique à la portée des États Africains. Nous souhaitons que cette importante question soit rapidement résolue.

Sur le plan des installations techniques les pays socialistes, dans la mesure où ils veulent contribuer efficacement au développement économique et social de l'Afrique doivent réviser certaines de leurs conceptions. Les équipements industriels qu'ils nous proposent sont de dimensions telles qu'ils pourraient, avec un mois de production, saturer nos marchés si exigus. Certes on n'arrête pas le progrès mais les réalités africaines sont ainsi aujourd'hui et l'on ne peut agir sur elles qu'en s'adaptant, ne serait-ce que provisoirement, à leurs lois.

En un mot, nous l'avons dit, nous avons un effort d'adaptation à faire pour élever la coopération entre l'Afrique et le camp socialiste à ce niveau d'efficacité qui aiderait au progrès rapide de nos peuples. Cet effort doit être fourni de part et d'autre, car nous sommes nous autres Africains assez marqués par le style de l'Occident ; certains de nos camarades crient casse-cou dès qu'un certain effort leur est demandé. Les quelques années d'échanges avec les pays socialistes sont naturellement insuffisantes pour que nos deux univers qui s'ignoraient et que l'on avait soigneusement séparés par tous les moyens puissent se comprendre parfaitement. Un certain apprentissage était donc nécessaire, nous devons apprendre les uns auprès des autres. Nous avons bon espoir que l'élan humaniste et créateur du socialisme nous mènera assez rapidement à nous rencontrer sur un terrain fécond de coopération fructueuse toute imprégnée du désir commun de vaincre la misère.

Nous devons, dans le contexte général de nos rapports économiques avec le camp socialiste faire une place à part à la République Populaire de Chine. Ce pays, malgré les gigantesques tâches qu'il a à accomplir chez lui, constitue aujourd'hui un grand espoir pour les peuples africains. Ce n'est pas seulement parce que l'aide financière chinoise n'est pas productrice d'intérêts ni que les échéances de remboursement accordées par ce pays sont parmi les plus éloignées, c'est aussi et surtout parce que la Chine sait

s'adapter, et très rapidement, aux conditions réelles qu'elle rencontre chez les autres. Ainsi son aide, conçue comme celle des autres pays socialistes dans son principe, s'en écarte dans l'application devant les nécessités du lieu. Dans l'assistance-technique l'offre de la Chine est encore la mieux adaptée aux possibilités de l'Afrique. Par exemple les techniciens chinois sont non seulement, parmi tous les experts étrangers, ceux qui reviennent le moins cher sur le plan des rémunérations mais aussi ceux qui ont le moins d'exigences matérielles et qui manifestent le plus ce souci de former les cadres autochtones qui les entourent.

Sur le plan technique et technologique, les offres de la Chine sont parmi les plus recevables et les mieux adaptées aux conditions africaines. Dans l'agriculture, tout d'abord, ce pays a l'expérience de la plupart de nos productions et a su augmenter la productivité par de petits riens mais combien efficaces : par exemple le repiquage du riz.

A l'Office du Niger, organisme bien connu créé par la France pour la production à grande échelle du riz et du coton dans le Delta du Niger (Mali), on a essayé de faire admettre par les paysans cette technique qui porte le rendement de 2 000 à 4 000 kilos et même plus à l'hectare ; malheureusement le repiquage à la main est un travail extrêmement pénible et très lent, un homme met environ soixante journées de travail pour repiquer un hectare ; or une petite machine chinoise de conception artisanale et de maniement simple arrive à repiquer l'hectare en 3 jours ; on voit tout de suite le gain considérable qu'apporte une telle opération au revenu du paysan africain. La millénaire expérience chinoise de la culture du riz renouvelée et améliorée après la libération est aujourd'hui plus utile aux autres pays sous-développés que des buildings spectaculaires qu'édifient à côté de nos paillottes certaines puissances plus soucieuses de publicité que d'aide réelle.

Dans le domaine industriel, les principes qui dirigent la croissance de la Chine, « marcher sur les deux jambes », alliant le moderne et le traditionnel, sera aussi salutaire à tous les pays sous-développés désireux d'exploiter leur patrimoine ancestral afin d'en intégrer la quintessence dans le courant de la vie moderne ; c'est la liquidation de l'anathème que l'occupant avait jeté sur notre propre personnalité dans le domaine intellectuel. Les petites industries chinoises, l'artisanat semi-mécanisé sont

à l'heure actuelle parmi les meilleures acquisitions que nous pourrions faire pour le développement de nos pays. En effet, nos économies fragiles, nos marchés étroits, nos structures sociales, notre pauvreté en cadres, etc... tout cela fait que les grosses unités, si spectaculaires soient-elles, nous conduisent à des déconvenues dont nous n'avons que faire actuellement. Le stade des installations de faible importance, de l'artisanat mécanisé est nécessaire dans certains domaines pour notre apprentissage de la vie industrielle. La philosophie qui dirige l'Aide chinoise a beaucoup impressionné ceux qui ont des rapports avec ce pays. Nous ne pouvons que formuler le vœu de voir d'autres pays aborder l'Afrique Noire avec un semblable souci de nos intérêts propres.

L'entrée de l'Afrique et des autres pays sous-développés dans l'histoire moderne y a apporté de nouveaux éléments. Plusieurs vérités admises comme universelles jusqu'alors peuvent apparaître dans ces nouvelles conditions comme des spécificités. C'est sous cet angle qu'il faut examiner l'Afrique Noire et le socialisme. Peu important du reste les méthodes, les démarches, l'approche des problèmes, ce qui compte en définitive et ce qui doit nous unir c'est le but commun, la libération totale de l'homme de tout ce qui s'oppose à son épanouissement total.

Evidemment, un État Africain peut se situer dans les cadres classiques, dans le schéma consacré. Quand bien même cela serait il ne pourrait jamais effacer d'un trait tout ce qu'il a pu hériter de son histoire et des conditions générales du continent. Qu'il se proclame « démocratie populaire », ne changera rien au fond du problème tel qu'il se présentera sous un aspect particulier : cela ne changera rien au fait qu'il n'a pas encore de classe industrielle, et cela ne changera rien au fait que ses cadres et militants iront à la mosquée pour le moment, consulteront leurs fétiches, iront à l'église, etc...

L'essentiel à notre avis ce n'est pas l'appellation, c'est son orientation, ce qu'il fait pour se rapprocher de son but, les efforts fournis pour réaliser très rapidement dans les meilleures conditions la société socialiste, définie, précisée et qui est une. Les dirigeants du camp socialiste, dans la mesure où ils veulent aider cette Afrique-là, doivent sans perdre plus de temps l'apprendre auprès des Africains, l'apprendre dans ses réalités. L'immense

prestige qui était le leur en Afrique Noire a été quelque peu entamé de nos jours dans certains Etats. Il est temps de le restaurer, il est grand temps de le faire. En attendant, les Africains devront s'équiper là où ils trouvent de meilleures conditions, étant bien entendu que cela ne doit en aucune façon influencer l'idéologie qu'ils se sont donnée dès lors que le camp socialiste ne peut encore remplacer toute l'aide qui provenait d'ailleurs.

Conclusion

Les responsabilités historiques des dirigeants actuels de l'Afrique sont considérables. Toutes les particularités que nous avons signalées, mentalité de l'homme africain d'aujourd'hui, conception du pouvoir, structures précoloniales..., etc., tout cela fait que les événements leur donnent des moyens que très peu de continents offrent à leurs dirigeants. Ils peuvent à peu près tout. Ils seront aussi jugés avec beaucoup plus de sévérité que les autres ; ils sont les premiers, ils sont les pionniers.

Nous savons que les dirigeants progressistes africains ont une tâche complexe et difficile à accomplir ; nous savons aussi qu'ils sont actuellement très peu secondés, pour ne pas dire mal secondés, eu égard à l'extrême fragilité des cadres intermédiaires sur lesquels ils doivent nécessairement s'appuyer. C'est là que peut intervenir la jeunesse africaine. Nous écartons tout de suite cette pseudo-jeunesse, frelatée et artificielle pour qui les basses intrigues et l'opportunisme sont les supports de la vie, une jeunesse bien née, déjà riche, etc... et prête à tout pour l'être davantage.

Nous nous adressons à des éléments jeunes, créateurs et pionniers désintéressés qui se savent soldats, artisans, et porte-drapeau de l'Afrique de demain. Une jeunesse pauvre, qui sait rester pauvre, mais dont l'incalculable richesse est cette grande idée d'une Afrique juste et prospère pour tous. La jeunesse africaine doit se lever pour participer à l'édification de l'Afrique et particulièrement la jeunesse syndicale et universitaire. En effet quand les dirigeants restent politiquement et économiquement fidèles à l'Afrique, c'est au niveau de ces deux catégories que l'on trouve aujourd'hui des éléments aptes à jouer le rôle historique qui aurait dû être celui des cadres révolutionnaires. Jeunesse syndicale aguerrie au combat, façonnée à une vie modeste, tendue constamment vers les intérêts de la collectivité, idéologiquement trempée, soucieuse de bâtir un pays qui ne connaîtrait pas les déchirements et les violences dans lesquels elle a fait sa vie ; jeunesse universitaire, qui a fait une expérience, intellectuelle mais pure et dure, du nationalisme : à l'extérieur, vivant chez les autres, dépendant des autres, elle a saisi toute la vie, toute la misère de son continent et de ses frères ; dans les pays étrangers elle était prête à tout affronter pour les idées de dignité et de bonheur qui existaient certes en elle,

mais qu'une vie d'exil lui a permis de préciser, de ressentir plus profondément.

Ces deux mondes ont produit, dans l'Afrique actuelle, les éléments les plus inaccessibles au vertige de la vie factice créée par le régime colonial, et aussi les moins perméables à la corruption qui, dans certains milieux, devient déjà la règle. Nous savons qu'il y a des syndicalistes opportunistes qui se sont beaucoup plus servi de leurs postes pour réaliser leurs petites ambitions personnelles que pour le bien commun, comme nous savons que parmi les universitaires certains totalement détruits par l'Europe, reviennent aigris, intrigants, mécontents parce qu'ils n'ont pas tout de suite le poste de direction auquel, pensent-ils, leurs diplômes leur donnent droit. D'autres, intellectuellement corrompus par l'idéologie bourgeoise veulent s'enrichir très vite, mettent les bouchées doubles pour rattraper en un temps record certains fabuleux aînés.

Mais à côté de ceux-là, il en est d'autres, auxquels nous faisons appel, ceux qui doivent être les piliers de l'Afrique de demain, mettant leur jeune foi et leur ferveur au service de leur pays aux côtés des quelques dirigeants combattants que nous avons actuellement. Il faut que la jeunesse universitaire prenne conscience de ce rôle de constructeur qu'elle doit jouer afin de se préparer en conséquence. Les étudiants africains qui vivent à l'extérieur doivent se comporter en responsables et abandonner cette position systématique et absolument stérile qui consiste à condamner en bloc tous les dirigeants africains et à se croire seuls porteurs de la Vérité. La jeunesse syndicale, la jeunesse universitaire africaines doivent toutes deux et tout de suite tendre la main à ceux des aînés qui ont accepté la difficile et même douloureuse mission de construire l'Afrique, malgré toutes les imperfections matérielles et humaines qu'elle recèle aujourd'hui.

Une chose est certaine : une Afrique Noire capitaliste n'est pas viable. En aucune façon elle ne peut l'être pour la bonne raison qu'elle n'en a pas les moyens matériels, et s'adosser à un autre blesse l'amour-propre déjà fortement éprouvé des peuples africains ; en pareille occasion, ceux à qui on fait appel ne sont pas effacés, ne s'effacent pas, mais au contraire s'affirment, s'implantent, se distinguent et dominant en fin de compte.

Un autre fait : la construction du socialisme en Afrique Noire d'aujourd'hui ne sera pas celle de l'Europe, peut-être même pas celle de l'Asie. Elle portera l'empreinte de l'ensemble des multiples aspects de notre vie actuelle, vie marquée par l'héritage précolonial, par l'impact occidental et par les aspirations violentes de peuples qui, pour la première fois, ont conscience d'être sur le chemin du progrès, sur la voie des autres peuples. Mais cette tâche-là, tâche des peuples africains, est complexe, parce que de nos jours, avec la division du monde en blocs, on n'admet pas que l'on ne prenne pas parti, et ce dont nous avons besoin, l'aide matérielle qu'il nous faut, est un peu conditionné par cela, particulièrement en ce qui concerne l'Occident.

Nous avons dit ce que nous pensons de l'aide du camp socialiste. L'Occident lui aussi mérite qu'on parle de lui. Dans ce domaine, à partir du moment où la politique économique d'un État ne s'affirme pas « libérale », à partir du moment où les votes et les délibérations à l'O.N.U. ne sont pas conformes à leur vérité, les grands dirigeants de l'Occident mesurent leur aide. En plus de cela, au cas où cette aide semble acquise, la procédure proposée est si longue et si compliquée que l'aide répond très peu aux besoins si urgents, si criants de nos peuples.

L'Organisation des Nations Unies a été notre espoir à l'indépendance, mais aujourd'hui l'aide dite internationale se révèle la plus inaccessible qui soit. Les organismes internationaux, exception faite peut-être de ceux qui s'occupent de la santé, se signalent particulièrement par une paperasserie incroyable et stérile ; les visites inopinées d'experts météores, grassement payés qui viennent vous raconter votre misère, vous proposer dix mille solutions dont aucune ne vous parviendra jamais. Et ce sont les conférences internationales, les rencontres périodiques au cours desquelles on a le sentiment que l'on vous convie pour vous entendre pleurnicher ; et l'on se quitte encore sur de grandes promesses, après avoir entendu dix mille solutions.

Généralement l'aide occidentale peut se diviser en aide privée et publique. La première forme est celle que peut fournir le secteur privé, nous en avons parlé. Il s'agit d'investisseurs avec lesquels nous devons coopérer

sur des bases claires, bien définies et selon les principes de l'avantage réciproque. Il faut mentionner un phénomène courant de nos jours lié à l'aide privée. C'est l'apparition d'une nouvelle catégorie d'exploiteurs relevant plutôt du Droit Commun. On rencontre fréquemment aujourd'hui dans les antichambres des ministères africains de ces aventuriers occidentaux avec grosses serviettes, et sur les lèvres, des « milliards » qui n'attendraient qu'un geste des responsables africains pour transformer en un clin d'œil la physionomie du pays. On nous extorque ainsi des signatures qu'on tentera de monnayer par la suite.

Dans le domaine de l'aide intellectuelle, après les services rendus à certains États Africains par des progressistes, tels par exemple les Professeurs Charles Bettelheim et de Bernis, on rencontre également une légion d'experts « progressistes » dont le souci majeur est de se servir de nos États comme tremplins, soit pour accéder à une fonction internationale, soit pour conquérir dans leur propre pays une position et une notoriété qu'ils n'ont pu se créer autrement.

Nous estimons, jusqu'à preuve du contraire, qu'un pays de l'Europe Occidentale semble avoir les meilleures chances pour aider efficacement l'Afrique à la promotion d'une nouvelle humanité : ce pays, c'est la France. Tirons un trait sur le passé colonial et soyons plutôt les pionniers d'un monde nouveau. C'est sous cet angle que nous examinons le problème. L'aide française jusqu'ici, avec la courte expérience que nous avons de celle des différents pays de l'Ouest semble la plus simple en procédure et la plus directe. Les techniciens français dans leurs rapports humains s'intègrent beaucoup plus facilement dans notre ambiance morale et partant comprennent mieux nos préoccupations et les vivent avec nous, ce qui est important pour l'Afrique. Certes, nous avons rencontré des éléments réactionnaires, forts dans leurs préjugés paternalistes, mais aujourd'hui ils ne sont plus la majorité.

S'agissant de l'apport du Secteur Public, particulièrement de l'aide financière, il serait souhaitable que les anciens fonctionnaires coloniaux, par lesquels elle transite, se débarrassent un peu de leurs « vérités » absolues

sur les possibilités et les limites des États Africains. En effet, tout projet qui ne cadre pas avec les idées d'antan qui avaient guidé ces experts durant leur séjour colonial, est presque irrecevable. Dans ces conditions il devient difficile de tenter la moindre politique d'innovation avec l'appui de l'État Français.

Signalons aussi que certains experts des bureaux français sont encore orientés par leurs collègues restés dans les États Africains pour des raisons personnelles, mais qui demeurent accrochés à tout un passé, sinon politique, du moins économique et technique de la vie coloniale. Nous ne leur demandons pas de nous encourager dans toutes nos tentatives, mais il existe un juste milieu que nous devons trouver ensemble, et ce juste milieu, en raison de l'évolution de la technique et des besoins actuels de nos pays, ne saurait être les différents programmes élaborés pour nos États dans la logique de l'exploitation coloniale.

Sur le plan général, le danger qui guette la France est celui-là même que les puissances occidentales ont déjà connu à travers l'Asie ou l'Amérique Latine, c'est-à-dire « aider » les dirigeants contre les peuples. L'aide ici ne semble pas être vouée au bien-être du peuple, mais plutôt au maintien d'une équipe même corrompue impopulaire et antipopulaire, laquelle sur les tribunes internationales donne à l'Occident ses plus grands chantres. Ainsi à la longue, les peuples éveillés associent l'Occident et l'équipe qui les opprime. Les révolutions nationales se mènent alors dans un sentiment profondément antioccidental.

Or, l'Occident destine surtout son aide à des régimes et à des équipes qui l'acceptent pour maître. Il s'agit de récompenser certains dirigeants pour leur sagesse et leur bonne tenue. Autrement dit de payer leur fidélité aveugle et inconditionnelle. Tout ce que font et disent les puissances donatrices doit être loué. Il faut donc se taire sur l'appui indirect que prête l'O.T.A.N. au Portugal dans ses guerres coloniales, se taire au moins devant des tentatives de domination et des actes d'agression qui se répètent par ci par là, etc... Mais pour peu que vous voyiez les problèmes sous un angle différent, votre part est réduite. Ainsi à part les bibelots que l'on jette aux États progressistes africains pour ne pas créer le vide, ces pays demeurent dans l'oubliette et ne sont plus considérés comme sous développés parce qu'ils veulent prendre leur souveraineté au sérieux. Mieux, des difficultés

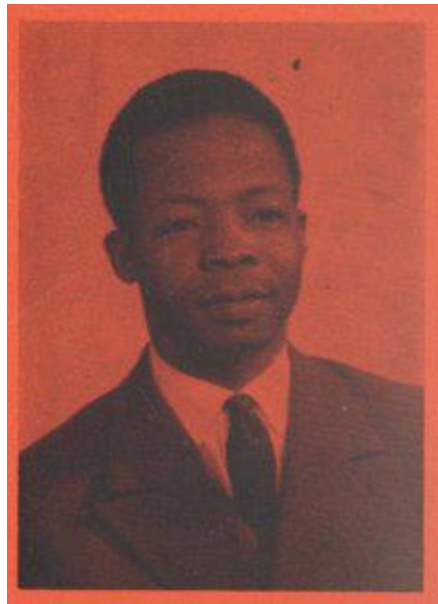
de toute sorte leur sont créées pour freiner leur marche en avant. Ainsi de nos jours des États comme celui du Mali ou du Ghana par exemple constituent une menace et un danger aux yeux de ceux qui ne renoncent jamais à leurs visées impérialistes. S'ils réussissent l'Afrique risque de les suivre et de déboucher ainsi sur un régime qui osera affirmer ses propres vérités et n'hésitera pas à les confronter avec celles des autres. Il faut donc après avoir pavoisé devant les difficultés rencontrées par le jeune État Guinéen, étouffer le Mali et le Ghana tout en leur souriant. Ainsi la quiétude reviendra et l'avenir sera sans nuage.

Or aucun homme, aucune équipe, aucun peuple ne peuvent impunément et indéfiniment se jouer du destin d'un continent. La fraction saine de la jeunesse africaine actuelle monte, avec beaucoup de réticence à l'égard de l'Occident. Dans les États dits libéraux, elle est témoin de la liquidation systématique des cadres nationalistes par les dirigeants qui ont toute l'amitié et tout l'appui de l'Ouest. Dans les États progressistes, elle est également témoin de toutes les difficultés économiques et autres qui surgissent à chaque pas du fait de l'indifférence des puissances qui clament cependant leur désir constant d'aider « l'humanité sous-développée » à se créer une existence décente. De ces constatations, il ressort que l'Occident envisage seulement une certaine Afrique, une Afrique « Béni-oui-oui », émasculée, qui accepte sa tutelle économique sinon politique. C'est la pensée de notre jeunesse. Les régimes auxquels elle donne son adhésion sont combattus et ceux qui la combattent sont choyés. Ainsi va la vie !

Devant un tel phénomène, l'Afrique doit se résoudre à faire le maximum par ses propres moyens, à agir comme si elle était seule. Mais jamais l'Afrique ne sera seule. Et si l'Occident puissant et nanti maintient vis-à-vis d'elle cette attitude paternaliste et profondément humiliante qui est la sienne à l'heure actuelle, il aboutira tout simplement à s'exclure de cette grandiose entreprise qui est en réalité l'événement de notre siècle. Le Développement de l'Afrique, parce qu'il arrachera une partie de l'humanité à la déchéance physique, aux ténèbres, à l'obscurantisme, à toutes ces lèpres qui aujourd'hui mutilent si profondément l'humain, réalisera beaucoup plus que les fantastiques engins conduisant vers la lune les milliards qui auraient permis à plus d'un milliard d'hommes de ne pas

mourir de faim... Et c'est cette ascension des peuples sous-développés qui donnera à notre siècle une de ses plus valables significations humaines.

Ministre du Développement et responsable gouvernemental de l'économie malienne, Seydou Badian a conçu ce livre comme un militant socialiste parlant à d'autres militants : il répond sans complaisance à cette question qu'il vit quotidiennement : que faut-il faire pour que l'Afrique soit réellement et définitivement prise en mains par les Africains ?



© 1964, Librairie François Maspero S.A. Paris.
Tous droits strictement réservés.

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été initialement fabriquée par la société FeniXX au format ePub (ISBN 9782348039317) le 20 novembre 2018.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en accord avec l'éditeur du livre original, qui dispose d'une licence exclusive confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.



Table des matières

1. [Couverture](#)
2. [Page de titre](#)
3. [Sommaire](#)
4. [I](#)
 1. [1 - Le poids du passé précolonial](#)
 2. [2 - Traits du passé colonial](#)
 3. [3 - Les forces en présence : le choix](#)
 4. [4 - Le socialisme](#)
 5. [5 - Nécessité politique de la voie socialiste](#)
 6. [6 - Nécessité économique de la voie socialiste](#)
 7. [7 - Difficultés de la construction socialiste en Afrique Noire](#)
5. [II](#)
 1. [1 - Créer le militant](#)
 2. [2 - A propos du parti](#)
 3. [3 - Quelques déviations du parti unique](#)
 4. [4 - Propres voies](#)
6. [Conclusion](#)
7. [À propos de l'auteur](#)
8. [Copyright d'origine](#)
9. [Achevé de numériser](#)

Pages

1. [Page 1](#)
2. [Page 2](#)
3. [Page 3](#)
4. [Page 4](#)
5. [Page 5](#)
6. [Page 6](#)
7. [Page 7](#)
8. [Page 8](#)

9. [Page 9](#)
10. [Page 10](#)
11. [Page 11](#)
12. [Page 12](#)
13. [Page 13](#)
14. [Page 14](#)
15. [Page 15](#)
16. [Page 16](#)
17. [Page 17](#)
18. [Page 18](#)
19. [Page 19](#)
20. [Page 20](#)
21. [Page 21](#)
22. [Page 22](#)
23. [Page 23](#)
24. [Page 24](#)
25. [Page 25](#)
26. [Page 26](#)
27. [Page 27](#)
28. [Page 28](#)
29. [Page 29](#)
30. [Page 30](#)
31. [Page 31](#)
32. [Page 32](#)
33. [Page 33](#)
34. [Page 34](#)
35. [Page 35](#)
36. [Page 36](#)
37. [Page 37](#)
38. [Page 38](#)
39. [Page 39](#)
40. [Page 40](#)
41. [Page 41](#)
42. [Page 42](#)
43. [Page 43](#)
44. [Page 44](#)
45. [Page 45](#)

46. [Page 46](#)
47. [Page 47](#)
48. [Page 48](#)
49. [Page 49](#)
50. [Page 50](#)
51. [Page 51](#)
52. [Page 52](#)
53. [Page 53](#)
54. [Page 54](#)
55. [Page 55](#)
56. [Page 56](#)
57. [Page 57](#)
58. [Page 58](#)
59. [Page 59](#)
60. [Page 60](#)
61. [Page 61](#)
62. [Page 62](#)
63. [Page 63](#)
64. [Page 64](#)
65. [Page 65](#)
66. [Page 66](#)
67. [Page 67](#)
68. [Page 68](#)
69. [Page 69](#)
70. [Page 70](#)
71. [Page 71](#)
72. [Page 72](#)
73. [Page 73](#)
74. [Page 74](#)
75. [Page 75](#)
76. [Page 76](#)
77. [Page 77](#)
78. [Page 78](#)
79. [Page 79](#)
80. [Page 80](#)
81. [Page 81](#)
82. [Page 82](#)

83. [Page 83](#)
84. [Page 84](#)
85. [Page 85](#)
86. [Page 86](#)
87. [Page 87](#)
88. [Page 88](#)
89. [Page 89](#)
90. [Page 90](#)
91. [Page 91](#)
92. [Page 92](#)
93. [Page 93](#)
94. [Page 94](#)
95. [Page 95](#)
96. [Page 96](#)
97. [Page 97](#)
98. [Page 98](#)
99. [Page 99](#)
100. [Page 100](#)
101. [Page 101](#)
102. [Page 102](#)
103. [Page 103](#)
104. [Page 104](#)
105. [Page 105](#)
106. [Page 106](#)
107. [Page 107](#)
108. [Page 108](#)
109. [Page 109](#)
110. [Page 110](#)
111. [Page 111](#)
112. [Page 112](#)
113. [Page 113](#)
114. [Page 114](#)
115. [Page 115](#)
116. [Page 116](#)
117. [Page 117](#)
118. [Page 118](#)
119. [Page 119](#)

120. [Page 120](#)
121. [Page 121](#)
122. [Page 122](#)
123. [Page 123](#)
124. [Page 124](#)
125. [Page 125](#)
126. [Page 126](#)
127. [Page 127](#)
128. [Page 128](#)
129. [Page 129](#)
130. [Page 130](#)
131. [Page 131](#)
132. [Page 132](#)
133. [Page 133](#)
134. [Page 134](#)
135. [Page 135](#)
136. [Page 136](#)
137. [Page 137](#)
138. [Page 138](#)
139. [Page 139](#)
140. [Page 140](#)
141. [Page 141](#)
142. [Page 142](#)
143. [Page 143](#)
144. [Page 144](#)
145. [Page 145](#)
146. [Page 146](#)
147. [Page 147](#)
148. [Page 148](#)
149. [Page 149](#)
150. [Page 150](#)
151. [Page 151](#)
152. [Page 152](#)
153. [Page 153](#)
154. [Page 154](#)
155. [Page 155](#)
156. [Page 156](#)

157. [Page 157](#)
158. [Page 158](#)
159. [Page 159](#)
160. [Page 160](#)
161. [Page 161](#)
162. [Page 162](#)
163. [Page 163](#)
164. [Page 164](#)
165. [Page 165](#)
166. [Page 166](#)
167. [Page 167](#)
168. [Page 168](#)
169. [Page 169](#)
170. [Page 170](#)
171. [Page 171](#)
172. [Page 172](#)
173. [Page 173](#)
174. [Page 174](#)
175. [Page 175](#)
176. [Page 176](#)
177. [Page 177](#)
178. [Page 178](#)
179. [Page 179](#)
180. [Page 180](#)
181. [Page 181](#)
182. [Page 182](#)
183. [Page 183](#)